

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

ANNÉE 1922

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MEDECINE

par

Marthe HENRY

Les origines de l'Élimination
des
Antisociaux
et de
l'Assistance aux Aliénés chroniques

La Salpêtrière sous l'Ancien Régime

Président : M. le Professeur **MÉNÉTRIER.**

PARIS
LIBRAIRIE LE FRANÇOIS
91, Boulevard Saint-Germain

1922

Faculté de Médecine de Paris

DOYEN :

PROFESSEURS :

Anatomie
 Anatomie médico-chirurgicale
 Physiologie
 Chimie organique et chimie médicale
 Chimie organique et chimie générale
 Bactériologie
 Parasitologie et Histoire naturelle médicale
 Pathologie médicale
 Pathologie et Thérapeutique générale
 Pathologie chirurgicale
 Anatomie pathologique
 Histologie
 Pharmacologie et matière médicale
 Thérapeutique
 Hygiène
 Médecin légale
 Histoire de la médecine et de la chirurgie
 Pathologie expérimentale et comparée

Clinique médicale

Hygiène et clinique de la première enfance
 Clinique des maladies des enfants
 Clinique des maladies mentales et des maladies de l'en-
 céphale
 Cliniques des maladies cutanées et syphilitiques
 Clinique des maladies du système nerveux
 Clinique des maladies contagieuses

Clinique chirurgicale

Clinique ophtalmologique
 Clinique des maladies des voies urinaires

Clinique d'accouchement

Clinique gynécologique
 Clinique chirurgicale infantile
 Clinique thérapeutique
 Clinique oto-rhino-laryngologique
 Clinique thérapeutique chirurgicale

M. ROGER

MM.

NICOLAS
 CUNEO
 Ch. RICHET
 André BROCCA
 DESGREZ
 BEZANÇON
 BRUMPT
 Marcel LABBE
 RENON
 LECENE
 LETULLE
 PRENANT
 POUCHET
 CARNOT
 Léon BERNARD
 BALHAZARD
 MENETRIER
 ROGER
 ACHARD
 WIDAL
 GILBERT
 CHAUFFARD
 MARFAN
 NOBECOURT

X.
 JEANSELME
 Perre MARIE
 TEISSIER
 DELBET
 LEJARS
 HARTMANN
 GOSSET
 DE LAPPERSON
 LEGUEU
 BAR
 COUVELAIRE
 BRINDEAU
 J. L. FAURE
 Auguste BROCA
 VAQUEZ
 SEBILEAU
 DUVAL

AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ABRAMI
 ALGLAVE
 BASSET
 BAUDOIN
 BLANCHETIERI
 BRANCA
 CAMUS
 CHAMPY
 CHEVASSU
 CHIRAY
 CLERC
 DEBRE
 DESMARET

DUVOIR
 FIESSEINGER
 GARNIER
 GOUGEROT
 GREGOIRE
 GUENIOT
 GUILLAIN
 GUILLEMINOT
 HEINTZ-BOYER
 JOYEUX
 LABBE (Henri)
 LAIGNEL-LAVASTINE
 LANGLOIS

LARDENNOIS
 LE LORIER
 LEMIERRE
 LEQUEUX
 LEREBoullet
 LERI
 LEVY-SOLAL
 MATHIEU
 METZGER
 MOCQUOT
 MULON
 OKINCZYC
 PHILIBERT

RATHERY
 RETTERER
 RIBIERRE
 RICHAUD
 ROUSSY
 ROUVIERE
 SCHWARTZ (A)
 TANON
 TERRIEN
 TIFFENEAU
 VILLARET

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

AUX MIENS



A MES MAITRES
DANS LES HOPITAUX DE ROUEN

A MES MAITRES
DANS LES HOPITAUX DE PARIS

A MONSIEUR LE PROFESSEUR MENETRIER

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

MÉDECIN DE L'HOTEL-DIEU

*Qui a bien voulu nous faire l'honneur
d'accepter la présidence de notre thèse.*

A LA MEMOIRE DU PROFESSEUR DUPRE

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

A M. LE DOCTEUR SERIEUX

MÉDECIN DE L'ASILE CLINIQUE SAINTE-ANNE

*qui fut l'inspirateur de cette thèse, voulut
bien nous aider de ses conseils, et à qui
nous devons un grand nombre de docu-
ments.*

Introduction ⁽¹⁾

Bien que la matière soit loin d'en être épuisée, les travaux sur la Salpêtrière ont été relativement peu nombreux ; et ce n'est pas encore une étude d'ensemble que nous prétendons présenter ici, nous nous sommes attachés surtout à étudier le rôle que ce grand établissement a joué dans la société de l'ancien régime.

Fondé au début du règne de Louis XIV, il est un des instruments qui vont permettre au souverain d'assainir sa capitale. C'est l'immense hospice où l'on recueillera, pour les secourir, les malheureuses infirmes, les écrouelées, les malades du sein, les enfants abandonnés, c'est l'asile où seront internées les faibles d'esprit, les idiotes et les aliénées, et c'est enfin la prison qui retiendra tous les éléments antisociaux et turbulents venant à chaque instant troubler la paix de l'Etat ; mendiante prostituées, dégénérées et criminelles.

(1) Nous tenons encore à remercier particulièrement M. Franz Funck-Brentano de son accueil si bienveillant à la bibliothèque de l'Arsenal et des nombreux documents qu'il a bien voulu nous communiquer.

L'œuvre d'épuration commencée par Louis XIV, sera continuée par ses successeurs, et la Salpêtrière, vaste organisme peu différencié, continuera à tout recueillir, infirmes, aliénées, criminelles ; cependant vers le milieu du dix-huitième siècle, on lui enlèvera déjà les mendiantes, mais ce n'est qu'après la chute de la royauté, grâce à la construction de nouveaux bâtiments et à la spécialisation de plus en plus grande de ceux déjà existants que la Salpêtrière se démembrera peu à peu, perdant les prostituées, les correctionnaires, les prisonnières, même les aliénées, pour n'être plus aujourd'hui que l'hospice de la vieillesse et des incurables.

Nous bornant à l'étude de la Salpêtrière sous l'ancien régime et nous plaçant au double point de vue de l'assistance et de la répression, dans un premier chapitre nous retracerons rapidement l'histoire de la Salpêtrière, nous étudierons la vie à l'hôpital, comment on y entre, ce qu'on y fait, comment on en sort, et nous terminerons par l'examen de quelques dossiers de détenues, ce qui nous permettra de préciser encore davantage le rôle joué par la Salpêtrière sous l'ancien régime.

CHAPITRE PREMIER

Historique



Au XVI^e et XVII^e siècles, à la suite des guerres, des famines et des épidémies, s'était formée dans toute la France une population flottante de mendiants et de voleurs ne subsistant que d'aumônes, de rapines ou d'assassinats. Les édits et les lois s'étaient multipliés contre eux, mais leur sévérité même était un obstacle à leur application et la misère infinie que le roi ne pouvait secourir poussait cette foule affamée à recourir à la violence pour obtenir du pain.

Louis XIII songea à réprimer la mendicité par l'emprisonnement des mendiants et en 1611, quatre bourgeois furent chargés de s'occuper du « renfermement » des pauvres (1) qui devint effectif l'année suivante, en trois maisons choisies dans ce but, faubourg Saint-Victor, faubourg Saint-Marcel (pour les femmes, filles et enfants malades au-dessous de huit ans) et faubourg Saint-Germain (pour les incurables).

Ce renfermement ne dura que cinq ou six ans, l'ordonnance de Louis XIII tomba en désuétude et en 1618 il ne restait plus de cette tentative qu'un asile pour les enfants; quelques vieillards furent envoyés à la Pitié et les filles repenties au Bon-Secours.

Les troubles de la Fronde amenèrent de nouveaux désordres et sous Louis XIV la question devint particulièrement angoissante puisqu'on évaluait à 40.000 le nombre des mendiants dans Paris, dont la population se montait alors à près de 500.000 habitants.

(1) Paultre, *Répression de la mendicité*..

La charité privée très active cependant, avait multiplié les fondations secourables et nous voyons se créer vers la même époque l'œuvre des Enfants trouvés, la maison de Saint-Lazare; nous assistons au développement des maisons du Bon-Pasteur, de Sainte-Pélagie (1665), des Charités de Charenton (1645), Senlis, Château-Thierry, pour ne parler que de la région parisienne.

Le succès des premières de ces œuvres porta la foule à accueillir avec enthousiasme la création d'établissements charitables destinés à supprimer la mendicité en hospitalisant les pauvres et les invalides.

Les donations affluèrent de toutes parts, l'Hôpital général sortit de terre.

En l'an 1653 une personne riche vient trouver notre Saint et lui apporte une somme importante (100.000 l.) laissant à sa discrétion le soin de l'employer au mieux des intérêts de Dieu et des pauvres. Vincent de Paul réfléchit longuement à cette affaire et du consentement du bienfaiteur qui désire avant tout rester ignoré, il se décide à fonder un asile pour 40 vieillards, artisans des deux sexes, que l'âge et les infirmités mettent hors d'état de gagner leur vie.

...Une fois ces vieillards installés, nombre de dames de charité habituées à suivre les œuvres du Saint, viennent faire des visites répétées dans cet asile. L'ordre parfait établi les frappe, la discipline est exacte, subié sans murmures; la reconnaissance et la joie éclatent sur tous les visages...

Une pensée surgit dans l'esprit de ces Dames charitables, elles sont habituées aux merveilles qu'accomplit M. Vincent et elles le voient étendant à tous les nécessiteux de la Cité ce qu'il accomplit si heureusement en faveur des artisans réunis à l'hôpital du Nom de Jésus. Pour elles la réussite ne saurait faire de doute; elles parlent au Saint de ce projet; le pressent de se mettre à l'œuvre; l'une de ces dames lui offre 50.000 livres; une autre 3.000 livres de rente.

Vincent de Paul veut, selon son habitude étudier ces projets, peser toutes choses; il est débordé, entraîné et obtient du Roi, par l'intermédiaire d'Anne d'Autriche, les immenses terrains où l'on fabrique le salpêtre (La Salpêtrière) comprenant de vastes bâtiments situés au bord de la Seine, en face l'Arsenal. Mais l'affaire ne peut aller aussi vite que le désirent les âmes charitables enthousias-

(1)Lallemand. Histoire de la Charité, T. IV, 1^{re} partie, page 252.

mées pour ce dessin. Il faut l'autorisation des Magistrats et ceux-ci sont enclins à considérer l'entreprise comme chimérique. Ils cèdent néanmoins peu à peu et le Président Pomponne de Bellièvre acquiesce à ce pieux mouvement, meurt le 13 mars 1657 en laissant à l'œuvre future 20.000 écus par contrat et plus encore dans son testament. Mais il est question de confier la direction de l'entreprise à Saint Vincent de Paul et aux prêtres de la Mission, mais notre Saint ne peut accepter ce fardeau. Il est effrayé de la voie que les autorités administratives et judiciaires veulent suivre. Pour lui, il faut commencer par un établissement restreint pouvant contenir cent ou deux cents pauvres, les y bien traiter, et par l'exemple en attirer d'autres.

M. Vincent au courant, grâce à ses missionnaires irlandais, de la manière dont sont établies les houses of correction de l'Angleterre protestante, répugne à l'emploi de la réclusion forcée des malheureux. Et puis si l'on se borne, comme le veulent les magistrats, à renfermer les mendians natifs de Paris, que vont devenir ces multitudes de pauvres refoulés sur les provinces?

Néanmoins, tout en n'acceptant pas la direction qui lui est offerte, il seconde l'entreprise et donne à l'œuvre, en dehors de la S., l'hospice de Bicêtre attribué précédemment aux enfants trouvés. Un prêtre de la mission (Louis Abelly) est même chargé à l'origine des fonctions de recuteur.

Une lettre de M. Vincent peint admirablement la situation: « L'on va ôter la mendicité de Paris (écrit-il, mars 1657) et ramasser tous les pauvres en des lieux propres pour les entretenir, les instruire et les occuper. C'est un grand dessein et fort difficile, mais qui est bien avancé, grâce à Dieu et approuvé par tout le monde; beaucoup de personnes lui donnent abondamment et d'autres s'y emploient volontiers. On a déjà dix mille chemises, et du reste à proportion. Le Roi et le Parlement l'ont puissamment appuyé, et sans m'en faire parler, ils ont destiné les prêtres de notre congrégation et les filles de la Charité pour le service des pauvres, sous le bon plaisir de M. l'Archevêque de Paris. Nous ne sommes pourtant pas encore résolus de nous engager à ces emplois, parce que nous ne connaissons pas encore assez si le bon Dieu le veut... ».

Cependant le gouvernement tout en cédant au mouvement charitable qui entraînait la foule voulait, avant tout, faire œuvre de police et c'est cette pensée qui inspira l'Edit de 1656 car, quoiqu' « agissant dans la conduite d'un si grand œuvre non par ordre de police mais par le seul motif de charité », le roi ordonna

le renfermement de gré ou de force de tous les sans asile (1) prescrivant les punitions à appliquer à ceux qui résisteraient ou s'évaderaient.

« Edit du Roy portant Etablissement de l'Hôpital Général pour le renfermement des Pauvres mendiants de la Ville et Faux-bourgs de Paris. — (*Donné à Paris au mois d'avril 1656*) (2).

Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut. Les roys nos prédécesseurs ont fait, depuis le dernier siècle, plusieurs ordonnances de police sur le fait des pauvres de notre bonne ville de Paris, et travaillé par leur zèle autant que par leur autorité, pour empêcher la mendicité et l'oysiveté, comme les sources de tous les désordres. Et bien que nos compagnies souveraines aient appuyé par leurs soins l'exécution de ces ordonnances, elles se sont trouvées néanmoins, par la suite des tems, infructueuses et sans effet, soit par le manquement de fonds nécessaires à la subsistance d'un si grand dessein, soit par le défaut d'une direction bien établie et convenable à la qualité de l'œuvre. De sorte que dans les derniers tems et sous le règne du défunt Roy notre très honoré Seigneur et Père d'heureuse mémoire, le mal s'étant encore accru par la licence publique et le dérèglement des mœurs, l'on reconnut que le principal défaut de l'exécution de cette police, provenait de ce que les mendiants avaient la liberté de vaquer partout, et que les soulagemens qui étaient procurez n'empêchaient pas la mendicité secrète et ne faisoient point cesser leur oysiveté. Sur ce fondement fut projeté et exécuté le loüable dessein de les renfermer dans la maison de la Piété et lieux qui en dépendent et lettres patentes accordées pour cet effet en 1612 et registrées en notre cour de Parlement de Paris, suivant lesquelles les pauvres furent renfermez, et la direction commise à de bons et notables bourgeois qui successivement les uns après les autres, ont apporté toute leur industrie et bonne conduite pour faire réussir ce dessein. Et toutes-fois, quelques efforts qu'ils aient pu faire, il n'a eu son effet que pendant cinq ou six années, et encore très imparfaitement, tant par le défaut d'employ des pauvres dans les

(1) III. Que les Pauvres mendiants qui ne se seront point volontairement rendus depuis le lundy septième May jusques au treizième dudit mois inclus, dans la Maison de la Pitié, y seront contraints et conduits par le Baillif et Archers de l'Hôpital Général et autres Officiers de Police à commencer du Lundy quatorzième May.

(Arrêt de la Cour pour l'exécution de l'établissement de l'Hôpital Général des Pauvres Mendiants. Du 18 avril 1657.).

(2) Hôpital Général. Recueil de Règlements. Arch. de l'Assistance Publique E¹ 4.

œuvres publics et manufactures, que parce que les directeurs n'étoient point appuyés des pouvoirs et de l'autorité nécessaire à la grandeur de l'entreprise, et que par la suite des désordres et le malheur des guerres, le nombre des pauvres soit augmenté au delà de la créance commune et ordinaire, et que le mal se soit rendu plus grand que le remède. De sorte que le libertinage des mendiants est venu jusqu'à l'excès, par un malheureux abandon à toutes sortes de crimes, qui attirent la malédiction de Dieu sur les Etats quand ils sont impunis.

L'expérience aiant fait connoître aux personnes qui se sont occupées dans ces charitables emplois, que plusieurs d'entr'eux de l'un et l'autre sexe habitent ensemble, sans mariage, beaucoup de leurs enfans sont sans Baptême, et ils vivent presque tous dans l'ignorance de la Religion, le mépris des Sacrements, et dans l'habitude continuelle de toutes sortes de vices. C'est pourquoy comme nous sommes redevables à la miséricorde Divine de tant de grâces, et d'une visible protection qu'elle a fait paroître à nostre conduite à l'avènement, et dans l'heureux cours de notre Règne, par le succès de nos Armes et le bonheur de nos Victoires, nous croyons être plus obligés de lui témoigner nos reconnoissances, par une Royale et Chrestienne application aux choses qui regardent son honneur et son service; Considérans ces pauvres mendiants comme membres vivans de Jésus-Christ et non pas comme membres inutiles de l'Etat, et agissans dans la conduite d'un si grand Œuvre non par ordre de Police, mais par le seul motif de charité.

Premièrement. — ...De nostre certaine science, propre mouvement, pleine puissance et autorité Royale: Voulons et ordonnons que les pauvres mendiants valides et invalides, de l'un et l'autre sexe, soient enfermez dans un Hôpital pour estre employés aux ouvrages, manufactures et autres travaux, selon leur pouvoir et ainsi qu'il est amplement contenu au Règlement signé de nostre main, attaché sous le contre-scel des présentes que nous voulons estre exécuté selon sa forme et teneur...

IX. Faisons très expresses inhibitions et defenses à toutes personnes de tous sexes et lieux et âges, de quelque qualité et naissance et en quelque estat qu'ils puissent estre, valides ou invalides, malades ou convalescens, curables ou incurables, de mendier dans la Ville et les Fauxbourgs de Paris... à peine du fouët contre les contrevenans pour la première fois, et pour la seconde fois des Galères contre les hommes et garçons et du bannissement contre les femmes et les filles...

L'Hôpital Général ainsi fondé se composait alors de la Pitié, de la Salpêtrière, de Bicêtre et de Scipion, appelés les « grandes maisons » et auxquels on adjoignit plus tard les « petites maisons », c'est-à-dire les

hôpitaux des Enfants trouvés, des Enfants rouges, du Saint-Esprit, de Vaugirard, et de Sainte-Pélagie.

La Salpêtrière devait être exclusivement réservée aux filles et femmes de tout âge, Bicêtre aux hommes, et la Pitié aux petits garçons. Scipion qui fut au début l'hôpital des femmes enceintes devint en 1675 la boulangerie de l'Hôpital Général et le dépôt central des vivres.

La Salpêtrière était alors un grand emplacement de 18 à 20 arpents (31 hectares environ) sur lequel s'élevait le nouvel Arsenal, c'est-à-dire un ensemble de constructions composé d'un petit château et des ateliers où l'on travaillait le salpêtre. Le roi en fit don en 1656 aux directeurs de l'Hôpital Général et sous la direction des architectes, le Vau Duval et le Muet, on commença immédiatement la construction des nouveaux bâtiments. Les deux façades du nord et du midi furent tout d'abord entreprises, mais elles ne purent être achevées qu'en 1663 et pour parer aux premiers besoins, on aménagea en partie les vieux bâtiments ; la Vierge (Hemey), Saint-Léon (Parmentier), Saint-Félix, Sainte-Laure (Pastoret), semblent être des restes de ces anciennes constructions (1).

Comment fut composée la première population « renfermée » à la Salpêtrière au mois de mai ? Un état de septembre 1657 nous renseigne à ce sujet :

Nous y trouvons :	
Pauvres femmes aveugles (1).....	15
Folles ou imbéciles	22
Impotentes ou estropiées	52
Invalides et sourdes.....	72
Malades du sein	34
Malades des écrouelles	9
le reste sont femmes qui travaillent ou qui ont soin des enfants, en tout	628.
192 petits enfants.	

En plus des mendiante valides, des infirmes et des petits enfants, nous voyons donc déjà apparaître les folles au nombre de 22 sur un total de 628 hospitalisés et ceci ne doit pas nous surprendre car il semble

(1) Boucher. La Salpêtrière 1883, p. 28.

(1) Ms. 11.364, p. 314. Bibliothèque Nationale.

avoir été dans l'esprit des gouvernants de se servir de la Salpêtrière pour éliminer du royaume toutes les malheureuses incapables de vivre seules en liberté. Nous lisons en effet, dans une publication officielle de l'époque destinée à attirer les offrandes en nature et en argent, que l'Hôpital Général recevra, les infirmes,... les écrouellées, idiots, folles incorrigibles :

« Combien de différens Dortoires, départements, chambres et cellules pour des femmes :

Abandonnées de leurs maris, veuves, nourrices de leurs enfants ou de ceux des autres, grosses dans l'état du mariage ou dans le désordre publiques, coureuses et malheureuses, invalides, infirmes, incurables, estropiées, blessées, malades du sain, écrouellées, idiots, folles, incorrigibles, aveugles;

Grandes et petites filles de bonnes mœurs et à la mamelle;

Autres qui ont été dans le désordre par habitude ou par malheur,

Les forcées et les volontaires » (1).

Comme nous le verrons plus loin, les aliénées sont mises dès le début dans des dortoirs séparés et l'arrêt du Parlement du 7 septembre 1660 ordonnant que l'Hôpital Général « serait pourvu d'un lieu pour le renfermement des fous et folles qui sont ci-après au dit hôpital » (2), n'est que la ratification d'un état de choses déjà existant.

La chapelle de la Salpêtrière était alors une petite église consacrée à Saint-Denys. Le 10 décembre 1669, Louis XIV décida de la remplacer par une église plus spacieuse exécutée d'après les plans de Libéral Bruant, et formée de quatre nefs en croix, avec 4 chapelles à pans dans les angles. Elle fut mise sous le vocable de Saint-Louis.

Dans les années suivantes nous remarquons peu de changement, la population augmente à mesure que les bâtiments s'achèvent.

(1) Ms. 11.364, p. 235. L'Hospital Général Charitable, à Paris, chez Charles Savreux, Libraire du Chapitre de l'Eglise de Paris, au Parvis Notre Dame, à l'enseigne des trois Vertus, M.D.C.LVII.

(2) Code de l'A Général, page 405.

En janvier 1662, nous notons 1.787 femmes et 167 petits enfants, et en 1663, Doviât et Saintot écrivaient dans leur procès-verbal (1) « il y a à la Salpêtrière en trois cours différentes : 306 petits enfants, 260 ménages mariez, 281 imbécilles, malades de mal caduc et autres maladies incurables, 1.732 femmes et filles qui travaillent à toutes sortes d'ouvrages ».

Louis XIV, encouragé par les résultats obtenus à Paris et voulant compléter son œuvre, car les mendiants non originaires de Paris étaient refoulés sur les provinces, prescrivit par la déclaration du 12 juin 1662, et par la circulaire du 6 juin 1676, l'établissement d'un Hôpital Général dans les villes et gros bourgs du royaume (2).

L'œuvre d'épuration était commencée, cependant il restait encore fort à faire. « La société, écrit Ravaissou (3), était alors corrompue à un point qu'on ne saurait imaginer. Non seulement il y avait, comme dans tous les temps, des gens vicieux, mais on se vantait de l'être, et les plus infâmes au point de vue actuel étaient reçus et acceptés comme des modèles à suivre. » Le rapt, le viol, l'escroquerie, la prostitution, le poison étaient monnaie courante, et pour mettre ordre à tout cela, une juridiction tellement compliquée que le coupable, le plus souvent, échappait au châtement.

Le principal remède à cet état de choses était la suppression des mille juridictions incapables et la centralisation des pouvoirs de répression entre des mains énergiques. Colbert commença par supprimer la charge de lieutenant criminel, ne conservant que le lieutenant civil auquel il adjoignit bientôt le lieutenant de police exclusivement chargé de veiller à la sûreté de la ville. « Cette

(1) Ms. 11.364, p. 361. Bibliothèque Nationale.

(2) Les hôpitaux généraux de Lyon et Marseille avaient été créés avant celui de Paris et les lettres patentes confirmant la fondation lyonnaise en 1729 portent ce qui suit : Cet hôpital dont l'établissement a servi de modèle à tous les autres hôpitaux de notre royaume et même à l'hôpital général de notre bonne ville de Paris. (Lallemand).

(3) Ravaissou, Archives de la Bastille, tome I. Introduction, p. XLVI.

création était un coup de maître (1) ; on peut dire que pour le repos intérieur de la France, elle a été de la plus grande utilité. Tous les gouvernements s'en sont servis avec avantage. Elle a survécu aux révolutions ; tout a changé en France, le gouvernement, les mœurs, et les lois, mais la lieutenance de police est restée inébranlable. La machine avait été si soigneusement établie qu'à peine y a-t-il eu quelques rouages à simplifier dans le mécanisme. On s'est borné à en changer le nom en celui de Préfecture de Police. »

L'œuvre d'épuration faite par cette lieutenance de police s'accomplissait au moyen d'une procédure spéciale que nous étudierons plus loin, la lettre de cachet.

Le lieutenant de police centralisait en général les lettres de cachet ou « ordres du roi » pour toutes les affaires ; il faisait les enquêtes, les arrestations ; certains délits, tels que la mendicité et la prostitution étaient même sous sa juridiction immédiate et sans appel (2).

Cependant les prisons étaient encombrées et la prostitution la plus scandaleuse régnait dans Paris. En 1684 le roi, par une ordonnance en date du 20 avril, prescrivit la création à la Salpêtrière d'une maison de force destinée à recevoir en des locaux séparés 200 enfants correctionnaires et 40 femmes prostituées.

« Les directeurs de l'H.G. de notre bonne ville de Paris, Nous ayant représenté que la maison du refuge destinée pour enfermer les femmes débauchées, étoit située et bâtie de telle sorte que l'on ne pouvait sans une très grande dépense la rendre aussi sûre qu'il étoit nécessaire et retrancher aux femmes qui y étoient quelque reste de commerce avec ceux qui vouloient aller dans toutes les maisons dont celle-la est environnée. D'ailleurs que n'y ayant aucun revenu attaché à cette maison, on n'y pouvait recevoir que les femmes pour lesquelles on payait des pensions, et dont la plupart n'ayant pas été dans une prostitution publique et quelques-une même se trouvant d'une condition honnête, elles ne doivent pas être mêlées avec les misérables qui se prostituent avec tant de scandale et de désordre, ni même avec celles qui en corrompent d'autres pour les prostituer que l'ordre et la police publique désirent principalement que l'on punisse. Qu'ils

(1) Ravaisson, loc. cit.

(2) L'édit de juillet 1713 établit une distinction entre la prostitution publique et la clandestine. La première seule est soumise à l'action directe du lieutenant de police. Pour la seconde, il y a assignation, enquête, procès, etc.

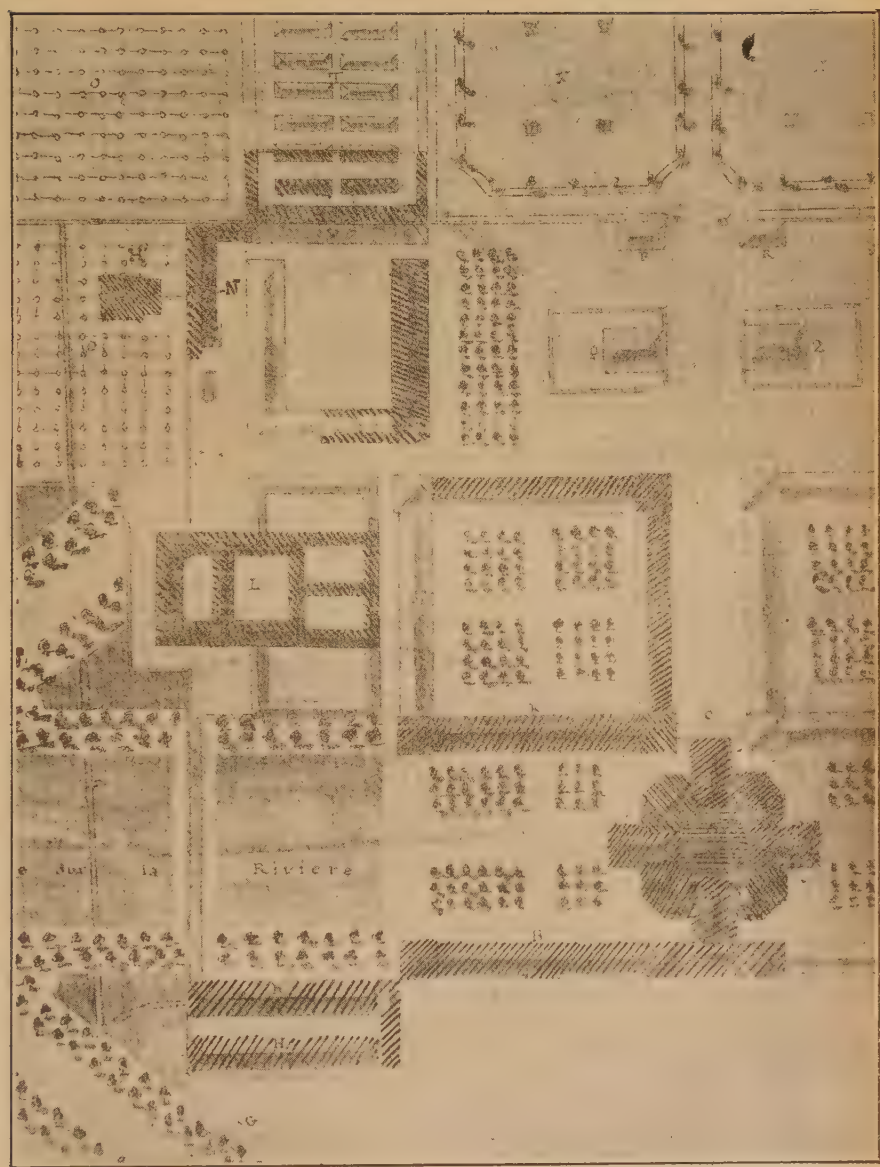
PLAN DE L'HOPITAL SAINT-LOUIS OU SALPETRIÈRE (1), dressé par ordre du Roi du 11 décembre 1669, par M. Le Vau, son premier architecte et augmenté par M. Boffrand, Architecte du Roi et Administrateur de l'Hôpital Général.

Tiré d'un recueil mst. qui a pour titre Arpentage et Plans des terres de l'Hôpital dans la censive de St-Marcel-Gentilly et Yvry, en juin 1765.

A. église.	M. étuves.
B. ménages.	N. buanderie.
C. galerie de communication.	O. séchoirs.
D. ouvriers.	P. infirmes.
E. officiers.	Q. cuisine et apoticaiserie.
F. portier.	R. jardiniers et pompes.
G. vacherie.	S. convalescents.
H. écuries et greniers.	T. loges des folles.
I. cimetière.	U. imbéciles et épileptiques.
K. logement des pauvres.	X. jardins.
L. maison de force.	Y. pompe du jardin potager.

Les hachures indiquent les bâtiments relatifs au projet du plan et existant en 1737.

(1) (Bibl. Nat. cabinet des Estampes, Va 300, page 28).



avoient aussi remarqué qu'il y avoit plusieurs enfans de l'un et l'autre sexe qui se débauchent en différentes manières et dont il ne seroit pas possible de corriger au moins une partie s'il n'y avoit des lieux où on les instruisit des devoirs de la religion et où on les contraignit de travailler avec une conduite propre à changer leurs mauvaises inclinations et que dans le désir où ils étoient de rendre ledit H.G. le plus utile qu'il leur étoit possible à la gloire de Dieu, à notre service et au public, ils estimoient pouvoir s'engager à donner des lieux dans les maisons dudit Hôpital propres pour renfermer très sûrement jusqu'à quarante des dites femmes et pour corriger jusqu'au nombre de deux cens desdits enfans et les y nourrir en cas que Nous approuvassions ce dessein...

...Nous avons bien voulu donner ausdits Directeurs les sommes nécessaires pour bâtir et accommoder lesdits lieux et prescrire en même temps par des Règlements les formalités avec lesquelles lesdites femmes et lesdits enfans de famille seroit mis dans ledit Hôp. et la manière en laquelle ils y seroit traités... Donnée à Versailles le vingtième jour d'avril mil six cens quatre vingt quatre et de notre règne, le quarante unième. Signé: LOUIS, et plus bas, Par le Roy, COLBERT (1)).

La lecture de cet édit nous montre que le roi ne voulait pas uniquement punir, il espérait amender, car, dit-il « il ne serait pas impossible de corriger au moins une partie s'il y avait des lieux où on les instruisît des devoirs de la religion et où on les contraignit de travailler avec une conduite propre à changer leurs mauvaises inclinations. »

Sur le plan de Le Vau (1660), plan n° 1, page 23, nous voyons que l'on avait déjà prévu une maison de force (L). Elle devait être en partie construite au moment de l'édit car on trouve dès 1680 des réglemens la concernant; on y enfermait alors les mendiantes incorrigibles et indisciplinées. Après l'édit, les constructions et aménagements furent achevés, et la maison de force fut divisée en quatre services distincts entourant quatre cours intérieures :

La correction pour les enfans correctionnaires et les femmes susceptibles de revenir au bien;

La prison pour les détenues par lettre de cachet ;

Le commun pour les prostituées et ;

La grande force pour les sentenciées.

Lorsque les mendiantes arrivaient à l'hôpital, elles

(1) Delamare, Traité de la Police, T, I, p. 448.



La Salpêtrière d'après le plan de la Ville de Paris exécuté
sous les ordres de M. Turgot par Le Breton en 1739.
(Bib. Nat. cabinet des Estampes V^e 34).

étaient mises dans une subdivision appelée « les nouvelles venues » (1) afin d'y être instruites des devoirs de la religion.

Nous avons, de la maison de force, une description malheureusement très postérieure à la fondation, mais qui donne cependant une idée assez nette de l'aménagement des lieux (2) : La première partie de la prison est pour les détenues à perpétuité : « d'un côté, une petite cour sombre et infecte, le long de laquelle sont rangées des cellules étroites qui sont froides et humides dans toutes les saisons; d'un autre côté des dortoirs où les femmes sont rassemblées dans un tout petit espace et condamnées à vivre sans cesse les unes auprès des autres : partout de l'entassement et un air étouffé, partout l'empainte sévère et rigoureuse d'une détresse et d'un chagrin qui n'est jamais allégé par l'espérance. » Dans la deuxième partie destinée aux femmes dont la détention est limitée, « les renfermées sont extrêmement pressées dans des salles basses et étroites ». La correction « est une espèce de cloître composé de cellules particulières et isolées, ouvrant sur des galeries assez aérées ». Quant aux infirmeries de la Force, elles sont « étroites et étouffées ».

En même temps que l'on aménageait la Force, on continuait les travaux dans les autres bâtiments. Nous avons peu de renseignements sur les premières loges destinées aux aliénées. D'après le plan de Le Vau, en 1669, elles semblent avoir été au nombre de quatorze (T), sur deux rangées de sept chacune, mais le plan semble indiquer que deux bâtiments de loges furent seuls achevés ainsi que le côté nord des deux suivants, et la moitié du bâtiment des épileptiques (V).

Par l'examen du plan, nous pouvons déjà penser que les folles n'ont jamais été confondues avec les autres malades, mais de plus, d'après les états de l'époque, elles sont toujours dans des dortoirs séparés, témoin l'état suivant du 21 février 1690 où nous trouvons en des salles différentes, les épileptiques, les femmes en enfance, les folles par intervalles, les innocentes et les folles violentes.

(1) Joly de Fleury, ms. 1235, p. 180. Bibliothèque Nationale.

(2) Doublet. Réforme des Prisons. Paris 1791.

*Estat de la Maison de Saint-Louis de l'H. G. le 21 fév.
1690 (2)).*

DORTOIRS	QUALITÉZ ET EMPLOYS DES PAUVRES	Per- sonnes
Les Ménages	Hommes et femmes mariez de 70 à 80 ans	186
St-Jean	Petits garçons de 6 à 10 ans à l'école et au tricot	103
Ste-Claire	Filles de 8 à 12 ans au point et à la broderie	286
Ste-Odile (?)	Filles de 8 à 10 ans lingères et tapisseries	100
Ste-Margueritte	Filles qui travaillent	68
Ste-Véronique	Petites blanchisseuses	16
St-Théodore?	Prisonnières par lettres de cachet	41
Maison de Force	Genses ordinaires	8
La correction	Filles incorrigibles	22
L'ange gardien	Femmes grosses	29
Ste-Monique	Nourrices avec leurs enfants	125
La Miséricorde	Femmes qui ont le mal vénérien	10
Le Pt Enfant Jésus	Petits garçons de 3 à ans	36
La Magdelaine	Vieilles femmes en enfance et infirmes	91
Le Gd Enfant Jésus	Petits garçons sans gouvernantes	129
Les anges	Femmes et filles aveugles	81
Les saints	Femmes de 60 à 70 ans	83
Ste-Agnès	Femmes et filles infirmes	27
La vierge	Femmes de 70 à 80 ans	73
Ste-Anne	Femmes de 70 à 80 ans	74
Ste-Paule	Femmes caducques	20
Ste-Geneviève	Vieilles femmes filleuses	80
Ste-Marthe	Femmes infirmes	84
Ste-Lidivine	Filles écrouelées et teigneuses	170
Ste-Levêze	Personnes épileptiques	72
Ste-Hilaire	Femmes en enfance	80
Ste-Jeanne	Folles par intervalles	62
Ste-Catherine	Innocentes mal taillées et contrefaites.	69
(Les folles sont logées à Ste-Catherine en 1679.		
Les cachots	Folles violentes	84
Ste-Renée	Paralitique	81
Ste-Cécile	Personnes infirmes	31
Ste-Dorothee	Nouvelles venues	33
Ste-Claude	Couturière en drap	80
Ste-Elisabeth	Personnes qui ont l'esprit faible	90
La crèche	Petits enfants de 2 à 3 ans	122
Ste-Rayne	Personnes de service	63
Buanderie de la Maison.	Femmes qui blanchissent	20
Buanderie de Bicestre.	Femmes qui blanchissent et la cuisine, chacun 12 personnes.	24
Ouvriers de la basse-cour, apprentifs		23
Convalescents de St-Jean.	Petits garçons de l'école, malade	12
St-François de Salles.	Scorbutiques et maux de bouche	41
L'Infirmerie des prisonniers ne pouvant être envoyés à l'Hostel-Dieu		13
L'Infirmerie de convalescents de la maison pour les personnes de service		39
Refectoire de Messieurs les Ecclésiastiques et officiers...		45
Refectoire de la Sœur supérieure		53

Total de toutes les personnes qui sont dans la maison 3059

(2) Fonds Français, Bibl. Nat. n. 21.804, p. 465.

Les premières loges auraient été détruites vers le milieu du XVIII^e siècle, époque à laquelle, d'après Piganiol de la Force (1), « on a fait construire un logement considérable pour les insensées et les imbéciles, capable de contenir 300 personnes. »

De ces loges, il reste encore actuellement trois spécimens à l'extrémité des sections Esquirol et Pinel.

La seule description précise que nous en ayons date de 1790 et si nous en croyons le rapport de La Rochefoucauld-Liancourt, il y aurait eu à la fin du XVIII^e siècle, un grand relâchement à l'égard des aliénées : « tous les genres de folie sont confondus », dit-il, « l'air des vieilles loges est infect, elles sont petites, les cours étroites. »

La S. renferme aussi des folles; le nombre en était de 550 lors de notre première visite; Elles y sont bien plus mal que les fous ne sont à Bicêtre; l'air des vieilles loges est infect, elles sont petites les cours étroites; tout y est dans un état d'abandon aussi affligeant qu'inconcevable; tous les genres de folie sont confondus; les folles enchaînées (et il y en a un grand nombre) sont réunies avec les folles tranquilles; celles qui sont dans les accès de rage, sont sous les yeux de celles qui sont dans le calme: le spectacle de contorsion, de fureur, les cris, les hurlements perpétuels ôtent tous moyens de repos à celles qui en auraient besoin et rend les accès de cette horrible maladie plus fréquents, plus vifs, plus cruels et plus incurables. Là enfin n'existe nulle douceur, nulle consolation, nuls remèdes. On bâtit de nouvelles loges, un peu plus grandes, plus aérées, moins susceptibles d'infection mais toujours dans le même système que les autres et par conséquent n'épurant aucun de leurs vices essentiels. Vingt-deux folles, un peu tranquilles, couchent dans onze lits; 44 imbécilles sont également couchées 2 à 2; les salles sont sans propreté et sans courant d'air (1)).

Est-ce l'expression de l'exacte vérité, ou devons-nous voir là les réactions d'un homme peu habitué aux aliénés et qui critique avec la même sévérité les loges de Viel que l'on construisait alors et qui sont encore en usage aujourd'hui ?

(1) Piganiol de la Force, description de Paris, t. V., p. 246.

(1) Rapport fait au nom du Comité de mendicité des visites faites dans divers Hôpitaux, Hospices et Maisons de Charité de Paris, par M. de la Rochefoucauld-Liancourt. Paris 1790, p. 77.

L'état des aliénés n'était certes pas enviable, mais La Rochefoucauld n'est-il pas jusqu'à un certain point l'écho de son temps et n'a-t-il pas été influencé par les jeunes idées de liberté et de bonté qui grisaient alors les esprits ? L'Assistance Publique était à l'ordre du jour, on trouvait les anciennes fondations insuffisantes ou indignes, et l'on voyait alors s'élever en dix ans l'hôpital Necker (1778), Cochin (1780), la maison royale de Santé (1781), Beaujon (1784), l'œuvre des jeunes aveugles (1784), des sourds-muets (1785), l'hôpital du Midi (1785) et la Pitié (1788). On assistait à la réorganisation de l'Hôtel-Dieu, Tenon allait à l'étranger faire des enquêtes sur les asiles d'aliénés, enfin les écrits se multipliaient.

A l'intérieur même de la Salpêtrière ce mouvement devait aussi se faire sentir. Après la construction de l'infirmerie des épileptiques (environ 1751) et du bâtiment Lassay (1756), on entreprit en 1780 les nouvelles infirmeries destinées à hospitaliser les malades de la Salpêtrière que l'on envoyait jusqu'alors à l'Hôtel-Dieu. Enfin, en 1786, Viel fut chargé de reconstruire les quartiers d'aliénés et il est intéressant de voir jusqu'à quel point il s'inspira pour ces travaux, de l'« Instruction sur la manière de gouverner les insensés... » qui venait de paraître l'année précédente.

« Il faut qu'il règne dans ces lieux un *air pur*, et que l'eau y soit *salubre*, ces précautions sont d'autant plus essentielles que la plupart des insensés prennent fort peu d'aliments solides, et ne se nourrissent pour ainsi dire que d'air et d'eau.

2° Il faut y pratiquer des *promenades*, qui leur procurent la douceur et la *liberté de respirer un air libre*: car quel-qu'insensés qu'ils soient, la plupart de ces infortunés ont l'intelligence de leur captivité et le sentiment des douceurs qu'on leur procure: ces promenades doivent être ombragées pour éviter qu'ils ne s'exposent au soleil: car l'insolation prolongée cause à tout le monde des vertiges, et a produit plus d'une fois la folie: telle a été celle qui frappa les habitants d'Abdère, pour avoir assisté pendant l'ardeur du soleil à la représentation de l'*Andromène* d'Euripide; telle fut, suivant quelques historiens, l'origine de la maladie de Charles VI, roi de France.

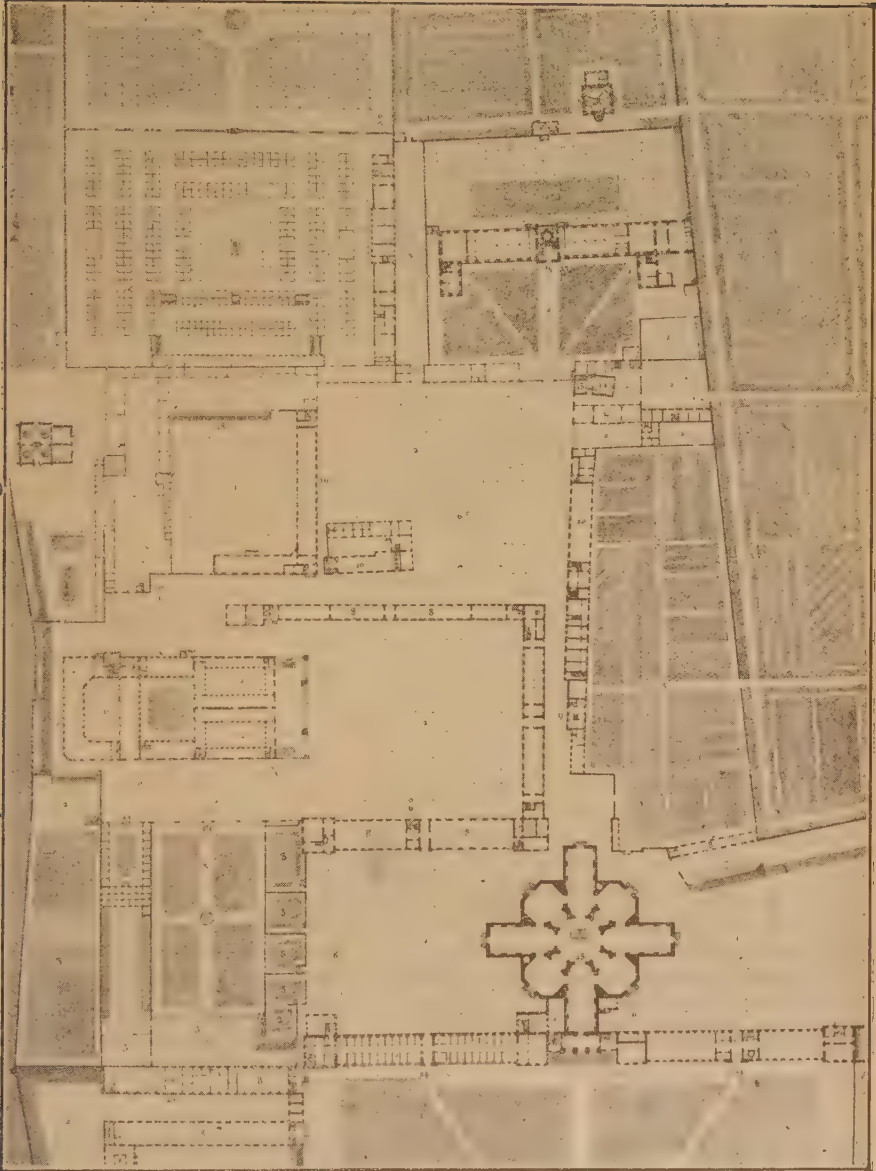
3° Le département sera divisé en *plusieurs corps de logis*, ayant chacun leur cour.

PLAN DE LA SALPETRIÈRE
A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE (1).

- | | |
|--|---|
| 1. Porte d'entrée. | 19. Lingerie générale. |
| 2. Cour et promenoir. | 20. Cuisine générale. |
| 3. Jardins. | 21. Ancienne Force.
(Ambroise Paré, Franklin,
Vincent de Paul). |
| 6. Puits et pompe. | 22. Bâtiment. |
| 7. Marché. | 23. Eglise. |
| 8. Ateliers des indigents. | 24. Bâtiment de la Façade :
(à gauche, bâtiment Maza-
rin; à droite, bâtiment Las-
say). |
| 9. Bâtiment de l'agent de
surveillance. | 25. Ateliers d'ouvriers,
Parméntier). |
| 10. Magasin des toiles et étof-
fes. | 26. Abattoir. |
| 11. Pharmacie. | 27. Toits à porcs. |
| 12. Pompe à manège. | 28. Chantier du bois à brûler. |
| 13. Réservoirs. | 29. Chantier de bois carré. |
| 14. Infirmerie. | 30. Logement du piqueur. |
| 15. Loges des folles. | 31. Logement des ouvriers. |
| 16. Séchoir de la buanderie. | |
| 17. Buanderie et ses dépen-
dances. (Etat-major). | |
| 18. Bâtiment des épilepti-
ques. | |

Les bâtiments 8 (sauf le bâtiment Montyon) 9-10-12-13-18
et 20 sont des restes des vieux bâtiments de l'Arsenal. Les
bâtiments 9-10-12-13 et 18 ont actuellement disparu.

(1) (Bibl. Nat. Cabinet des Estampes. Va 300, page 30).



Chaque corps de logis formera un quarré, dont le centre sera la cour, et les quatre côtés seront les bâtiments élevés en un seul étage.

Il régnera une *galerie couverte* le long des quatre faces du bâtiment intérieurement; et cette galerie, ainsi que les logements, seront de plain pied, mais élevés de trois pieds au-dessus de la cour.

On placera, aux quatre angles du quarré, des chambres ou dortoirs, pour rassembler les insensés pendant le jour; et le reste des bâtiments sera divisé en loges de huit pieds quarrés, qui seront éclairés par une lanterne grillée, placée dans la voûte. Chaque loge aura son lit composé d'un couchette solide, scellée dans le mur; d'une pailleasse remplie de paille d'avoine; d'un traversin de même qualité et d'une couverture; et on attachera au lit quelques anneaux de fer en cas de besoin.

Près de la porte, il y aura un banc de pierre scellé, et un autre plus petit dans la loge même.

Au centre de la cour, il y aura un bâtiment dans lequel seront placées plusieurs baignoires de pierre, où l'eau arrivera froide et chaude, au moyen des pompes qui la puiseront dans les réservoirs voisins (1).

Viel fut chargé de construire des loges « pour contenir 600 individus, et deux grands corps de bâtiments, l'un pour 200 épileptiques, l'autre pour 150 sujets difformes ». Les anciennes loges étaient construites sur un sol marécageux, peu élevé au-dessus du niveau de la Seine « et par suite exposé aux inondations périodiques du fleuve (2) » et le terrain, au levant et au midi, avait une pente très rapide de l'est à l'ouest. Viel dut conserver dans son plan un corps de bâtiment et quelques loges élevées en 1760, il construisit un plateau de 5.000 toises (3) de superficie afin de mettre le terrain à l'abri des inondations. Il plaça les loges au centre du plateau, les bâtiments des cuisines du côté du couchant, ceux des épileptiques du côté du midi et ceux des sujets difformes du côté du nord. Le côté du levant restait découvert, afin de « laisser à l'air atmosphérique la plus libre circulation ».

(Voir le plan des loges, page 33).

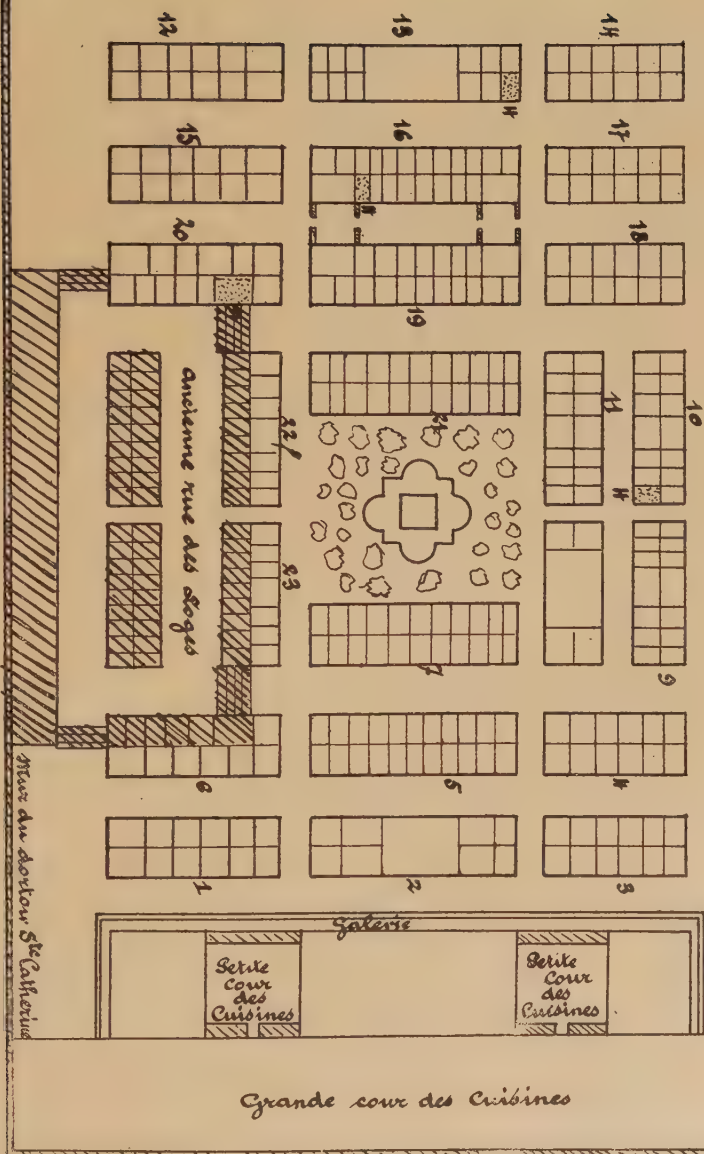
(1) Instructions sur la manière de gouverner les insensés et de travailler à leur guérison dans les asyles qui leur sont destinés (1785), par Jean Colombier et François Doublet.

(2) Viel. Principes de Construction, T. IV.

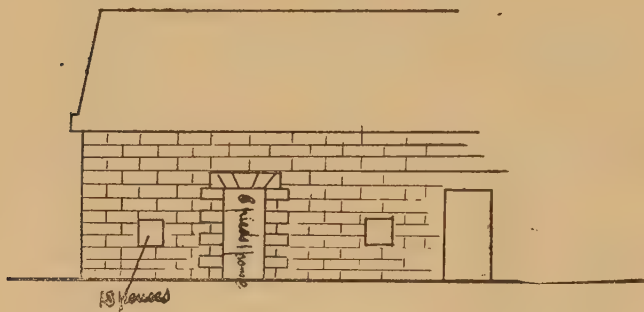
(3) La toise égale six pieds, ce qui fait environ 2 mètres.

Levant

Plan des loges de la Salpêtrière 1786-1789.



Les loges commencées en 1786 furent terminées en 1789 « la révolution a mis obstacle à l'exécution des bâtiments des épileptiques et de ceux des sujets difformes » (1).



Elévation des loges.

La grandeur des loges varie avec le bâtiment auquel elles appartiennent, les grandes cellules d'angle des bâtiments 16 et 19 ont 14 pieds 10 pouces, les autres loges 8 pieds 10 p. et 6 pieds 11 pouces. Dans les bâtiments 7 et 21 elles oscillent entre 7 p. 6 pouces et 6 p. 11 pouces; la moyenne y est en général de 7 pieds 6 pouces sur 6 pieds 8 pouces (environ 2 m. 50 sur 2 m.) (bâtiments 3-4-8-17 et 18). Chaque loge a une porte de 26 pouces (3), une fenêtre de 18 pouces et au mur où sont adossés et fixés les lits, se trouve scellé un anneau pour y suspendre des chaînes.

Si nous nous reportons à la description du quartier des aliénés que nous donne Pinel quelques années plus tard, nous pouvons nous rendre compte, en faisant abstraction de l'infirmierie et du dortoir des incurables qui sont postérieurs, de l'importance qu'ont eu les travaux de Viel.

(1) Viel Loc. cit.

(2) Le pied égale 33 centimètres.

(3) Le pouce est le douzième du pied soit environ 2 cm. 7.

(1) Il est facile de donner une idée sommaire de l'ensemble et des localités de l'hospice de la Salpêtrière, qui ont donné lieu à une distribution judicieuse des aliénées. Au centre est une cour carrée avec une fontaine au milieu et un double rang de tilleuls sur chacun des côtés, qui est d'environ quarante-six mètres de longueur et formé au-delà par une rangée de petites loges environnantes qui s'ouvrent sur cette cour, et c'est dans ce local agréable que sont disposées les femmes mélancoliques, chacune dans une loge séparée. Il en est de même de deux autres cours oblongues d'environ six mètres de largeur, formées par de doubles rangs de loges adossées, parallèles au côté de la cour centrale, et répondant au couchant; on peut en dire autant d'une autre cour parallèle au côté méridional de la cour centrale. On remarque au levant trois autres cours grillées, formées aussi par de doubles rangs de loges adossées: c'est dans ces trois cours oblongues et grillées que sont disposées les aliénées les plus propres à répandre le désordre dans l'intérieur de l'hospice. L'une d'elles sont des idiots qui sont portés à entrer indistinctement dans toutes les loges et à s'emparer de tout ce qui tombe sous leurs mains, ainsi que d'autres aliénées qui ont un penchant irrésistible à faire des vols adroits, ou des personnes turbulentes propres à semer partout la discorde. La deuxième est destinée à des aliénées plus ou moins agitées ou furieuses, mais dont l'état est invétéré et regardé comme incurable. Dans la troisième sont renfermées les furieuses d'une date récente ou celles d'une manie plus ou moins ancienne, mais avec un espoir plus ou moins fondé de succès de traitement. Dans ce dernier cas une étroite réclusion dans leur loge est rarement nécessaire, et à moins d'une forte impulsion à des actes de violence, on leur permet d'errer librement dans cette cour et de se livrer à tous les actes innocents d'extravagance que leur suggère leur pétulance naturelle.

C'est autour de cet ensemble régulier de longues suites de loges et des cours, que règne, au midi et au levant, une allée plantée d'un rang de tilleuls qui l'ombragent pendant l'été, et où se promènent librement les aliénés tranquilles et dont la manie a dégénéré dans une sorte de démence; c'est dans la partie orientale de cette allée qu'est placée une salle destinée aux femmes âgées réduites à un état de démence sénile, pour y être soignées par une fille de service, qui veille à leurs besoins et à leur propreté. L'autre partie méridionale de l'allée est adjacente à une sorte de jardin ou de promenoir d'environ trois arpens, planté de jeunes arbres pour l'ombrager, avec un bassin d'eau au milieu. L'hospice est terminé à sa partie occidentale par une sorte d'avant-

(1) *Traité médicale philosophique sur l'aliénation mentale*, par Ph. PINEL, p. 195.

cour oblongue sur laquelle aboutissent les portes d'une longue suite de loges: au côté parallèle est un long promenoir couvert, où les aliénées tranquilles et au déclin de la maladie peuvent se promener à l'abri par un temps pluvieux. Enfin celles qui sont en pleine convalescence et dont l'usage de la raison est entièrement rétabli, sont conduites dans des dortoirs spacieux qui terminent l'hospice au nord, et où elles sont couchées dans des lits tenus avec une extrême propreté, après avoir passé une grande partie du jour dans l'atelier commun de la couture. C'est à l'extrémité de l'un de ces dortoirs et dans une grande salle séparée, qu'est placée une infirmerie où sont transférées les aliénées atteintes de maladies incidentes de toute espèce qui peuvent avoir lieu, suivant les saisons ou d'autres circonstances particulières. Enfin lorsque l'hospice des aliénées a été restauré il y a environ trente ans, on a conservé encore au-dessous du niveau du reste de l'hospice un double rang de loges adossées, et d'autres loges parallèles destinées à isoler les personnes tombées dans l'idiotisme ou d'autres aliénées parvenues à une sorte de dégénération par la débauche la plus sale et un entier oubli de toutes les règles de la pudeur et de la décence: ce qui demandoit un lieu isolé et propre à arrêter la contagion de l'exemple.

Cette distribution générale des aliénées suivant la nature du local, les conformités générales de goûts et d'inclinations et leur état de calme et d'effervescence, fait connoître d'abord sur quelles bases repose l'ordre général qui règne dans l'hospice, et la facilité qu'on a d'éloigner toutes les semences de dissension et de trouble. Les mélancoliques se tiennent à volonté renfermées dans leurs loges, où elles errent librement sous des voûtes de verdure qui ont le double avantage de récréer leur vue et de tempérer les ardeurs du soleil. La fontaine qui est au milieu de leur cour leur fournit en abondance l'eau qui peut servir à leurs besoins et à rafraîchir leurs demeures solitaires. Les femmes en démence, ou celles qui sont au déclin de la manie et dont le moindre objet peut exaspérer le caractère, jouissent de toute leur liberté soit dans les cours et les allées qui leur sont destinées, soit dans le jardin adjacent couvert de gazon et déjà ombragé par de jeunes tilleuls qui prennent chaque jour de l'accroissement. Nulle gêne superflue, nulle contrainte n'est en général mise en usage, et souvent des aliénées arrivées depuis peu dans un état d'agitation extrême ou de fureur, reprennent quelques jours après leur tranquillité par les dispositions générales de l'hospice. Pourrait-on dans un rassemblement de plusieurs centaines d'aliénées, ne pas trouver les plus rares modèles de petites intrigues, de fourberies les plus raffinées, des machinations infernales que l'esprit de discorde peut enfanter? et quel bouleversement, si tous ces fermens de trouble et de discorde pouvoient se développer en liberté, et s'ils n'étoient con-

centrés dans une ou deux cours grillées et isolées! Il en est de même des aliénées plus ou moins emportées et qui pourraient tourner contre elles et tout ce qui les environne, leur aveugle fureur. Les convalescentes, quoique placées dans un extrême opposé, n'en doivent pas moins être l'objet de la surveillance la plus active, pour empêcher toute communication avec les autres aliénées, raffermir par l'habitude du travail une raison encore vacillante et les préparer à leur entrée dans la société civile. »

Cependant, en même temps qu'il avait attiré l'attention sur les aliénées de la Salpêtrière, le rapport de La Rochefoucauld-Liancourt avait fait connaître au public l'état déplorable des prisons:

(1) « La S. a pour les femmes une maison de force : c'est dans cette affreuse demeure que sous l'ancien régime, la police de Paris entassoit dans une centaine de lits, sans pitié comme sans secours, cinq à six cents filles publiques. On y réunissait aussi celles qui, par des Arrêts ou des ordres particuliers étaient condamnées au renfermement. Depuis la révolution le nombre en est prodigieusement diminué, 83 petits cabinets semblables aux cabanons de Bicêtre, mais plus malsains, sont occupés la nuit par une partie de ces prisonnières.

Dans d'autre dortoirs sans air et au milieu de la fange, sont encore aujourd'hui 228 femmes; 94 sont condamnées pour la vie, elles couchent trois dans un même lit; 134 autres condamnées à une réclusion plus ou moins longue, la plupart flétries, attendent dans les angoisses la fin de leur châtement; elles couchent deux et sont confondues quelles que soient les causes de leur détention.

La correction qui est le lieu de grande punition pour la maison contenait quand nous l'avons visitée, 47 filles, la plupart très jeunes et plus inconsidérées que coupables; quelques-unes sont des élèves de l'hôpital et renfermées par les ordres seuls de la supérieure. Des réponses hautaines faites à une officière, des plaintes indiscrettes, faut-il le dire? du vin bu avec des hommes dans un cabaret entre-tenu dans la maison et l'une des branches de son revenu, avaient provoqué ces châtements qui duraient depuis 6 mois et 1 an. Aucun repos, aucune douceur, aucun exercice pendant tout le temps de leur détention et toujours cette confusion d'âge, toujours ce mélange choquant de jeunes filles légères avec des femmes invétérées dans le vice qui ne peuvent leur apprendre que l'art de la corruption la plus effrénée. Il est fêms de reconnaître et d'enseigner partout qu'une punition qui n'améliore pas est absurde et que celle qui peut corrompre est criminelle...

(1) Rapport du Comité de mendicité, loc. cit.

Des cachots moins affreux que ceux de Bicêtre, mais bien horribles encore et bien sombres étaient destinés aux prisonnières qui donnaient des mécontentements graves; ils ne seront plus mis en usage...

Et comme conclusion, La Rochefoucauld ajoute:

« La fainéantise, le vice et la scélératesse sont réfugiés à Bi; l'aigreur, l'envie et la corruption sont sans cesse en action à la S. L'oisiveté énerve les hommes à Bi., le travail forcé tue les enfants de la S. La malpropreté est partout la même mais elle est d'une bien plus dangereuse conséquence pour la santé des femmes; enfin l'aspect de B. est plus horrible, celui de S. plus dégoûtant.

L'opinion publique déjà fort peu favorable à l'Hôpital Général, ne voyait plus dans cet établissement que les abus et l'arbitraire. Les mendiante en avaient été retirées vers le milieu du XVIII^e siècle et les dépôts de mendicité créés vers 1768 ne l'avaient remplacé que d'une façon insuffisante. La mauvaise gestion, la diminution des revenus entraînaient un déficit énorme qu'il était impossible de combler; l'Assemblée nationale créait le Comité de Mendicité et la municipalité de Paris, le département des Hôpitaux; en avril 1791, les administrateurs devaient donner leur démission, l'Hôpital Général était supprimé. Que devint la Salpêtrière?

Considérée encore par le peuple comme une autre Bastille, elle n'échappa pas plus que Bicêtre aux massacres de Septembre qui y assommèrent 35 femmes et en mirent 52 en liberté.

« L'an mil sept cent quatre vingt douze, quatrième de la liberté et premier de l'égalité, le quatre septembre, quatre heures de relevée, sur l'avis donné au comité de la section du finistère par le citoyen Dommey, économiste de la Maison de la Salpêtrière, qu'une affluence d'hommes armés qui les deux et trois du courant s'étaient portés dans les prisons de la capitale et en avaient tué quelques prisonniers se rendaient dans la dite maison, nous Mathurin François Brunat et Charles Gombert, Bertrand commissaires, députés du Comité de la dite section nous sommes transportés à l'instant en la susdite maison où étant, avons trouvé dans la cour de la maison de force une quantité d'hommes armés de

sabres, d'instruments tranchants et de gourdins, qui, après avoir forcé le dit citoyen Dommey à leur donner communication des registres concernant les prisonnières et avoir forcé l'entrée des locaux où elles étaient renfermées, les en sortaient, et après examen par eux fait sur les dits registres de celles flétries, les assommaient et des perçaient de coups de sabre et autres instruments au point qu'il en a résulté la mort de plusieurs d'elles et la sortie de la maison de force d'autres, desquelles, tant celles assommées que celles sorties il a été au fur et à mesure fait mention sur les registres tant de leur mort que de leur sortie dont les noms suivent, savoir :

Ces hommes retirés, nous commissaires avons fait faire en notre présence sur les vêtements des cadavres la recherche des effets qui étaient sur eux dans leurs poches et il s'est trouvé trente et une pièces tant en anneaux que boucles d'oreilles, croix en or et argent et une somme de huit cent trente sept livres treize sols tant en deniers comptants qu'en papier monnayé, dont du tout nous nous sommes chargés pour, par nous être remis à la dite section du finistère.

Ce fait, nous commissaires susdits avons fait inhumer au cimetière de ladite maison de la Salpêtrière les cadavres des dites trente cinq prisonnières dénommées des autres parts. Dont et de quoy avons fait et dressé le présent procès verbal pour constater leur décès et inhumation en présence des citoyens Jean François Dommey, économe, Le Courtois commis des bureaux, Charles François Denis, aussi commis et Pierre Piat fossoyeur, tous demeurant en ladite maison. »

Après la chute de la royauté, la Salpêtrière conserva encore quelque temps ses prisons. Quant aux aliénées, elles y subirent pendant un siècle des fortunes diverses, tendant toujours du reste à les mettre dans des conditions plus favorables.

Dès 1791 (1) on commença à envoyer à la Salpêtrière quelques-unes des aliénées curables que l'on plaçait jusqu'alors à l'Hôtel Dieu et le 27 mars 1802, cet

(1) Rapport Général à M. le ministre de l'Intérieur sur le service des Aliénés en 1874, par MM. Constans, Lunier et Dumesnil, p. 373.

hôpital fut débarrassé de ses folles, en grande partie au profit de la Salpêtrière.

En 1818 on supprima les basses loges, en 1835 on établit des ateliers de travail pour les aliénées et les épileptiques, on construisit de nouveaux bâtiments, en 1848, on sépara les jeunes filles idiotes des adultes, en 1872 on plaça les épileptiques non aliénées dans un service complètement indépendant et en 1921 on finit par retirer complètement les aliénées de la Salpêtrière pour les transférer en des asiles spécialement destinés à cet usage.

CHAPITRE II

La Vle à la Salpêtrière



ENTRÉES

Dans l'immense agglomération qu'était la Salpêtrière au XVIII^e siècle, on recevait, écrit Tenon (1), « des femmes et filles enceintes, des nourrices avec leurs nourrissons, des enfants mâles depuis l'âge de 7 à 8 mois jusqu'à 4 et 5 ans, des jeunes filles de toute sorte d'âges, des vieilles femmes et de vieux hommes mariés, des folles furieuses, des épileptiques, des paralytiques, des aveugles, des estropiées, des teigneuses, des incurables de toute espèce, des enfants avec des humeurs froides, etc., etc. » si l'on y ajoute les mendiante, les prostituées, les enfants correctionnaires, les femmes flétries par la justice et celles enfermées par lettre de cachet, on verra à quelle population bigarrée on avait alors affaire.

Le mode d'entrée ou de placement différait naturellement selon la catégorie d'individus; il pouvait se faire sur la demande des particuliers, par l'intermédiaire d'un simple ordre du bureau de l'hôpital, d'une lettre de cachet ou d'un ordre de police, il pouvait avoir lieu d'office, lorsque le scandale exigeait des mesures immédiates, ou bien être le résultat d'un placement judiciaire ou du transfèrement d'un autre hôpital.

(1) Tenon, mémoires sur les Hôpitaux de Paris 1788, p. 83.

Nous nous occuperons tout d'abord des ménages, des bons pauvres et des infirmes.

Ménages

Les ménages occupaient dans le quartier St-Joseph 820 petites cellules de 12 pieds de long sur 10 de large (1). Ces places étaient particulièrement recherchées et données le plus souvent à d'anciens serviteurs du gouvernement, gardes-chasse, vieux militaires, etc. Il fallait avoir 60 ans passés, être du diocèse de Paris et surtout faire appuyer sa demande par l'un des administrateurs de l'Hôpital. A la mort de l'un des conjoints, l'autre devait se retirer et était simplement changé de quartier s'il s'agissait de la femme, ou envoyé à Bicêtre s'il s'agissait du mari.

Bons Pauvres

Les bons pauvres n'étaient pas admis gratuitement à l'hôpital ainsi qu'on pourrait le supposer. Ils devaient payer en entrant une somme de 50 écus, ou apporter leur lit et le reste en argent liquide. De plus, leur demande au bureau devait être accompagnée d'un certificat d'indigence fait par le curé de leur paroisse. Lorsque toutes les conditions étaient remplies et qu'il y avait des places vacantes, le bureau (2) envoyait à la supérieure l'ordre d'admission :

« Madame Victoire, supérieure de l'hôpital général recevra à la Salpêtrière au nombre des bons pauvres, la nommée Marie Nicole Dori, veuve de Pierre Renier, native de Paris, paroisse Saint-Jean en Grève, âgée de quarante

(1) Boucher, loc. cit., p. 41.

(2) On appelait « bureau » l'ensemble des directeurs qui se réunissaient une fois par semaine afin de s'occuper de l'administration de l'Hôpital Général.

et un ans suivant son extrait baptistère du 15 janvier mil sept cent trente six en conséquence d'un certificat du curé de sa paroisse (en marge: du 17 avril dernier qui constate se pauvreté). Pour être la dite Dori veuve Renier traitée et nourrie comme les autres bons pauvres de bonne volonté qui sont audit hôpital, à la charge pour elle, suivant ses offres d'apporter son lit et de payer en entrant audit hôpital la somme de cent vingt livres. Fait à Paris ce sept avril, mil sept cent soixante dix sept » (1).

Lorsque les hospitalisées demandent à sortir définitivement de l'Hôpital, l'argent ne leur est pas rendu ainsi qu'en témoigne le dossier suivant: En 1791, la femme Lefèvre ayant demandé à entrer à l'hôpital a été admise après avoir donné « quarante écus en argent et son lit qui en a été estimé dix qui fait les 50 écus qu'on exige pour être reçu dans cette maison ». Reçue au mois de mai, elle quitte l'hôpital au mois de juillet pour se retirer chez des amis qui acceptent de la recevoir chez eux. Elle réclame à l'hôpital ses 50 écus prétextant que pour son court séjour, ce cautionnement était exagéré. Il est écrit en marge du dossier: « L'usage établi dans l'H G et qui est fondé sur des règlements anciens ne permet pas d'avoir égard aux demandes de ce genre lorsqu'elles sont postérieures de trois jours au paiement des 150 l. » (2).

Lorsque l'hospitalisée mourait, son lit demeurait la propriété de l'administration.

Mendiantes

Les mendiantees étaient amenées par les archers et reçues sur un simple arrêté du bureau de l'hôpital. Pour être rendues à la liberté, elles devaient payer la pension correspondant à leur séjour à la Salpêtrière.

(1) Joly de Fleury, 1235.

(2) Archives Nationales, F¹⁵, 247.

Enfants

Les enfants placés à la Salpêtrière étaient ou des enfants dont la pauvreté des parents était constatée, ou des enfants illégitimes. Ces deux classes n'étaient admises que depuis 1 an jusqu'à 12. C'est de la maison des Enfants-Trouvés de Paris qu'étaient envoyés la plupart de ceux de la seconde classe, parce qu'elle ne gardait pas les enfants qui y étaient apportés, plus âgés que d'un an (1).

Infirmes

Les infirmes indigentes étaient reçues gratuitement mais leur demande devait être accompagnée, en plus, du certificat de pauvreté, d'un certificat médical circonstancié :

« Madame Victoire supérieure de l'Hôpital Général recevra à la Salpêtrière au nombre des bons pauvres la nommée Marguerite Surugue, de la paroisse de Pousseaux en Nivernois, âgée de vingt ans, paralytique ayant depuis sa naissance un spasme convulsif et universel qui la tient dans un tremblement continuel de tous ses membres, orpheline de mère et abandonnée de son père ainsi que le fait est justifié: 1) par un certificat de pauvreté du S. curé de sa paroisse; 2) par un certificat du chirurgien de ladite paroisse de Pousseaux du 17 juillet dernier pour être ladite Surugue traitée et nourrie comme les autres bons pauvres de la d. qualité qui sont à l'hôpital auquel elle sera conduite au frais de sa famille.

Fait à Paris ce quatre août mil sept cent quatre vingt deux (2).

(1) La Rochefoucauld-Liancourt, loc. cit. p. 64.

(2) Bibliothèque Nationale, Joly de Fleury, ms. 1235, p. 92.

Epileptiques

Souvent même, il y avait enquête du juge, interrogatoire et procès-verbal :

Mlle Victoire... etc... recevra au nombre des épileptiques la nommée Marie Anne Engren âgée de dix-huit ans, de la paroisse de Viennes; attaquée d'épilepsie depuis environ dix ans ainsi qu'il résulte du Procès-verbal du juge de la justice de Viennes, de l'interrogatoire de ladite Engren et du rapport des chirurgiens du 30 avril et premier may derniers qui constatent son état, pour être ladite Marie Anne Engren traitée et nourrie comme les autres pauvres épileptiques qui sont au dit hôpital.

Fait à Paris le 6 juillet 1781 (1)).

Aliénées

Pour les aliénées, les garanties sont plus grandes encore: les parents ou les voisins doivent faire par écrit une demande de placement en exposant les motifs qui la justifient; il y a ensuite convocation des plaignants et de l'aliénée devant le juge, procès-verbal, enquête et certificat médical par deux médecins, envoi du rapport au procureur général :

« Pour constater la demence d'un particulier, il est nécessaire:

1) De provoquer devant le juge une assemblée des plus proches et principaux parens du particulier et des autres personnes qui peuvent avoir connoissance des faits de demence à l'effet de faire par lesdits parens et autres personnes leurs déclarations dont procès-verbal sera dressé par le juge.

2) De faire interroger ensuite ce particulier sur les faits contenus au dit procès-verbal.

3) De le faire visiter par un médecin et un chirurgien ou par deux chirurgiens qui dresseront leur rapport de son état.

(2) Joly de Fleury, ms. 1235, p. 109.

Envoyer à M. le Procureur Général une copie sur papier commun tant du procès-verbal que de l'interrogatoire et du rapport (1).

Il peut sembler amusant de rapprocher de cette pièce une délibération du Conseil Général de 1891, dans laquelle, s'élevant contre la loi de 1838, le « Conseil général renouvelle le vœu....

2° Que nul ne puisse être interné comme aliéné à titre provisoire:

a) sans une enquête préalable, faite à domicile par le maire de la commune ou par son délégué.

b) sans un certificat médical détaillé...

c) sans un ordre du juge de paix donné après l'enquête administrative et le certificat médical qui précèdent » (2).

Voilà bien, sans que les auteurs s'en doutent, un retour aux errements tant critiqués de l'ancien régime.

Le Procureur général du Parlement de Paris, lorsqu'il était en possession du dossier, provoquait une nouvelle enquête à la suite de laquelle le bureau de l'hôpital décidait l'internement :

Monsieur Remy a dit que M. le Procureur Général lui a adressé une note du nom et de la demeure de Jacqueline L'Etang fille insensée âgée de 60 ans pour aller en constater l'état.

Qu'il s'est transporté rue de Seve vis à vis les incurables dans la maison du sieur Giroux au 5^e étage ou cette fille demeure couchée sur la paille.

Qu'il l'a interrogé sur son nom, son occupation, et ses ressources pour vivre.

Que d'abord elle lui a répondu assez raisonnablement, mais qu'elle a battu ensuite la campagne, et qu'elle l'a renvoyé au Luxembourg pour y parler à la Sainte-Trinité qui la connoit bien et qui prend soin d'elle.

Que depuis ces dernières paroles elle ne lui a rien dit qui eût du sens.

Qu'il s'est ensuite informé sur son compte du propriétaire de la maison et des voisins, qu'il en a appris qu'ils sont dans une continuelle crainte du feu, qu'elle descend toutes les nuits la chandelle à la main sans savoir où elle va, qu'elle jette par la fenestre des pots cassés, et ce qui se trouve dans son bouge sans s'embarrasser de ce qui

(1) Bibliothèque Nationale, Joly de Fleury, ms. 1235, p. 198.

(2) Bulletin municipal officiel du lundi 28 décembre 1891 (p. 2968).

peut en arriver, qu'enfin ils prient de les délivrer d'un sujet si à charge, si dangereux, et qui n'a aucun secours à attendre que de l'hôpital.

Surquoy vù la lettre de M. le Procureur général, la note envoyée par ce magistrat à M. Remy, et sur le rapport qu'en fait le sieur Remy. Il a été arrêté que ladite Jacqueline L'Estang sera enfermée avec les insensées dans la maison de la Salpêtrière ou elle sera conduite aux frais de qui il appartiendra.

Que le sieur Acher, Econome de la maison se transportera rue de Seve chez le sieur Giroux au 5^e étage, qu'il dressera procès-verbal des effets qu'il aura trouvé dans le grenier qu'y occupe la dite Jacqueline L'Etang, et qu'il les fera transporter à l'Hôpital pour le soulagement de cette pauvre fille (1).

Les aliénées pouvaient aussi être internées en vertu de lettres de cachets dont nous verrons bientôt la procédure. En cas d'internement d'urgence, il y a analogie, ou même identité, avec l'arrêté du Préfet de Police employé actuellement dans les placements d'office. Les aliénées faisant du scandale et dont personne ne réclamait l'internement pouvaient donc être internées d'office, soit par lettre de cachet, soit par ordre du tribunal.

La Salpêtrière recevait encore les malheureuses qui devenaient aliénées en prison, et il fallait pour cela un « ordre du Roi » ordonnant le transfert ;

« Foy, fille d'un esprit faible, et détenue à la Bastille depuis environ 2 ans pour avoir donné dans les convulsions. Sa détention lui a tourné la tête et étant devenue folle, le gouverneur de la Bastille a demandé d'en être débarrassé ; en conséquence j'ai signé le 25 novembre 1744 un ordre pour la transférer à l'hôpital.

Le ministre est supplié de vouloir bien en expédier un en forme à la même date. 30 novembre 1744.

Apostille du Ministre. — Bon pour le transfert de la Bastille à l'hôpital (1).

(1) Extrait du registre des délibérations du bureau de l'H. G. du lundy 8 novembre 1745. Archives de l'Assistance publique, liasse 115, nouv. série.

(1) Ravaisson, loc. cit. XV, p. 145.

Prostituées

Pour les prostituées, on y mettait moins de formes; les ordonnances de 1684 et du 26 juillet 1713 attribuaient une entière autorité sur elles au lieutenant de police et le 16 novembre 1778 le lieutenant de police Lenoir rendit une ordonnance qui n'est pas encore abrogée et où l'on peut relever ce qui suit :

Article. 1^{er}. — Faisons très expresses inhibitions et défenses à toute femme et fille de débauche de raccrocher dans les rues, sur les quais, places et promenades publiques et sur les boulevards de cette ville de Paris, même par les fenêtres, le tout **sous peine d'être rasées et enfermées à l'hôpital**, même en cas de récidive de **punitions corporelles**, conformément auxdites ordonnances, arrêts et règlements (1) ».

Les prostituées étaient hors du droit des gens, on faisait chez elles des descentes de nuit, elles étaient enlevées, conduites à la prison St-Martin, traduites une fois par semaine devant un sous-ordre du lieutenant de police qui les jugeait sans appel et les envoyait à la Salpêtrière où elles étaient mises dans le « commun » de la maison de force.

« Toutes les semaines on en fait des enlèvements nocturnes, avec une facilité qui, trop excessive, ne sauroit manquer de déplaire au spéculateur politique, malgré le mépris qu'inspire l'espèce que l'on traite ainsi: le spéculateur songera à la violation de l'asyle domestique, dans les heures de la nuit, à la foiblesse du sexe, aux mauvais traitemens qu'il essuye, eu aux inconvéniens qui en peuvent résulter; ces créatures étant quelquefois enceintes; car le libertinage ne les dispense pas toujours d'être mères.

On les conduit dans la prison de la rue Saint-Martin, et le dernier vendredi du mois, elles passent à la police; c'est à dire qu'elles reçoivent à genoux la sentence qui les condamne à être enfermées à la Salpêtrière. Elles n'ont ni procureurs, ni avocats, ni défenseurs. On les juge fort arbitrairement.

(1) Maquet, Les prisons de l'Europe, t. III, p. 10 (prisons des femmes publiques).

Le lendemain on les fait monter dans un long chariot, qui n'est pas couvert. Elles sont toutes debout et pressées. L'une pleure; l'autre gémit; celle-ci se cache le visage; les plus effrontées soutiennent les regards de la populace qui les apostrophe; elles ripostent indécemment et bravent les huées qui s'élèvent sur leur passage. Ce char scandaleux traverse une partie de la ville en plein jour; et les propos que cette marche occasionne sont encore une atteinte à l'honnêteté publique.

Les plus huppées et les matrones, avec un peu d'argent, obtiennent la permission d'aller dans un chariot couvert (1).....

Cette partie de notre législation est très-vicieuse, parce qu'elle est très-arbitraire: en effet, le secrétaire du lieutenant de police détermine seul l'emprisonnement et sa durée, plus ou moins longue. Les plaintes sont ordinairement portées par les gens du guet; et il est bien étonnant, qu'un seul homme dispose ainsi de la liberté d'un si grand nombre d'individus: l'opprobre dans lequel ils sont tombés, ne justifie pas cette violence; il seroit facile de suivre une partie de la procédure usitée dans les cas criminels, puisqu'il s'agit de la perte de la liberté; des filles innocentes et que la timidité empêchoit de répondre, se sont quelquefois trouvées confondues avec ces malheureuses » (2).

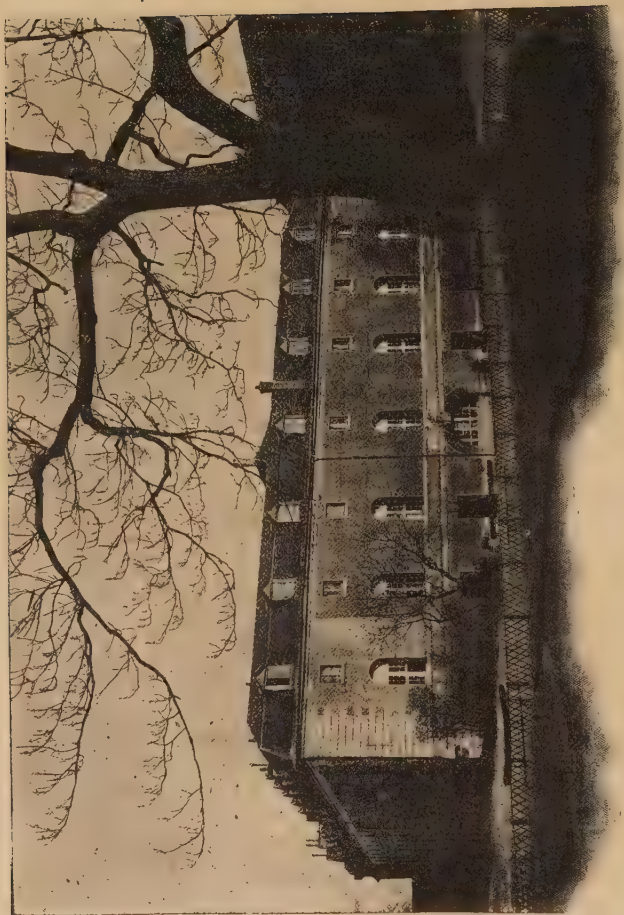
Nous nous bornerons seulement à ajouter que ces ordonnances n'ont pas été abrogées, et que ce sont les mêmes lois et les mêmes usages qui réglementent encore la prostitution aujourd'hui.

Criminelles

La Salpêtrière contenait une prison, la grande Force, réservée aux femmes flétries par la justice; elles y entraient en général pour purger leur peine, après condamnation par arrêt de cour ou sentence criminelle. Il y avait des condamnées à perpétuité, à 12 ans, 9 ans, 3 ans de détention, etc.; quelquefois, ainsi que nous le

(1) Mercier. Tableaux de Paris, t. II, p. 9.

(2) Id. tome I, p. 110.



Vue actuelle de l'ancienne prison de la Force.
(cliché de l'Assistance publique).

voyons pour Jeanne Marie de Raessens (1), la détention perpétuelle à la Salpêtrière est une commutation de peine. Cette femme avait été condamnée par la Chambre de l'Arsenal à être pendue en place de Grève et elle n'apprit sa commutation de peine que sur l'échafaud.

Parfois, mais beaucoup plus rarement, des accusées étaient envoyées à la Salpêtrière préventivement et dans ce cas, la durée de détention n'était pas limitée: Marie Bareau, femme Lefèvre, fut condamnée en 1764 par la Tournelle à être enfermée à la Salpêtrière pour « plus ample informé indéfini (2) ». Cependant au bout de quatre ans de détention elle obtint sa liberté.

Anormales

Nous arrivons maintenant à une catégorie particulièrement intéressante de détenues, celles par lettre de cachet. La lettre de cachet était un ordre du roi, contre-signé par le secrétaire d'Etat chargé de la police du royaume ; parfois elle servait aux magistrats à arrêter une coupable avant d'avoir reçu le décret de prise de corps qui ne pouvait s'obtenir qu'après information, parfois son action s'exerçait sur les affaires d'état, arrestation de protestantes ou de pamphlétaires, parfois enfin, et ceci le plus souvent, la lettre de cachet traitait d'affaires de police et d'affaires de famille (1).

De la première catégorie qui correspond en somme au mandat d'amener de nos juges d'instructions, nous ne trouvons que peu d'exemples à la Salpêtrière, celle-ci n'étant pas en général une prison préventive, et le cas de Marie Bareau que nous venons de citer constitue une exception. Par contre, les prisonnières de famille sont nombreuses et devront nous arrêter quelque temps.

(1) Funck-Brentano. Les lettres de cachet à Paris, n. 3.780. Impr. nat. 1903.

(2) B. N. Joly de Fleury, n. 385.

(1) Funck-Brentano. Les lettres de cachet, *Revue des Deux-Mondes*, 1892.

« Quand (1) sous l'ancien régime, une famille voyait l'un de ses membres commettre, sous l'influence de troubles mentaux, de perversions morales ou d'un état passionnel, des actes de nature à compromettre soit sa propre sécurité ou celle des siens, soit l'honneur du nom familial, il n'existait pour elle qu'un seul recours : s'adresser à « l'autorité immédiate du roi ». Une fois la preuve faite des actes allégués, la famille pouvait obtenir la « grâce » d'un « ordre du roi » prescrivant la détention du parent incriminé dans une prison d'Etat, une maison d'aliénés, un couvent, etc. »

L'Hôpital Général a joué ce rôle de prison d'Etat, il a été pour le peuple, pour les gens de « naissance ignoble » ce qu'était la Bastille pour l'aristocratie et pour les prisonniers « tellement scélérats » que leurs « crimes atroces » devaient rester ignorés ; il a été cet asile de sûreté que l'on réclame aujourd'hui, ce « vaste égout où s'écoulait toute la boue du royaume pour purifier la population des fous, des mendiants et des criminels incorrigibles » (2).

Il ne faut pas croire que l'obtention d'une lettre de cachet ait été chose facile ; les parents ou les voisins devaient présenter un placet au roi, au ministre de la Maison du roi ou au Lieutenant de Police lui-même ; celui-ci faisait alors faire une enquête qu'il renvoyait au ministre, avec son appréciation.

Pour l'hôpital, la lettre de cachet était ainsi conçue :

De par le Roy,

Il est ordonné de l'avis de mon oncle, le Duc d'Orléans, Régent, d'arrêter et de conduire à l'hôpital, la nommée... Fait à... le... (3).

Après délibération, la lettre de cachet était refusée ou délivrée, revêtue de la signature du roi et de celle du ministre.

(1) PaulSérieux et Lucien Libert, Les lettres de cachet. Prisonniers de famille et Placements volontaires. Gand, 1912.

(2) Lamartine, Histoire des Girondins, T. II, p. 71.

(3) Funck-Brentano, Les lettres de cachet à Paris.

Voici un exemple de détention par l'autorité du mari, nous y retrouvons le placet, les enquêtes, le rapport :

(1) Il s'agit d'une nommée *Richer*, femme Le Roy, Elle est internée pour la quatrième fois à la Salpêtrière pour ivrognerie et prostitution, par ordre du Roi en date du 26 janvier 1739.

Quelques jours auparavant le lieutenant de police Hérault avait reçu le placet suivant :

« Monseigneur,

« Une famille pleine d'honneur et de probité représente très humblement à Votre Grandeur qu'elle a la douleur de se voir depuis longtemps déshonorée par la conduite affreuse de la nommée Marie Richer, femme de Le Roy, dont elle est abandonnée à cause de sa débauche, étant dans l'habitude de se prendre d'eau-de-vie, sa boisson ordinaire, de découcher fréquemment pour aller se prostituer à ceux qu'elle ne peut plus recevoir chez elle ; de s'abandonner même au public ; de vendre et de dissiper les meubles et hardes que ses parents lui donnent de temps en temps par charité, sacrifiant tout à sa passion pour boire jusqu'aux habits de son propre fils, qu'elle a la cruauté de dépouiller pour ce sujet et d'envoyer mendier en chemise portant enfin son dérangement jusqu'à dérober partout où elle va, ce quelle trouve sous sa main, et à vendre les ouvrages qu'on lui confie. Cette famille pénétrée de douleur de se voir ainsi déshonorée par une personne qui lui appartient, convaincue qu'elle n'en peut attendre d'amendement puisque la dame Le Roy a déjà été enfermée trois fois pour ses dérèglements scandaleux dans lesquels elle persévère, craignant avec raison les suites funestes de tels excès à recours à votre autorité, Monseigneur, pour le prévenir, vous suppliant très humblement d'accorder un ordre pour la mettre en lieu de sûreté, s'offrant de faire quelques efforts pour payer une pension annuelle de soixante livres. C'est la grâce qu'attend de votre zèle pour le bon ordre, Monseigneur, cette famille affligée et elle redoublera ses vœux pour la santé et la prospérité de votre grandeur. La dame Le Roy demeure rue Canette faubourg Saint-Germain, chez un menuisier, vis-à-vis les filles du Saint-Sacrement, au premier chez Mme Latouche. »

Les voisins attestent que c'est un très mauvais sujet. Sa tante déclare : « Elle est si adonnée à la boisson que le vin n'ayant pas assez de force pour elle, elle ne boit plus que de l'eau-de-vie ». Non seulement elle vend ses affaires pour boire, mais encore tout ce qu'elle trouve dans les maisons où elle entre et les ouvrages qu'on lui donne à faire.

(1) Paul Sérieux et Lucien Libert, *loc. cit.*, p. 27.

Le lieutenant de police fait néanmoins enquêter de la façon la plus sévère; on se rend à la Salpêtrière pour y informer sur ses précédents séjours; on interroge les voisins. On rappelle qu'on l'a mise en vain chez les filles du Sauveur « pour essayer si on pourrait venir à bout de la faire changer de conduite ». Elle a été chassée de chez ces filles à cause de ses débordements.

« Les faits sont certifiés par Madame Le Boullanger femme du maître des comptes et administrateur de l'hôpital général et M. Caillard, écrit le Ministre, ils sont aussi constatés par l'information d'un officier de police. Je pense que l'ordre est juste ». Marie Madeleine Richer est alors incarcérée. Peu après sa cousine, Geneviève François Ouy, demande sa liberté; elle allègue que le mari et la tante de la femme Le Roy sont morts, et qu'elle a seulement une belle-sœur qui la détient encore à présent en payant sa pension pour la faire périr et avoir ce qui lui appartient, ce qui est une injustice criante ».

Examinant cette demande, le lieutenant de police déclare que, bien que cette femme ait été conduite à la Salpêtrière pour la troisième fois à cause de sa prostitution publique et de son ivrognerie, on pourrait la rendre libre en la reléguant à Boulville, dans la Haute-Alsace où elle promet de se retirer. La veuve Le Roy est mise en liberté à cette condition le 23 février 1744. Elle ne semble pas avoir obéi à cet ordre d'exil dont elle demande la révocation le 9 novembre 1744 en promettant de se mieux comporter à l'avenir. Madame la Comtesse de Rozen demande aussi avec instance l'annulation de cet ordre car la veuve Le Roy n'est pas, dit-elle, en état de se rendre à Boulville, où d'ailleurs elle ne trouverait pas à gagner sa vie. En marge de ce placet, le ministre écrit: Néant.

Parfois la plainte émane d'une femme trompée et ruinée par son mari, dans ce cas on met à l'hôpital, non pas le mari, mais la fille avec laquelle il se débauche:

« Marie-Anne Martin femme Trancard demande que la nommée Duboucher soit enfermée à l'hôpital. Expose que depuis un an son mari est en commerce de débauche avec cette fille, avec laquelle il dissipe tout son bien et ruine entièrement son ménage pour fournir aux dépenses de cette libertine.

Le commissaire Aubert marque qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour arrêter le cours de ce dérangement mais qu'il n'a pu y parvenir, que Trancard est un homme de famille qui est obsédé par cette fille qui est une prostituée.

Ainsi on ne peut prévenir la ruine totale de Trancard quand (*sic*) arrêtant la nommée Duboucher (1.) (Septembre 1728). »

(1) B. de l'Arsenal. Archives de la Bastille, dossier 12.692.

Dans certains cas, ce sont les voisins qui se plaignent, l'enquête est faite dans tout le quartier, et on interroge le curé de la paroisse :

« Pierre Chassier, Arquebusier demande que la nonne Chardon et la sœur Jacques soient enfermées à l'hôpital.

Expose que ce sont deux prostituées publiques qui teignent dans la maison qu'il occupe un mauvais lieu, soutenues par des soldats aux gardes, qu'il arrive tous les jours du bruit dans ce lieu de débauche où il entre 30 à 40 personnes par jour au moins, qu'elles menacent le suppliant de le faire assassiner par leurs soldats qui causent un scandale affreux dans le quartier..

Le placet est signé du suppliant et de 6 des voisins. Le sieur Roussel répond que cet exposé est très véritable et que les personnes qui ont signé ce placet sont d'honnêtes gens auxquels on peut ajouter foy.

M. le Desservant de Saint-Comé certifie que les plaintes portées contre ces deux femmes sont bien fondées et qu'elles méritent d'être enfermées à l'hôpital où je pense, qu'elles doivent être conduites. » (1).

Correctionnaires

Lorsqu'il s'agit d'enfants pervers que leur famille veut corriger, elle peut s'adresser à l'autorité du roi ou, si elle le préfère, déposer une demande au bureau de l'Hôpital Général afin d'y faire entrer directement ces enfants. Dans les deux cas il y a enquête, mais surtout en cas de remariage des parents car l'autorité paternelle était alors si grande que l'on refusait rarement une demande de ce genre.

Les Enfants (2), soit garçons au-dessous de 25 ans, soit fille des artisans et des pauvres habitants de la ville et faux-bourgs de Paris, qui y exercent un métier ou qui y ont quelque employ, lesquels maltraiteront leurs pères ou

(1) Arsenal, dossier 12.692.

(2) Règlement que le Roy veut estre exécuté dans l'A. G. de Paris pour la réception des garçons au-dessous de 25 ans et des filles qui y seront enfermées par correction.

mères, ceux qui ne voudroient pas travailler par libertinage ou par paresse et les filles qui auroit esté débauchées et celles qui seroit en péril évident de l'estre, seroit enfermées dans les lieux destinez à cet effet scavoir les garçons dans la Maison de Bicestre et les filles dans celle de la Salpêtrière.

Les pères, mères, tuteurs ou curateurs des enfans de familles, leurs oncles ou autres plus proches parens, en cas que leurs pères, leurs mères soient morts, mesmes les Curez des Paroisses où ils demeurent pourront s'adresser au Bureau de l'H. G. qui se tient pour la réception des Pauvres, ou celui qui se trouvera y présider, commettra un ou deux des Directeurs pour s'informer de la vérité des plaintes; et sur le rapport qu'ils en feront, au jour auquel on reçoit les Pauvres, ou leur délivrera un ordre signé de celui qui présidera et de quatre Directeurs, adressant aux Officiers desdites Maisons, pour y recevoir les enfans lorsqu'ils y seront amenez.

Ceux qui auront obtenu les dits ordres pourront se pourvoir, s'il est nécessaire pardevant les Lieutenans du Prevost de Paris, afin d'en obtenir la permission en la manière accoutumée, pour faire arrester lesdits enfans, s'il est nécessaire, et les conduire ensuite dans les Maisons du dit Hôpital.

« Lorsque les pères ou mères qui se plaindront de la conduite de leurs enfans d'un premier lit, seront mariez en secondes nôces ou qu'ils auront d'autres enfans d'un second mariage quoique que le père ou la mère desdits enfans nés d'un second mariage soit mort, lesdits directeurs commis pour s'informer de la vérité des plaintes, entendront les plus proches parens desdits enfans ou des personnes dignes de foy avant de faire leur rapport.

Lesdits enfans demeureront aussi longtems dans lesdites maisons de correction, que les Directeurs qui seront commis pour en avoir soin le trouveront à propos et les ordres pour les faire sortir seront signez au moins par quatre d'entr'eux et par celui qui presidera au Bureau lorsqu'il en feront leur rapport. »

Lorsqu'il s'agit de jeunes filles légères les parents cédant à leur première impulsion sollicitent parfois l'internement; mais les résultats n'en sont pas toujours favorables car ces enfans, mises en contact avec les prostituées étaient loin de s'amender et les parents souvenant devaient solliciter leur mise en liberté.

Voici à ce sujet un placet (1) particulièrement intéressant au point de vue des habitudes et de la vie à la Salpêtrière:

(1) Arsenal. Arch. de la Bastille n. 11.742, p. 270 (dossier Cotel.)

« Michel Cotel, couvreur à Paris a l'honneur de représenter très humblement à Votre Grandeur qu'ayant obtenu un ordre de vos bontés pour Françoise Hélène Cotel, sa fille qui a été mise il y a bientôt trois mois au comun et s'y trouve dans l'état le plus pitoyable du monde, il est dangereux qu'elle ne se laisse débaucher par les malheureuses avec lesquelles est.

L'intention du suppliant en la faisant mettre de lui-même à la Salpêtrière était bien pour la corriger. La supérieure qui l'avait reçue l'avait mise à la toile et n'en avait reçu aucune plainte. C'est une enfant de 16 ans qui a beaucoup de peine à parler, est très délicate de son tempérament, et s'il ne plaisait à Votre Grandeur la rendre au suppliant, il y a danger pour sa vie. Un père est toujours père, et quelque chagrin que son enfant lui ait causé il lui est bien sensible de le voir trop souffrir. La pénitence est plus rude qu'il ne s'était imaginé et il prie en grâce Votre Grandeur de vouloir lui accorder sa liberté. Quand elle sera dans la maison paternelle on veillera sur sa conduite. On la mènera aux instructions pour la mettre en état de faire sa première communion. Elle a bien promis au suppliant de mieux vivre; et si elle se dérange le moins, le suppliant et sa femme la feront enfermer pour toujours. Accordez-moi donc sa liberté, Monseigneur etc... etc. ». (La jeune Cotel qui avait été enfermée pour cause de prostitution fut rendue à sa famille).

De plus, la Salpêtrière différait de la Bastille en ce qu'elle laissait une trace infamante, c'était la maison de correction où l'on envoyait les gens de qui on ne pouvait plus rien espérer, le lieu où étaient les femmes d'une prostitution publique et scandaleuse. Les personnes libertines que l'on jugeait dignes de quelque considération étaient enfermées à Ste-Pélagie ou à la Madeleine, on ne les transférait à la Salpêtrière que lorsqu'elles y faisaient du scandale. A propos d'une femme mariée en instruction au Châtelet, d'Argenson écrit :

« Elle-mesme n'est pas d'une conduite fort régulière, mais son dérèglement n'a pas été assez scandaleux pour mériter qu'elle soit enfermée à l'Hôpital. Cependant, je crois que son placet n'a d'autres motifs que de prévenir les mémoires qu'on pourrait vous donner contre elle pour lui attirer ce chastiment, selon le désir de sa famille, au cas qu'il ne se trouve pas assez de preuves au procez pour la faire condamner plus sévèrement » (1).

(1) Rapports inédits du Lieutenant de police René d'Argenson, publié par P. Cottin 1891, p. 219. Il est à remarquer que dans nombre de pièces on emploie le mot « Hôpital » pour désigner la Salpêtrière, s'il s'agit d'une femme, ou Bicêtre s'il s'agit d'un homme.

Les contemporains ne s'y trompaient pas et nous lisons dans une lettre à M. de Barentin, sur le S. Petit Dumoteux de Blois qui voulait faire entrer sa fille débauchée à la Salpêtrière: « mais il y a d'autres maisons que l'Hôpital où il n'est guère honorable pour une famille qui tient à plusieurs personnes, de placer une fille » (1).

La lettre de cachet une fois signée du roi était envoyée au lieutenant de police et remise par celui-ci aux agents chargés de l'exécution.

Nous apprenons dans le passage suivant tiré de Ravaisson, la façon dont étaient exécutés ces ordres pour la Bastille; nous pensons qu'à peu de chose près il devait en être de même pour la Salpêtrière:

« A Paris c'était presque toujours les archers du guet ceux du lieutenant criminel, ceux de la prévôté de l'Hôtel... Lorsque l'ordre était exécuté, l'agent appelait le commissaire le plus proche qui dressait un procès-verbal, et mettait les scellés en cas de besoin...

Quant aux moyens d'exécution usités, c'étaient, comme dans tous les temps, la ruse ou la force ouverte. L'agent arrêtaient le prisonnier au nom du Roi en le touchant d'une baguette blanche. Des hoquetons, des archers, empêchaient la résistance; d'ailleurs, elle était rare... Quelquefois pour éviter que l'arrestation fut ébruitée, ou lorsque les ordres n'avaient pas été expédiés l'agent gardait le prisonnier chez lui. La plupart des exempts avaient dans leur maison un local, vulgairement appelé four destiné à cet usage. La translation avait lieu à la brume ou plutôt pendant la nuit (2).

A la Salpêtrière, les prisonnières étaient amenées entre 9 heures et 10 heures du soir car « il y a 500 personnes aux Maisons de force par ordres supérieurs et environ 196 par lettre de cachet, écrit la supérieure en 1720 et il est extrêmement dangereux de tenir les portes de clôture ouvertes pendant la nuit ».

(1) Archives nationales O¹ 402.

(2) Ravaisson, loc. cit. t. I, Introduction, p. XV.

SÉJOUR

La vie des pauvres à la Salpêtrière était réglée avec une précision remarquable, de quart d'heure en quart d'heure. Pour les femmes valides et les jeunes filles des ouvroirs, l'emploi du temps peut se résumer ainsi : lever à 5 h, travail de 7 à 11 h et de 1 h 1/2 à 7 h, coucher à 8 h 1/2, le tout entrecoupé de messe, de prières et de chants pieux pour presque toutes les heures de la journée.

(1) 1) L'on sonnera la cloche du réveil à 5 heures. Les officiers, officières, domestiques et tous les pauvres se lèveront exceptées les infirmes et les enfans au-dessous de cinq ans.

2) A 5 heures 1/4 l'on fera la prière dans les dortoirs, les officières y feront leur tour pour contenir les pauvres dans l'ordre nécessaire.

3) A 5 heures et demy les pauvres feront leur lit, se peigneront, et jusqu'à 6 heures s'appliqueront à tous ce

(1) Archives de l'Assist. publique, n. nouv. série. 132.

Règlement Général de ce qui doit estre observé chaque jour dans la maison de Saint-Louis de la Salpêtrière (après délibération du Bureau de l'hôpital général du Mardy, huitième juillet 1692). (Signé Collin).

qui peut contribuer à la propreté de leurs personnes. Les gouvernantes et filles de service y tiendront la main et pendant ce temps-là les sœurs officières se trouveront toutes ensemble dans la chambre commune pour prier Dieu.

4) A 6 heures chaque officière retournera à son dortoir, celles qui ont soin de la jeunesse feront le catéchisme ou l'école de jour en jour alternativement jusqu'à 7 heures. Celles qui seront employées aux dortoirs de Sainte-Catherine, Sainte-Jeanne, Sainte-Helene et Sainte-Thérèse feront faire par les gouvernantes et filles de services les lits des pauvres et pourvoyront à tous leurs besoins. Les autres officières rangeront les pauvres dont elles ont soin et avec les gouvernantes, les conduiront à l'église pour y entendre la Messe qui commencera à 6 heures 1/4, pendant ce temps là les filles de service balayeront et tiendront toutes choses dans la propreté autant qu'il se pourra.

5) La Messe étant finy, les pauvres conduits par les gouvernantes retourneront dans les dortoirs et jusqu'à sept heures un quart, il pourront aller querir de l'eau, laver leurs mains et satisfaire aux autres besoins et les gouvernantes avec les filles de service iront prendre à la sommelierie, le vin qui doit estre distribué dans chaque dortoirs.

6) A sept heures les enfans et les infirmes qui peuvent aller à la Messe s'y rendront pour l'entendre conduits par les officières et les gouvernantes de leurs dortoirs.

7) A sept heures un quart on dira la Messe à la Chapelle de l'Ange Gardien, les officières employées aux dortoirs des basses cours, l'entendront avec les pauvres qui ont coutume d'y assister.

8) A la mesme heure l'officière preposée aux ouvrages de la maison sonnera la cloche destinée pour avertir que chacun doit prendre sa place pour commencer le travail et alors les officières distribueront le vin aux pauvres, elles auront soin de compter tous les vaisseaux dans lesquelles la distribution en sera faite pour voir sy le nombre se trouve juste a leurs billets de demande et veilleront a ce que les filles de service s'y comportent avec fidelité, elles feront ensuite leur tour dans leurs emplois prendront garde que tous les pauvres soient occupés et n'en souffriront point d'inutiles, elles visiteront les litres, lampes, sceaux, fontaines, vaisselles et autres ustencilles pour voir sy les filles de service les entretiennent dans la propreté qui leur est recommandé et enverront les mesmes filles de service balayer les escaliers.

9) A sept heures trois carts, les mesmes sœurs officières iront chacune dans leur chambre pour la nettoyer et s'appliquer à tout ce qui concerne la propreté de leur personne sans exiger des filles de travail ny des pauvres aucuns services, sy ce n'est en cas d'infirmité n'estant point venues dans l'hôpital pour y estre servy mais pour y servir et avant quelles s'appliquent au travail de leurs emplois on leur donnera un poinçon de vin et un morceau de pain pour leur déjeuner.

10) Lorsque les enfans et les infirmes sortiront de l'Eglise, et rentrée dans les dortoirs, sous la conduite des gouvernantes, les sœurs officières distribueront aux infirmes le pain et le vin qui leurs est donné pour la journée et aux enfans un morceau de pain et de l'eau pour déjeuner on observera de donner aux petites filles languissantes du pain blanc et un peu de vin, on les appliquera toutes à l'ouvrage, soit dans les dortoirs, soit dans les ouvroirs et l'on gardera le silence. Les officières qui y seront préposées y feront ensuite leurs tours, pour veiller à la propreté, déjeuneront et se retireront dans leurs chambres pendant 1/4 d'heure comme il a esté dit cy-dessus.

11) A huit heures on dira la messe dans la Chapelle des Paralytiques à la fin de laquelle on fera la distribution du pain et du vin, ainsy qu'il est cy-dessus marqué.

12) A huit heures un quart chaque officière examinera dans son dortoir l'ouvrage de la couturière pour recevoir ce quelle aura racommodé et luy en donner d'autre ensuite elle verra avec le chirurgien les mallades qui devront estre envoyées à l'Hôtel-Dieu, leur fera prendre du bouillon ou un œuf ou un peu de vin selon leurs besoins lorsque le mal sera pressant elle le fera partir sur le brancard. Et sy quelques gouvernantes ou personnes de service qui auront servy depuis dix ans se trouvent mallades, elle en avertira la supérieure pour les faire traiter et conduire à l'infirmerie.

13) A 9 heures on chantera dans tous les dortoirs l'hymne venvy creator. L'on y ajoutera dans les dortoirs des enfans les Commandemens de Dieu et de l'Eglise et les actes de foy suivant l'usage ordinaire, et l'on observera ensuite le silence par toutes la maison. L'officière ou la gouvernante fera dans chaque dortoir sans interruption de travail la lecture du livre de l'Imitation de J. C. ou de quelques autres livres de piété pendant un quart d'heure. Les gouvernantes et les filles de service se mettront à paigner et faire tout ce qui sera nécessaire pour la propreté personnelle des pauvres, les officières y seront présentes et sy appliqueront elles mesmes autant quelles pourront et feront ensorte que tous les pauvres de leurs emplois dans le cours de chaque semaine ayent passées par leurs mains.

14) A 10 heures le silence finira par le chant de l'hymne ave mari stella et les litanies du Saint nom de Jésus, le jeudy on chantera l'hymne Pange Lingua et les litanies du Saint Sacrement. Les officières visiteront les hardes des pauvres qui seront marqués pour estre envoyés à l'Hôtel-Dieu, elles coudront elles mesmes sur les paquets quelles feront de leurs hardes un billet ou sera écrit les noms et surnoms et les feront porter au lieu destiné pour les serrer s'il y a quelques argent appartenant aux pauvres, elles les mettront entre les mains de la supérieure pour le garder ainsy qu'il est marqué dans le règlement qui la concerne.

15) A 11 heures les filles de service iront querir les marmittes à la cuisine et les apporteront dans les dortoirs. Les officières diront Benedicite et seront attentif à ce que les gouvernantes distribuent le potage selon l'ordre et la mesure ordinaire dans une grande égalité et sans aucune preference pour ne donner aux pauvres aucun sujet de murmurer, ensuite elles ce distriburont elles mesmes les portions il ne leur est point permis de les faire distribuer par dautres et s'il leur survenoit quelques empeschemens legitime elle le feront savoir à la supérieure afin qu'elle y pourvoye après la distribution elles diront graces et auront soin que les pauvres y aient attention.

16) A midy, les officières se rendront au refectoir, l'on commencera par l'examin et après la benediction lon fera pendant le repas la lecture de quelques livres de Piété et l'on y observera un grand silence.

17) A midy 3/4 l'on sortira du réfectoir et les sœurs officières iront dans la chambre de la communauté.

18) Celles qui seront preposés à la conduite des jeunes filles n'iront au refectoir qu'a une heure et s'employront depuis midy jusqu'a ce temps la avec les gouvernantes et personnes de service à laver les bouches, peigner, penser les petits maux et a toutte autre propreté personnelle des pauvres, ensuite les enfans se pourront promener dans les cours jusqu'a l'heure du travail.

19) A une heure et demy les officières se rendront à leurs employs sans perdre de temps a se parler les unes aux autres, celles qui a soin des ouvrages de la maison sonnera la retraite et fera retirer les fruitières ensorte qu'il ne reste personne dans les cours sy elles trouvent quelques pauvres rebelles, elle les fera enfermer 3 ou 4 heures avec permission de la supérieure pour tenir les autres en regles par cet exemple, chaque officière regardera sy les pauvres sont placez pour le travail sy les filles de service leurs ont donnée de l'eau, balayer les escaliers et les dortoirs.

20) A 2 heures on observera le silence dans tous les dortoirs et dans les ouvriers commé le matin sans interruption du travail, les officières feront partir les mallades dans la cariolle ou sur le brancard pour estre mené à l'Hôtel-Dieu, après leurs avoir fait prendre quelques nourritures, elles s'occuperont ensuite avec les gouvernantes et les filles de service aux exercices de propreté personnelle des pauvres pour achever ce qui n'aura pas esté fait le matin.

21) A 3 heures on fera dans le dortoir des femmes la lecture du grand cathéchisme qui doit durer cinq quarts d'heure.

22) A quatre heures un quart l'on dira le chapelet et les litanies de la Sainte-Vierge, les pauvres auront ensuite la liberté de se parler sans sortir de leurs dortoirs ny interrompre le travail jusqu'à six heures.

23) Le travail des jeunes filles continuera jusqu'à sept heures, on leur distribuera a chacun un morceau de pain et de l'eau pour gouter, a deux heures elles chanteront vespres a quatre heures, on leur fera une lecture dans un livre de piété depuis 5 heures jusqu'à 6, elles reciteront ensuite le chapelet et chanteront les litanies de la Sainte Vierge, le tout sans interruption de travail.

24) A 5 heures chaque officière fera ses billets de la quantité du pain, du vin et des portions qu'il faudra distribué dans son dortoir et les enverra à la panetterie, à la sommellerie et à la cuisine. donnera un roole de tout à l'ecrivain et observera de marquer la raison de la différence qui se pourra trouver dans les nombres des pauvres du jour precedent au present.

25) A 5 heures et demy sera le souper des femmes.

26) A 6 heures, la prière du soir se fera dans chaque dortoir, excepté des filles occupées dans les ouvriers par la gouvernante et de temps en temps par l'officière qui y sera toujours presente pour y faire observer l'ordre et l'attention necessaire, la prière étant finy les pauvres pourront descendre dans la cours ou aller à l'église et sera permis aux infirmes de se coucher.

27) A 6 heures un quart, les officières se trouveront au refectoir, on y observera le mesme ordre que le matin à 7 heures elles se rendront à la chambre de la communauté.

28) Les filles occupées dans les ouvriers iront y souper à la mesme heure, feront ensuite la prière et auront le reste du temps pour recreation jusques au coucher.

29) A 8 heures 1/4, les officières feront la prière en commun laquelle étant finy elles s'en iront en silence dans leurs employs ou elles feront leurs tours pour voir sy tous les pauvres sont dans leurs lits elles prendront garde au feu et pourvoyeron a ce qu'il y ait toujours de l'eau dans les dortoirs et une lampe allumé pour les besoins qui peuvent survenir la nuit.

30) A 8 heures et demy la gouvernante en semaine sonnera la cloche pour la retraite des filles des ouvriers, aux trois carts on commencera dans les dortoirs le pseume (Miserere mei Deus) et pendant qu'on le recitera elles se mettront au lit et l'on finira cet exercice et la journée par un acte de contrition qu'une fille en semaine recitera a haute voix.

31) A 9 heures toutes les officières se rendront dans leurs chambres ou après avoir pourveu à leur affaires elles se coucheront a la demy ou au plus tard a 10 heures.

32) Les dimanches et les festes les filles des ouvriers ne se leveront qu'à six heures, les officiers et officières, maîtres des boutiques, gouvernantes et les pauvres après avoir entendu la première messe qui se dira comme les autres jours à 6 heures 1/4 resteront à l'église jusqu'à ce que le prosne qui se dira ensuite soit finy.

33) Trois officières seront commises pour prendre le soin de placer les pauvres en ordre et de les contenir dans une grande modestie.

34) A l'égard des filles de service, elles seront partagées alternativement, les unes pour aller à la première messe et au prosne, les autres pour rester dans les dortoirs et y faire ce qui sera nécessaire.

35) A 7 heures 3/4 on dira la seconde messe, les filles des ouvriers, les autres enfans et les infirmes y assisteront.

36) Les pauvres, les ouvriers et domestiques se confesseront au moins tous les mois et les grandes fêtes.

37) La distribution du pain et du vin se fera en la manière ordinaire au retour de la première et seconde messe.

38) A 9 heures et demy tous les pauvres retourneront à l'église pour y entendre la grande messe.

39) A 11 heures on distribura le diner des pauvres ensuite duquel ils pourront se promener dans les cours ou aller au parloir lorsqu'ils y seront demandés jusqu'au temps qu'on retournera à l'église.

40) Le refectoir des officiers et officières, sera servy à l'heure ordinaire.

41) A 1 heure, les pauvres yront à l'église et entendront vespres, le sermon et complies et le salut, tout doit estre finy à quatre heures.

42) Les pauvres pourront ensuite aller aux parloirs voir les personnes qui les auront demandés ou se promener dans les cours.

43) A 5 heures tous les pauvres souperont.

44) A 6 heures ils feront la priere et le reste du temps jusqu'à l'heure du coucher sera employer à leurs recreation.

Les repas avaient lieu à 11 h et à 5 h 1/2 ou 6 h 1/2 selon les équipes. Si l'on en juge d'après les renseignements de Cousin sur la nourriture, le régime n'était pas des meilleurs et explique la fréquence des affections scorbutiques.

« Jusqu'à 20 ans les pauvres n'ont qu'une livre de pain par jour; on leur en donne 5 quarterons passé cet âge. Ils ont, le dimanche, le mardi et le jeudi, une chopine de bouillon gras très léger qui arrive presque toujours froid au dortoir et 2 onces de viande. Le bouillon des 4 autres jours est une légère décoction d'herbes; on leur donne en outre le mercredi une once de beurre salé rance; le samedi une once de mauvais fromage; les lundis et vendredis une cuillerée à pot de pois, fèves ou lentilles mal cuits et presque sans assaisonnement, dont plusieurs ne mangent pas. Il est donc de toute évidence qu'ils sont réduits au pain et à l'eau, car ce n'est qu'à 70 ans ou lorsqu'on sort de maladie, qu'on a par jour un demi septier de vin (1).

Les enfants, jusqu'à six ans recevaient la bouillie de l'hôpital, composée de farine délayée dans du lait et cuite environ $3/4$ d'heure. On leur en donnait à peu près un demi setier matin et soir, une soupe à dîner et trois quarterons de pain bis par jour (Boucher).

Les aliénées n'étaient guère mieux traitées que les autres pauvres, elles recevaient comme les femmes enceintes et les nourrices, un supplément d'un $1/4$ de pain par jour.

Quant au régime des prisonnières, il variait avec la pension payée pour elle. Si elles étaient détenues gratuitement, elles recevaient la nourriture des bons pauvres et à mesure que leur pension s'élevait, leur régime s'améliorait pour égaler le premier réfectoire des sœurs officières lorsque la pension atteignait 400 livres.

1) Toutes (2) prisonnières par lettre de cachet, ne payant point de pension continuera d'avoir une livre et demie de pain bis 6 onces de viande crue 3 jours de chaque semaine et les 2 autres jours gras $1/4$ de viande crue et les jours maigres 2 onces de beurre ou de fromage ou le tiers d'un litron de pois lorsqu'on en donnera aux pauvres sans vin.

(1) Mémoire sur l'H. de la S., lu dans l'Assemblée Générale des Représentants de la Commune le 20 juillet 1790, par M. Cousin.

(2) B. Nat. Joly de leury, n. 1246, p. 278.

Règlement concernant la nourriture des personnes détenues de force dans la maison de la Salpêtrière par délibération du bureau tenue à l'archevesché le 18 décembre 1745.

2) Toute autre pensionnaire par sentence de police ou autres ordres même les correctionnaires ne payant point de pension attendu qu'elles sont employées à carder et filer de la laine pour l'habillement des pauvres ou à travailler en linge pour le public, continueront d'avoir la nourriture des bons pauvres, mais sans vin quelque âge qu'elles aient.

3) Celle qui paiera 100 livres de pension, de quelque ordre qu'elle soit détenue aura $\frac{5}{4}$ de pain blanc, 6 on. de viande crue les 5 jours gras de chaque semaine et les jours maigres la même portion qu'on donne aux pauvres sans vin.

4) Celle qui payera 150 l. aura un demy septier de vin, $\frac{5}{4}$ de pain blanc, une demy livre de viande crüe tous les jours gras, et les jours maigres, une portion de trois onces de beurre ou de fromage ou $\frac{1}{3}$ d'un litron de pois lorsqu'on en donne aux pauvres.

5) Celle qui payera 200 l. de pension aura un demy setier de vin, $\frac{5}{4}$ de pain blanc, $\frac{3}{4}$ de viande crüe les jours gras, et les jours maigres une portion de légume avec 2 œufs ou 2 rations de beurre ou de fromage.

6) Celle qui payera 250 l. aura une chopine de vin, $\frac{5}{4}$ de pain blanc, une livre de viande crüe, moitié bouillie pour dîner, moitié rôtie pour souper et 2 portions de maigre, une de morue, une de légume chaque vendredi et chaque samedi.

7) Celle qui payera 300 l. aura $\frac{2}{4}$ $\frac{1}{8}$ de vin, $\frac{5}{4}$ de pain blanc, une livre de viande crüe, moitié bouillie pour dîner, moitié rôtie pour souper et les jours maigres 3 portions, une de morue, une de légume et une troisième de 3 œufs ou de 3 onces de fromage.

8) Celle qui payera 350 ou 400 l. aura le premier réfectoire des sœurs officières.

Les enfants correctionnaires, les mendiants et les femmes prostituées étaient nourries de pain, de potage et d'eau « si ce n'est qu'ils gagnent par le travail auquel on les appliquera par la suite, de quoi acheter une demie livre de bœuf aux jours où l'on peut manger de la viande ou quelque fruit ou autres rafraichissements lorsque les Directeurs qui en auront soin trouveront à propos de leur permettre » (1).

Le vêtement des femmes admises à la Salpêtrière était composé d'un juste et d'une jupe grise, appelée

(1) Règlement que le roy veut être observé, etc., loc. cit.

vulgairement tiretaine sur fil, qu'on leur délivrait tous les 2 ans avec une paire de bas de laine tous les ans. Celui des jeunes filles et enfans, d'une jaquette et d'un jupon de pareille étoffe, avec une paire de bas de laine pour l'hiver et des chaussettes de toile pour l'été. On donnait des sabots en général à tous les pauvres qui en avaient besoin, de plus, une chemise par semaine et quelquefois plus suivant leur besoin, avec mouchoir et cornette, et des draps tous les mois autant qu'il était possible (1).

Quant aux salles, nous savons surtout qu'elles étaient horriblement encombrées; dès 1674, Mlle de Mouchy informe le bureau qu'il n'y a plus de place pour loger les femmes à la Salpêtrière et que les dernières entrées couchent sur la paille (2); en 1751 nous voyons dans Joly de Fleury qu'il y a 100 loges pour 400 folles et en 1754 les administrateurs constatent « que le nombre des pauvres est tellement augmenté que cette Maison, où à peine 3 à 4.000 pauvres peuvent loger, en contient plus de 7.500 de tous âges, de toute espèce et de tous pays. Ils couchent 4 à 5 dans le même lit. La maison de force en renferme plus de 800. Le scorbut et les autres maladies contagieuses y règnent et exposent l'hôpital, comme la ville de Paris même, aux plus grands dangers de contagion » (3).

En 1773 une délibération du bureau du 11 janvier décide de ne plus attribuer gratuitement et sur recommandation, de lit individuel; il faudra dorénavant apporter son lit et payer en entrant une certaine somme d'argent (4).

Enfin en 1788. Tenon écrit dans son mémoire: « J'ai vu à la Salpêtrière jusqu'à 8.000 personnes ».

Pour les correctionnaires, les mendiante et les prostituées. La question des lits ne se posait pas au début du XVIII^e siècle, le règlement de 1684 ayant seulement prescrit qu'ils auraient « une paillasse, des draps et une couverture pour se coucher ». Mais cela ne diminuait pas l'encombrement, bien au contraire.

(1) Arch. Nat. F15 1861.

(2) Arch. de l'Assist. publique. Papiers Menachon.

(3) Lallemand., loc. cit. T. IV, 1^{re} partie, p. 503.

(4) Arch. de l'Ass. publ. n. sér. 115.

Comme on a pu le voir par le règlement général, les pauvres ne restaient pas inoccupées, elles étaient employées pour la plupart à toutes les besognes que peut nécessiter l'usage de la laine et de la toile : à carder, peigner, filer, fabriquer les étoffes, les teindre, les épincer, les plier, les presser. Il y avait cinquante « métiers battant » à la Salpêtrière, pouvant donner par an trente mille aunes de toile « qui forme le linge de l'état-major et des pauvres ». Les plus adroites faisaient de la dentelle, des broderies, les plus rudes étaient employées à la buanderie et lavaient le linge de l'hôpital. D'après l'édit de fondation chaque corps de métier de la ville de Paris devait fournir deux compagnons ou deux filles pour enseigner les pauvres et ces compagnons gagnaient la maîtrise après six ans d'enseignement.

Les pauvres devaient primitivement toucher le tiers du produit de leur travail « sans qu'il leur soit rien diminué, ny pris aucune chose » cependant cette règle ne semble pas avoir toujours été observée car La Rochefoucauld nous apprend que nulle récompense particulière n'était accordée aux plus habiles.

Quant aux enfants correctionnaires et aux femmes prostituées, « on les fera travailler le plus longtemps et aux ouvrages les plus rudes que leurs forces et les lieux où ils seront le pourront permettre et en cas qu'ils donnent sujet par leur conduite de juger qu'ils veulent se corriger, on leur fera apprendre, autant qu'il sera possible des métiers convenables à leur sexe et à leur inclination et propres à gagner leur vie et ils seront traittez avec douceur à mesure qu'ils donneront des preuves de leur changement » (1).

Le produit de leur travail servait à apporter quelque adoucissement à leur régime alimentaire mais leur situation n'en était pas moins pénible :

« Presque toutes les femmes de la Force, surtout les jeunes, travaillent au profit de la maison : on leur accorde, dit-on, quelques douceurs au-delà du traitement ordinaire des pauvres, mais elles ne leur parviennent que par la volonté des sœurs. On abandonne aux

(1) Règlement que le roy veut être observé, etc., loc. cit.

femmes qui ne savent que filer et tricoter le produit de leur travail; mais il faut faire vendre leur ouvrage et le peu qu'elles en retirent est si modique que malgré leur solitude et leurs besoins, les meilleures ouvrières ne gagnent pas au-delà de 10 sols par semaine » (1).

De plus, ces malheureuses étaient souvent, de même que les folles, en but à la curiosité du public qui moyennant un pourboire aux geôlières, pouvait arriver jusqu'à elles :

« La maison qui contient sept mille femmes est gouvernée par des religieuses de l'ordre de Ste-Claire, au nombre de douze. Les filles de joie sont au nombre de deux mille quatre cent; la célèbre madame de la Motte est classée parmi elles sur les registres; mais elle a une chambre séparée et n'est pas vêtue du même costume qui est une étoffe grossière taillée en sac. Notre portière moyennant un supplément de salaire nous la fit voir; il est très vrai qu'elle ressemble au portrait de notre Reine, et il y a en elle la manière de se présenter d'une femme de qualité; elle parut étonnée de notre visite; mais, comme cela lui étoit probablement une distraction, elle ne s'en offensa pas et se prêta à nous faire la conversation; sa mise est celle d'une dame en négligé, et elle étoit occupée à parfiler quand nous entrâmes. Les autres femmes sont cinq dans le même lit » (2).

Même pour les femmes sentenciées, la solitude n'étoit pas alors aussi rigoureuse qu'elle l'est aujourd'hui. Elles étaient souvent réunies dans des dortoirs, et lorsque leur conduite donnait satisfaction, on leur accordait la liberté des cours.

Par contre, toute révolte, toute faute étoit sévèrement punie. « Leur paresse et leurs autres fautes seront punies par le retranchement du potage, par l'augmentation du travail, par la prison et autres peines usitées dans ledit Hôpital, ainsi que les Directeurs l'estimeront raisonnable » et on ajoute, pour les femmes prosti-

(1) La Rochefoucauld-Liancourt, loc. cit.

(2) Coguel. La vie parisienne sous Louis XVI, p. 49.

tuées la peine du « Carquan et les malaises durant certains temps de la journée » (1).

L'Edit de fondation avait du reste donné aux Directeurs tout pouvoir pour la correction et le châtiment des pauvres, prévoyant la construction de « poteaux et carcans, prisons et basses fosses ».

XII. Nous donnons et attribuons aux Directeurs par nous cy devant nommez... tout pouvoir et autorité de Direction et Administration, connoissance, juridiction, police, correction et chastiment sur tous les pauvres mendiants de nostre ville et faux-bourgs de Paris, tant dedans que dehors ledit Hospital général et exclusivement, privativement et independamment de la Direction du grand Bureau et de toute autre direction de Police de nostre ville, faux-bourgs, prevosté et vicomté de Paris.

XIII. Auront pour cet effet les Directeurs poteaux et carcans, prisons et basses fosses dans ledit Hospital général et lieux qui en dépendent, comme ils adviseront, sans que l'appel puisse estre reçu des Ordonnances qui seront par eux rendues pour le dedans dudit Hospital, et quant à celles qui interviendront pour le dehors, elles seront executées selon leur forme et teneur nonobstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire et sans préjudice d'icelles et pour lesquelles nonobstant aussi toutes defenses et prise à partie ne sera différé...

Voici en résumé quelle était la gradation des punitions dans l'Hôpital: Pour des fautes légères, retranchement de nourriture, en cas de récidive et faute grave, coucher sur la paille; lorsqu'il s'agit de fautes plus graves on sort le pauvre de sa salle et on le fait passer aux insensés pour 15 jours; en cas d'habitudes formées, on emploie le malaise ou la force et enfin pour les vices réels on se sert des cachots (2).

Voici un exemple de jugement fait par le bureau; il s'agit d'une enfant de la Salpêtrière, qui avait tendu la main à la porte d'une église au lieu de tendre le tronc destiné aux offrandes, et ceci pour la seconde fois, malgré une première observation:

(1) On mettait le prisonnier dans une espèce d'armoire extrêmement basse connue dans la maison (de Bicêtre) sous le nom de Malaise, et où les plus petits hommes ne pouvaient rester debout. (La Rochefoucauld). On envoyait les femmes de la Salpêtrière dans les malaises de Bicêtre.

(2) Arch. Nat. F15, Série 1861.

« Surquoy la compagnie après avoir délibéré a arrêté que la nommée Genevieve Sélincourt questeuse à l'église des Petits Pères de la place des Victoires, sera arrêtée des Petits-Pères de la place des Victoires, sera arrêtée et conduite à la maison de force de la Salp. pour ensuite et à trois jours différents estre attachée a un poteau dans la cour de ladite maison ayant un ecriteau devant et derrière contenant ces mots: Voleuse de boette de l'hopital général. Ensuite mise au cachot pendant un mois au pain et à l'eau, et chassée » (1)).

Afin de connaître ce « bureau » dont les sentences sont aussi rigoureuses, il nous faut maintenant étudier l'administration.

Toutes les maisons de l'Hôpital Général étaient régies par un pouvoir central composé de sept principaux administrateurs et de vingt et un à vingt quatre administrateurs en second (2). Le premier groupe était formé par le président du Parlement, le procureur général, l'archevêque de Paris, le président de la Cour des comptes, celui de la Cour des aides, le prévôt des marchands et le lieutenant de police, tous gens trop haut placés pour être une aide effective. Sur les autres directeurs retombait donc pratiquement le fardeau de l'administration. Ils se réunissaient en une assemblée dite le « bureau » tous les mercredis chez le premier Président et l'Archevêque alternativement, et tous les samedis à la Pitié. Ils devaient loger, nourrir, élever, occuper et châtier une population de 10 à 15 mille personnes et leurs arrêts étaient sans appel ; ils devaient administrer les biens de l'hôpital provenant de donations, veiller au recouvrement des taxes instituées par le roi pour subvenir aux besoins sans cesse croissants de l'hôpital et de plus s'occuper de la tutelle des mineurs et de la curatelle des aliénés placés dans leurs maisons ; « cette tutelle s'exerçait à l'exclusion de tous les parents ; les directeurs administraient les biens et représentaient les mineurs dans tous les actes qui intéressaient leur patrimoine ; ils devaient consentir à leur émancipation » (3).

(1) Bibl. Nat. Joly de Fleury, n. 1222, p. 105.

(2) de Luynes. Mémoires T. 10.

(3) Parturier. L'Assistance à Paris sous l'ancien régime et la Révolution, thèse de droit 1897, p. 136.

Pour l'administration particulière des diverses maisons, les directeurs divisés en plusieurs groupes prenaient le nom de commissaires. Chaque groupe s'occupait d'une maison, traitait toutes les affaires courantes et ne transmettait au bureau que ce qui pouvait intéresser l'administration en général. Chaque fois qu'il se réunissaient c'est-à-dire chaque semaine et particulièrement le vendredi pour la Salpêtrière, la sœur supérieure devait venir faire son rapport. La réunion avait toujours lieu dans l'hôpital qu'il s'agissait d'administrer.

A la Salpêtrière, la supérieure dirigeait tout, ayant sous ses ordres l'économe dont elle vérifiait les comptes et contresignait les états; au début même, elle fut la supérieure de tout l'Hôpital Général, mais plus tard, on en nomma une pour chaque maison. Elle était nommée par le bureau et prise en général parmi les sœur officières depuis longtemps dans la maison. Nous relevons les noms de Mlle de Mouchy (vers 1677), Mlle Pancatelin (1719), Mlle Victoire (1789), la célèbre Mme de Moysan (1749) dont l'élection, forcée par l'Archevêque, amena une démission des directeurs, une remontrance du Parlement au roi qui voulait confier à l'Archevêque la direction complète de l'Hôpital, l'envoi d'une lettre de jussion et enfin la suspension des séances du Parlement pendant un mois.

Cependant les nouveaux directeurs nommés par l'Archevêque se débattaient au milieu de difficultés financières, ils avaient bientôt 3.500.000 livres de dettes, le nombre des employés augmentait et lorsqu'en 1758 le roi rétablit les réglemens d'avant 1749 l'Hôpital était déjà voué à la ruine.

La supérieure recevait des Magistrats, les ordres qui lui étaient tous adressés, elle disposait de tous les emplois de la maison, en présentant les sujets au bureau; c'est elle qui plaçait et distribuait dans les différents quartiers de la maison les pauvres qui s'y présentaient (1).

(1) Arch. Nat. F15, série 1861.

Elle avait directement sous ses ordres trente quatre sœurs officières qui s'assemblaient chez elle le matin, après le dîner et après le souper, qui lui rendaient compte de ce qui s'était passé dans la journée et dans la nuit, et qui recevaient ses ordres (1). Ces sœurs officières, malgré leur nom, ne formaient pas une congrégation religieuse, « elles ne sont liées par aucun vœu et se consacrent volontairement au service des pauvres. Elles peuvent quitter la maison quand elles le veulent, on peut aussi les renvoyer quand on n'est plus content d'elles. Elles héritent de leurs parents, et leurs parents héritent d'elles » (2).

Ces sœurs se recrutaient parmi les célibataires ou les veuves sans enfants (3), surtout âgées de 20 à 30 ans. Elles étaient prises 3 mois à l'essai, puis devaient rester 2 ans sous-officières. Ensuite, après 6 ans de service, si les sœurs officières avaient l'assentiment du bureau, elles étaient assurées d'être entretenues jusqu'à la fin de leurs jours, saines ou malades (sauf en cas d'indiscipline grave).

Les sœurs officières étaient vêtues d'un manteau et d'une jupe d'étoffe de laine noire, d'un mouchoir noir et d'une coiffe, elles pouvaient sortir une fois par semaine, mais toujours accompagnées et munies d'un billet de sortie signé de la supérieure.

Les sous-officières, habillées de même « sont coiffées de noir et ont un béguin blanc pour les distinguer des officières; les gouvernantes (sortes de filles de service), ont une coiffure toute blanche et les suppléantes portent l'habit gris de la maison avec une petite coiffure blanche à la dévote (4) ».

Les secours spirituels étaient assurés par un recteur et quinze ecclésiastiques; ils remplissaient les fonctions dévolues habituellement aux notaires et aux curés des paroisses; ils recevaient ou rédigeaient les testaments des pauvres, des prisonniers et des employés et faisaient les

(1) Joly de Fleury, 157.

(2) Arch. Nat. F15, série 1861.

(3) Arsenal 2566.

(4) Arch. Nat. F15, série 1861.

enterrements, enfin ils avaient le droit de tenir les trois registres des décès, des mariages et des baptêmes (1). Les troubles parmi les ecclésiastiques furent assez nombreux. Tout d'abord ils entendirent élire eux-mêmes leur recteur et revendiquèrent ce droit pendant deux ans. Plus tard la brûlante question du jansénisme troubla l'hôpital, et enfin en 1790 à la suite de l'affaire des billets de confession (2) et du renvoi de l'abbé Chaix d'Estance, tous les ecclésiastiques finirent par être expulsés de la Salpêtrière, par une décision de l'Assemblée Nationale.

L'économe de la Salpêtrière, assisté d'un sous-économe et de six commis s'occupait de toutes les dépenses de la maison, il traitait les marchés, recevait l'argent provenant du travail des pauvres et touchait les pensions.

Toutes les pensionnaires, excepté les prisonnières étaient obligées de payer en entrant une somme de 120 livres et de fournir leur lit. Si elles voulaient avoir une cellule, elles devaient payer 300 l.

Les pensions variaient de 100 à 600 l. Sur un état de 1750, on note sept prisonnières par ordre du Roi, payant pension, six de 100 et une de 120 l. et onze prisonnières par ordre de police dont huit paient 100, deux 150 et une 200 l. (sur un total de 69 prisonnières d'ordre du roi et 963 d'ordre de police) (3).

En 1790 il y avait 66 pauvres et pensionnaires payant pension: quatre de 600, une de 400, une de 350, sept de 300, trois de 250, vingt six de 200, dix huit de 150, six de 100 et 200 livres (4). Enfin, les folles payaient 300 livres de pension.

(1) Joly de Fleury, 1229, cité par Richard. Histoire de l'Hôpital de Bicêtre. Paris 1889, p. 45.

(2) Fin avril 1790 il y eut une émeute causée par la prétention des sœurs, de ne laisser sortir que les bons pauvres, munis d'un billet de confession. L'abbé Chaix d'Estance dénonça l'affaire. Le clergé se divisa en deux parties dont l'une soutint les sœurs et l'autre les pauvres. L'Assemblée Nationale sur le rapport du Comité de mendicité finit par expulser tous les prêtres. Archives de la Seine 8° 223/8.

(3) Bibl. de l'Arsenal. Arch. de la B. n. 12.694.

(4) Arch. Nat. F15 1861 (réponse de Doumey au questionnaire de M. Jussieu.)

Ajoutons d'autre part que si la place de directeur était gratuite, par contre tous les autres emplois étaient rétribués. Voici un aperçu de ces rémunérations :

« Le Recteur chef reçoit 500 l. les autres ecclésiastiques 300, 250 et 200 ; les supérieures 500, les sœurs offcières 90, les économes 500 (sont obligées de s'entretenir) ; les autres employés de 36 à 150 ; les gens de service 9 à 18 ; les pauvres ont un sol par jour pour leur travail » (1).

Pour contenir les prisonnières de la maison de Force, la Salpêtrière possédait une garde spéciale, logeant dans la maison. Les réglemens interdisaient sévèrement aux soldats de se mêler à la population de l'Hôpital, ils devaient faire des rondes de nuit, empêcher les pauvres de circuler après l'heure du coucher et prêter main-forte en cas de besoin.

« Article V (2)— La garde montante sera toujours composée pour le service ordinaire de 2 caporaux et de 8 soldats, lesquels en descendant la garde resteront de piquet au corps de Garde général, dont 1 caporal et 4 soldats serviront aux patrouilles et les 4 autres soldats qui auront été de repos serviront au renfort du poste de la Maison de Force pendant la nuit suivante et cela alternativement chacun à tour de rôle.

Voyons maintenant, au point de vue médical, de quelle façon étaient traitées les habitantes de la Salpêtrière.

Au moment de sa fondation, la Salpêtrière n'avait pas été installée pour traiter les maladies aiguës ; les infirmes qu'elle recevait étaient des incurables. Lorsqu'un pauvre se trouvait atteint d'une maladie que l'on jugeait devoir être longue et grave, on l'envoyait à l'Hôtel-Dieu. Au début ce transfert ne pouvait se faire qu'une fois par semaine, le vendredi, et encore pendant le carême aucune admission ne pouvait avoir lieu. Plus tard, on les conduisit chaque matin à l'Hôtel-Dieu, en

(1) Arch. de l'Assist. publique, nouvelle série m s. 41 ; Etat de l'H. G. de Paris.

(2) Id. nouvelle série 115. Règlement pour le service militaire et la discipline de la Garde de la Maison de la S. arrêté au Bureau Général, tenu à la Pitié le lundi 20 novembre 1780.

carriole ou sur un brancard, selon leur état. Lorsque le malade revenait à la Salpêtrière, il était mis à un régime spécial jusqu'à complet rétablissement.

« A l'égard des pauvres qui reviennent de l'Hostel Dieu et qui rentrent dans les dortoirs, les sœurs en avertissent la Supérieure afin qu'elle leurs fasse donner du vin et doubles portions pendant huit ou quinze jours selon leurs faiblesses, et sy après ce temps là passé leurs santés n'est point assez rétablie, elles donneront leurs noms à la Supérieure laquelle les yra voir et les fera visiter par le médecin » (1).

Les maladies vénériennes étaient traitées à Bicêtre où l'on fouettait tout d'abord les femmes avant de commencer le traitement. Quant aux affections bénignes elles étaient soignées dans les infirmeries de la Salpêtrière qui se multiplièrent à mesure que la population augmenta. En 1754 on dû en créer une pour la maison de Forcé, l'Hôtel-Dieu refusant de recevoir les prisonniers malades qui pour tout l'hôpital formaient, par an, un total de 1.200 personnes. De plus pendant les transports il y avait souvent eu des changements d'état-civil facilitant les évasions et créant les plus grands ennuis.

Ces infirmeries, au nombre de dix en 1788 (celle de MM. les ecclésiastiques, des officières, des maîtres, des gouvernantes, des filles de service, des ménages, de Ste-Claire pour les bonnes ouvrières de cet emploi; et dans la Maison de Force, celle du commun, celle de la correction et celle de la prison (2) étaient de plus souvent encombrées par les maladies qui régnaient périodiquement: le scorbut, les fièvres intermittentes, la gale, la teigne, pour ne citer que les plus communes. La visite du médecin et du chirurgien devait avoir lieu tous les jours, et la bouche des enfants devait être examinée systématiquement deux fois par semaine, pour prévenir le scorbut.

« La supérieure visitera les malades de l'infirmerie le plus souvent qu'Elle pourra, Elle prendra garde que les médicaments, nourritures et autres besoins leurs soient distribués autant que la maison le peu permettre, que la

(1) Règlement des officières. Arsenal, n. 2566, article 28.

(2) Tenon. Mémoires sur les hôpitaux de Paris, 1788.

visite des medecins soit faite soigneusement selon l'intention du bureau, que le chirurgien fasse exactement son tour tous les jours dans les dortoirs, qu'il examine les pauvres qui peuvent avoir besoins d'estres envoyez à l'Hostel-Dieu, qu'il ayt un soing exact de la bouche des enfans et scorbutiques et de les visiter tous deux fois par semaine, Elle ne permettra point que l'on donne aucun remede violent ou extraordinaire sans l'ordre du medecin et sy il arrive quelque contravention ou relâchement dans ces exercices, Elle en avertira le bureau(1). »

L'Hôtel-Dieu ayant brûlé en 1773 l'Hôpital Général moyennant une indemnité de 40.000 livres s'engagea à ne plus y envoyer de malades pendant trois ans (2). Cependant il fallait trouver des locaux et en 1780 on entreprit la construction d'une infirmerie pouvant contenir 300 personnes et où les malades auraient des lits séparés.

On a souvent reproché aux medecins de l'Hôpital Général de n'avoir pas traité les fous enfermés dans leurs maisons, mais il faut dire pour leur décharge qu'on ne leur envoyait que les sujets réputés incurables et qui devaient déjà avoir subi un traitement :

« On n'est reçu à la Salpêtrière et à Bicêtre que sur un ordre du ministre qui a le département de Paris; on ne l'obtient qu'en prouvant que ceux pour lesquels on le sollicite ont été traités et que le succès n'a pas répondu aux espérances qu'on avait de les guérir (3) ».

C'est aussi à l'Hôtel-Dieu que devaient être traités les aliénés. La salle Ste-Geneviève était réservée aux femmes et contenait six grands lits et huit petits. Elles y recevaient le traitement habituel, bains, douches, saignées, purgations et vésicatoires. Après trois mois d'essais infructueux, elles étaient envoyées à la Salpêtrière (4).

Avant la construction des nouvelles loges de Viel, leur situation était rendue plus critique encore par l'in-

(1) Arsenal 2566. Règlement de la supérieure, 8 aoust 1721, article 29.

(2) Histoire de l'Hôpital de Bicêtre. Richard, Paris 1889, p. 58.

(3) Tenon, loc. cit., p. 211.

(4) Fosseyeux. Les aliénés à Paris, congrès d'Anvers, août 1920.

suffisance de logement qui était tel qu'il n'y avait que cent loges pour 400 folles. Certaines étaient à deux dans les loges, les autres entassées dans des greniers sur de la paille. Enchaînées lorsqu'elles étaient agitées, elles se trouvaient surtout livrées à la curiosité de la foule qui à l'abri derrière les grilles se faisait un jeu de les agacer et de les exciter :

« Les folles atteintes d'accès de fureur sont enchaînées comme des chiens à la porte de leur loge, et séparées des gardiennes et des visiteurs par un long couloir défendu par une grille en fer; on leur passe, à travers cette grille, qui règne en face de chaque loge dans toute la longueur du couloir, leur nourriture et la paille sur laquelle elles couchent; au moyen de rateaux, on retire une partie des malpropretés qui les entourent... On nettoie les salles deux fois par jour (1). »

La supérieure, responsable de tout ce qui se passait dans la maison devait aussi veiller au service des aliénées, s'assurer qu'elles n'étaient pas maltraitées, et en cas de sévices, elle devait prévenir le bureau qui renvoyait l'employée incriminée :

« La supérieure se fera rendre compte si les personnes appliquées au service des folles et imbecilles gardent assez de modérations dans la conduite dure et sévère qu'elles sont quelques fois obligées d'avoir à leur égard (2) ».

Cependant à la fin du XVIII^e siècle il ne sembla pas y avoir grand changement dans l'hospitalisation des folles. En 1788, il y a à la Salpêtrière 150 folles furieuses, 150 femmes imbéciles et 300 épileptiques et La Rochefoucauld Liancourt les trouve à l'époque de son inspection dans le même état lamentable.

« A tous ces maux qui proviennent des localités, de l'absence de toute espèce de traitement, du trop grand nombre d'individus rassemblés sur un trop petit espace; il faut ajouter les contradictions habituelles qu'éprouvent les

(1) Coguel, loc. cit.

(2) Arsenal 2566, article 38, règlement de la supérieure.

folles entièrement livrées à l'agacerie des curieux qui les visitent et aux mauvais traitemens des employées qui les doivent soigner et qui déjà aigries elles-mêmes par un genre de service dur et repoussant ne les considèrent que comme des animaux à qui elles apportent la nourriture et l'eau et qu'elles séparent quand ils se battent... »

Au moment de la fondation de l'Hôpital Général (1), on nomma un médecin et un chirurgien en chef qui logèrent à la Pitié; ils touchaient 1.000 livres par an et visitaient chaque maison de l'H. G. deux fois par semaine. Les médecins et chirurgien en chef étaient nommés directement par le Bureau. Pour les chirurgiens gagnant-maîtrise, le bureau les choisissait dans une liste de concurrents, présentés par la Faculté après concours passé devant elle. Il y avait un chirurgien gagnant maîtrise dans chaque hôpital. Le chirurgien gagnant maîtrise logeait à la Salpêtrière, il lui était défendu de travailler au dehors pour quelque cause que ce fut; il faisait la visite, surveillait les ordonnances et présentait au médecin les nouveaux malades; il se faisait aider par le compagnon gagnant maîtrise et par les apprentis (choisis par le chirurgien chef d'accord avec le bureau).

Les ordonnances étaient exécutées sous les ordres de l'apothicaire en chef qui logeait à la Salpêtrière, la Pitié et Bicêtre n'ayant qu'un gagnant maîtrise.

Les médecins de l'hôpital étaient toujours gens très renommés, souvent même, des médecins du roi; le premier est Raymond Finot, puis Ferme Lhuys lui succéda à la fin du XVIII^e siècle ; nous trouvons ensuite l'Epy (de 1715 à 1757), Gaulard (en 1762), Philips (1782). Vers 1783 après la construction des nouvelles infirmeries, on nomma un médecin résidant à la Salpêtrière; le premier fut Saillant (1) qui n'accepta la place que pour peu de temps, résigna ses fonctions et fut remplacé par Chambon de Montaux. Celui-ci ayant été révoqué en 1790 et s'étant consacré à la vie publique, Saillant se fit nommer de nouveau médecin de la S. mais fut congédié le 4 nov. 1791. Riche et influent il eut beaucoup de peine à se consoler de sa disgrâce et en fit appel au roi. Celui-ci confirma la décision du

(1) Boucher, *loc. cit.*

(1) Mac Auliffe.

Directoire du Département. Saillant ne touchait pas d'émoluments.

Chambon de Montaux fut médecin à la S. de 1786 à 1790 époque à laquelle il fut destitué. Voici à ce sujet ce que dit le Journal de la Municipalité et des districts (n° du 8 avril 1790) : « Les administrateurs de l'H. G. ont jugé à propos de destituer de sa place de médecin M. Chambon. Les motifs constatés dans un procès-verbal fait par cette administration et que par ménagements elle n'a pas fait porter sur ses registres sont quelques propos désobligeants sur les sœurs officières, des vivacités quand elles manquaient au service, un propos irreligieux que M. Chambon a démontré être fondé sur une équivoque ». Il fut élu maire de Paris fin nov. 1792 et fut d'ailleurs attaqué aussi bien comme médecin qu'en qualité d'homme politique.

Il écrivit un livre sur les « moyens de rendre les hôpitaux plus utiles à la nation », de ton pourtant modéré mais qui fut aussi très vivement critiqué par les contemporains.

Pinel lui succéda.

Garanties. — Inspection

Les détenues une fois enfermées à la Salpêtrière y étaient-elles perdues pour le monde, abandonnées à tout jamais à l'arbitraire ? Nous croyons au contraire que les garanties offertes aux internées étaient déjà très grandes. Tout d'abord, il y avait les visites du Lieutenant de Police qui avaient lieu tous les mois ; cet officier recevait les placets, interrogeait les détenues, désignait les sortantes.

« Il y a aujourd'hui huit jours que j'allai faire à l'Hôpital une de ces visites que j'y fais ordinairement tous les mois, et l'état abrégé qui accompagnera cette lettre vous fera connaître que les pauvres n'y sont pas en aussi grand nombre que l'année dernière quoiqu'on n'ait jamais été plus attentif à renfermer les mendiants et à retenir ceux qui paraissent incorrigibles ou que leur

âge et leurs infirmités rendent incapables d'un travail pénible et assidu » (1). (Lettre de d'Argenson à Ponchartrain, 14 mai 1704.)

Les placets des détenues réclamant contre leur internement ou demandant leur liberté n'étaient pas traités avec dédain, on les remettait à un commissaire que l'on chargeait d'une enquête, et le dossier devait être présenté à la visite suivante du lieutenant de police.

Voici par exemple un placet :

« Elisabeth Egron veuve de Nicolas Dara native de Paris paroisse de Saint-Médart, âgée de 44 ans arrêtée chez elle d'ordre du Roy, menée au fort Levesque où elle a esté 17 jours sans parlé à aucun juge. ensuite conduite à la Salpêtrière le 24 mars 1731 sans savoir pourquoy, n'ayant rien qui la rendent (sic) suspecte sur le pavé de Paris (2) .

Le Lieutenant de police le renvoyait en même temps que les autres qu'il avait reçus, écrivant ceci au verso :

« A M. Rossignol pour joindre aux autres papiers pareils avec une note sur le sujet que ce papier regarde, sur le petit état et me représenter le tout à la prochaine visite ».

Si par hasard le ministre avait reçu directement le placet il l'envoyait au lieutenant de police en le chargeant d'une enquête :

« Je vous envoie, Monsieur, un mémoire que j'ay reçu de la nommée Roze Giffard, femme du sieur Noel, qui demande la révocation des ordres en vertu desquels elle est détenue à la Salpêtrière. Ce mémoire est accompagné d'un certificat de M. le Président d'Esmeval qui, sans la justifier entièrement, semble cependant annoncer que ses desordres ont été exagérés par son mary. *Je vous prie d'examiner de nouveau cette affaire* et de m'envoyer votre avis (1) ».

(1) Notes de René d'Argenson, page 116.

(2) Arsenal. Arch. de la Bastille n. 12.695.

(3) Paul Serieux, loc. cit.

Les rapports du lieutenant de police étaient toujours circonstanciés. Ceux de Marc-René d'Argenson sont fort remarquables à ce sujet, en voici quelques exemples :

Madeleine Chamois, femme la Siamoise. Elle est âgée de 68 ans, originaire de Langres. C'était une de ces fausses sorcières qui gagnaient leur vie à promettre aux femmes des maris commodes et des amants fidèles; il fallait pour cela que ces pauvres dupes se missent toutes nues et reniassent en sa présence chrême et baptême, ayant une bougie noire à la main. Elle est assez docile mais sa conversion paraît douteuse, et m'étant informé de l'état de sa fortune et de celui de sa famille, j'ai su qu'elle n'a ni bien ni ressources (1704) (1).

M. Saugeon. — Elle est âgée de 45 ans, originaire de Paris. En 1704. Fausse sorcière et qui paraissait à la Bastille d'une extravagance outrée: elle avait alors des prétentions sur des principautés imaginaires et un grand ascendant sur les trésors et les esprits, mais le silence et l'humilité de l'hôpital ont anéanti toutes ses chimères. Le mari, aussi visionnaire que la femme, est à Bicêtre. Sa folie était de croire ou de persuader à ses dupes qu'il recevait des lettres du Pape et du Roi, et que les personnes les plus éminentes et les plus illustres de la cour l'honoraient de leur confiance et de leurs lettres, le traitaient de cousin et lui faisaient espérer les premiers emplois. Dans ces circonstances, je n'ose encore vous proposer leur sortie et j'y fais d'autant plus de difficultés, qu'étant originaires de Paris, il faudrait bien les y souffrir, et s'ils cessaient d'être à l'hôpital de l'ordre du Roi, on serait bientôt obligé de les y ramener comme pauvres,

Souvent le lieutenant de police écrit à la supérieure pour savoir comment se comporte une malade. Celle-ci répond en envoyant un véritable certificat de situation :

« *Marville à Mlle Baillif, supérieure de la Salpêtrière.*

« Je vous prie de ne pas manquer de me marquer, aussitôt la présente reçue, comment se comporte Angélique Dubois, si elle a eu des convulsions depuis sa détention, et si elle en a encore.

(1)) Ravaissou, loc. cit. X, page 399.

« Mlle Baillif à Marville.

« Cette Dubois se conduit fort bien en cette maison; elle n'y a jamais eu de convulsions, elle dit qu'elle n'y prend nulle part et qu'elle ne sait pourquoi on l'a enfermée; et c'est le langage ordinaire qu'elle tient ici (1) ».

Ajoutons encore avant de terminer que l'internement par lettre de cachet est en général indéfini; on met le sujet en liberté lorsqu'il y a amélioration. Cependant on fixe parfois la durée de détention, comme il apparaît dans le rapport suivant de d'Argenson:

« Les nommées Pillon, La Feuillade et Heuvet y (à l'hôpital) seront incessamment conduittes pour y rester durant six mois, suivant l'ordre du Roy qui accompagnait votre dernière lettre (2). »

La sentence « jusqu'à nouvel ordre » n'a du reste pas été immédiatement abolie par la Révolution car nous pouvons lire dans un extrait des registres des délibérations de la Commission administrative des Hospices civils de Paris, de l'an sept une condamnation jusqu'à nouvel ordre:

(Il s'agit d'un vol commis chez son patron par une enfant de la maison de la Salpêtrière).

« La commission considérant que les conditions insérées dans le brevet du 24 floréal dernier étoient avantageuses à la citoyenne Joséphine; que sa mauvaise conduite l'en ayant rendu indigne, elle doit non seulement en être privée mais qu'elle est dans le cas d'être punie...

Arrête que la citoyenne Marie Madeleine Joséphine sera réintégrée à la Maison Nationale des femmes (Salpêtrière) et mise en réclusion dans une chambre de la correction pour y être jusqu'à nouvel ordre » (3).

(1) Ravaisson, loc. cit. XV, page 34.

(2) Cottin, loc. cit. p. 280.

(3) Arch. de l'Assist. publique, nouv. série 121.

SORTIE

Les bons pauvres, lorsqu'ils trouvaient quelque parent qui veuille bien les recevoir, pouvaient demander leur sortie, mais ils devaient, en partant, abandonner leur lit et la somme d'argent qu'ils avaient versée à leur entrée. Les enfants élevés à l'Hôpital étaient mis en apprentissage, les garçons chez des artisans de la ville, les filles, dans les ouvroirs; quelquefois elles étaient réclamées par des couturières ou des maîtresses d'ateliers, d'autres entraient en condition chez des bourgeois de la ville qui venaient à la Salpêtrière chercher des domestiques. Certaines se mariaient, mais bien peu car il n'y en avait que deux ou trois, année commune, malgré le trousseau de 300 livres fourni par l'Hôpital.

Le plus souvent le résultat de l'éducation hospitalière n'était pas très encourageant; le rapport d'un administrateur à la séance du 7 janvier 1761 nous apprend que « La plupart des filles restent à la Salpêtrière jusqu'à l'âge de 25 ans et alors se regardant comme libres et affranchies, elles disposent d'elles-mêmes; les garçons parvenus à un âge formé se trouvent sans profession et sans aucune utilité; une partie s'évade, et ceux que le bureau met en métier se regardent aussi comme

libres et affranchis, se répandent dans Paris et dans les provinces. La misère les rend vagabonds et libertins; abandonnés à eux-mêmes ils se livrent à toutes sortes de vices, et souvent leur fin est tragique » (1).

Lorsqu'il s'agissait de mendiante, elles ne pouvaient être mises en liberté que lorsque quelqu'un payait pour elles la pension correspondant à leur séjour à l'hôpital. On a vu par les réglemens que lorsqu'il y avait eu réciproque, les mendiante devaient être enfermées à vie. Ce réglemant ne fut pas longtemps observé dans toute sa sévérité, et au bout de quelques années on rendait les mendiante à la liberté après quelques mois de captivité.

Les prostituées sortaient de la maison de force une fois leur temps de détention fini lorsque leurs surveillantes rendaient d'elles de bons témoignages. En cas de rébellion, on les gardait plus longtemps.

Les enfans correctionnaires entrés par le bureau sortaient sur la simple demande de ceux qui avaient réclamé la détention, ceux entrés par lettre de cachet ne pouvaient sortir que sur présentation d'une lettre de cachet de sortie. Celle-ci était du reste immédiatement accordée aux parents qui réclamaient ainsi leurs enfans.

Pour toutes les femmes entrées par lettre de cachet, la procédure de sortie ressemblait beaucoup à celle de l'entrée ; il fallait un placet de la prisonnière ou de sa famille, ou bien une intervention des sœurs qui jugeant la punition achevée proposaient la sortie au lieutenant de police, lors d'une de ses visites mensuelles, et inscrivaient le nom de la prisonnière sur un état en marge duquel le lieutenant de police mettait son appréciation. Ces états portaient le nom de la femme, la date de l'ordre du roi et le motif de la détention :

**Etat des femmes détenues à l'hôpital,
dont on doit proposer la liberté**

Liberté.	Françoise et Louise Baudet d'Angoulême. Ordre du 30 juillet 1723.	Pour avoir importuné le cardinal Dubois dans son antichambre
----------	---	--

(1) Code de l'H. G., p. 343 et suiv.

Ecrire à ses parents.	Marie-Anne de Vé- drille, veuve de Plai- ne de Metz. Ordre du 21 juin 1723.	Ecrire à ses parents qu'on lui donnera sa liberté s'ils ne payent pas la pension.
Femme très dangereuse enfermée à la prière de M. l'Evêque de Meaux.	Anne Laurent dite la Lorraine, veuve de Jean Dacqueville, de Lorraine.	Voir son dossier
Enfermée à la requête de ses père et mère et de son mari. Il paie 400 de pension. Demeurera.	Gomé de Mamer de Metz, fe du s. Dessar- naux de la Chapelle.	Id.
Liberté à son païs.	Rauenes Lefort et Elisabeth Lefort, sa fille, de Metz. Ordre du Roy du 14 février 1716.	Pour désobéissance à un ordre de réléga- tion, depuis 1716.
Demeurera.	Boucherat femme de Jean de Troyes, en Champagne.	Son mari l'a fait en- fermer pour préten- due débauche, on pré- tend que son mari qui est dans les affai- res est plus débauché qu'elle.
Liberté.	Jeanne Le Brun d'A- lençon, femme Fo- dore. Ordre du 24 août 1719.	Pour débauche non prouvée.

Liberté.	Jeanne ou Louise Le Cœur, dite Rademond de Paris. Ordre du 9 octobre 1720.	A eu cinq enfants avec un seul homme, est fort sage.
----------	--	--

Demeurera.	Marie-Anne Buisson f. Arsoneaux de Pa- ris.	Une intrigante, elle se conduit bien, son mari la redemande.
------------	---	--

Il y a un ordre de li- berté, elle doit se ma- rier.	Marie-Anne Daudaine veuve Bassillon.	Voir son extrait si elle n'est pas bien chargée, la faire sor- tir et lui faire ren- dre ses meubles par celui qui les a. (1).
--	---	---

L'état était alors envoyé au ministre pour le prier de réclamer la lettre de cachet de sortie.

« Monsieur le comte de Saint-Florentin est supplié de faire expédier des ordres pour mettre en liberté ces femmes de l'hôpital conformément aux apostilles mises aux articles de chacune d'elles (1) ».

Celui-ci écrivait au haut de l'état « bon pour les ordres » et expédiait au lieutenant de police les « ordres du Roy » accompagnés d'une lettre explicative.

« Je vous envoie les ordres du Roy de liberté et d'exil de plusieurs femmes ou filles détenues à l'hôpital et qui sont dénommées dans un état que vous m'avez laissé il y a quelques jours, à l'exception néanmoins de quelques une comprises dans le mémoire ci-joint. Vous aurez soin s'il vous plaît de tenir la main à leur exécution (1) ».

Voici un exemple de lettre de cachet en vue d'ordonner la sortie:

(1) Arsenal, Arch. de la Bastille, ms. 12.692.

(2) Arsenal, arch. de la Bastille, ms. 12.695.

(3) Arsenal, Arch. de la Bastille, ms. 12.693.

DE PAR LE ROY

Chers et bien amés, voulant que la nommée Françoise Annoullis qui est detenue dans l'hospital general soit mise en liberté nous vous mandons et ordonnons de luy permettre desortir du dit hospital incontinent la presente reçüe. Si n'y faites faute car tel est notre plaisir.

Donné à Saint-Germain en Laye le 4^e jour du mois de juillet 1678.

Signé: LOUIS.
Contresigné: COLBERT.

Adressé au recto à

Nos chers et bien amés les directeurs et administrateurs de l'hospital general de nostre bone ville de Paris (1).

La mise en liberté ne s'ordonnait pas sans enquête. Si la prisonnière avait été arrêtée sur la demande d'un de ses parents, on s'adressait à celui-ci pour savoir quelles étaient ses intentions et la détention pouvait être prolongée s'il s'opposait à la mise en liberté.

Monsieur de Maurepas alors ministre envoyant au lieutenant de police Herault, les ordres du roy dit que l'on a excepté pour cette raison :

« Anne Bardonent femme de Pierre Morton. Elle est fille d'un cocher du corps du roy qui s'oppose à sa liberté et offre de payer 100 livres de pension à commencer du 1^{er} janvier 1731 et Elisabeth Desnones, femme d'Antoine Copin. Son marp maître d'hôtel de M. de Mahchault qui a demandé sa detention, s'oppose à la liberté. On doit luy parler (2) ».

Souvent du reste, lorsque la prisonnière est un très mauvais sujet et que ses complices intriguent pour la faire sortir, le plaignant n'attend pas que l'on vienne enquêter auprès de lui, il adresse préventivement un placet pour s'opposer à la mise en liberté :

A Monseigneur Herault, Conseiller d'Etat, lieutenant general de Police (3).

Monseigneur,

Charles le Long, scieur de pierres, demeurant presentement chez André le Long son frère, dans la maison

(1) Archives de l'Assistance publique, 3/24.

(2) Arsenal, 12.695.

(3) Arsenal, n. 12.693.

de M. de Bay marchand de fer, aux Petits Carreaux, représente très respectueusement à Votre Grandeur, que sur les plaintes certifiées de Monsieur le Curé de Saint-Eustache, qui a pris la peine de se faire informer par différents Ecclesiastiques de la conduite scandaleuse de Marie Jeanne Beauvais sa femme, vous avez Monseigneur délivré une lettre de cachet en vertu de laquelle elle a été enfermée à l'hôpital où elle est actuellement détenue depuis le 22 octobre dernier. Mais comme le suppliant apprend que sans sa participation, la nommée Rollet, fripière demeurant à la Pierre au Lait, qui se flatte d'avoir de grandes protections, et une nommée la Dragonne sollicitieuse de procès, ont fait dresser chacune un placet qu'elles ont fait signer de plusieurs fripiers qui contre vérité ont certifié que la dite Jeanne Beauvais était une honneste femme, lesquels placets on doit présenter à Votre Grandeur afin de lui rendre sa religion et l'engager à rendre la liberté à la dite Marie Jeanne Beauvais. Le suppliant se trouve donc obligé Monseigneur, de vous représenter que cette femme étant dépeceuse et leur vendant des hardes, n'était connue d'eux que par rapport à cela, mais ils n'étaient apparamment pas informés que depuis 7 à 8 ans elle se prostituait à plusieurs soldats aux gardes, et que depuis 4 ans elle tenait ménage avec le nommé Veron soldat aux gardes de la Compagnie de Princi avec lequel elle était encore lorsque la lettre de cachet a été délivrée; ayant été manquée au bout des piliers des halles que pour parer ce coup, le dit Veron accompagné d'un autre soldat aux gardes sont venus trouver le suppliant à gros bois où il travaillait, et l'ont engagé à reprendre sa dite femme, ce qu'il n'a fait en apparence que pour se débarrasser de ces deux soldats connus pour gens à tout faire surtout le dit Verron. Le suppliant mit sa dite femme chez son bourgeois à Saint-Maur où il devait aller travailler, elle vint à Paris vendre un habit du suppliant et une jupe à elle dont elle fit environ 16 livres qu'elle donna ou dépensa avec le sieur Veron avec lequel elle passa la journée n'étant revenue que le lendemain à Saint-Maur où elle n'a rapporté que 25 d. et le lundy suivant elle fut arrêtée à Paris en vertu de la dite lettre de cachet. Le suppliant n'a jamais eu volonté de luy pardonner et de la reprendre, il était trop persuadé que sa malheureuse conduite ne changerait point, elle l'a réduit à coucher sur des planches de sorte que ce qu'elle a laissé de meubles a esté vendu 7 livres de l'ordre du suppliant qui ont servy à payer une partie du terme. Ces guenilles ne meritant pas d'occuper une chambre. Ces considérations font espérer au suppliant que vous n'aurez Monseigneur, aucun egard aux demandes qui vous seront faites pour la liberté de la dite Marie Jeanne Beauvais non plus qu'aux prières de sa mère et de sa sœur, sa dite mère ayant été toujours consentante de sa prostitution. Il redoublera ses vœux et prières pour la santé de Votre Grandeur (Autre écriture) : Sur une lettre de Monsieur le Lieutenant Général de Police du 4 aoust der-

nier, j'ai eu l'honneur de lui marquer ce que j'avais appris sur le sujet des desnommés au present mémoire et je ne doute pas qu'elle n'ait été conservée parmi les papiers concernant cette affaire. Ce 16 octobre 1731 — Saouffe (?) curé de Saint-Eustache.

En marge, attestation de domicile et diverses signatures.

Le lieutenant de police renvoie ce placet à la Salpêtrière en priant qu'on le joigne au dossier de la prisonnière et qu'on lui en reparle en cas de demande de sortie :

Je vous prie ma très chère sœur... (illisible) (de me reparler ?) de ce placet en cas qu'on demande quelque chose pour cette femme » (Adressé à Mlle Baillif, supérieure de la Salpêtrière).

Lorsqu'il s'agit de femmes de mauvaise vie, avant de les laisser sortir, le lieutenant de Police s'adresse à ses subordonnés pour savoir qui elles sont, et s'il y a danger à les relacher ; M. de Sartines renvoie ainsi un état « A MM. les officiers pour savoir s'ils connaissent quelques unes de ces femmes et donner leur avis ».

Mais on tenait surtout compte de l'opinion du personnel qui avait vécu avec la prisonnière pendant sa détention et de la conduite de celle-ci. La supérieure de la Salpêtrière était toujours appelée à donner son avis, il suffisait quelquefois, et de toute façon, on en faisait le plus grand cas.

Un ministre écrit ainsi à un intendant de province qui avait fait interner une femme à la Salpêtrière : « M. Lenoir me marque que lors de la visite qu'il a faite dans cette maison, on lui a rendu un témoignage favorable de la conduite de cette femme » (1) et il propose sa mise en liberté.

Avant de rendre une femme à la liberté, le lieutenant de Police s'inquiétait toujours de ce qu'elle pourrait faire une fois sortie ; il recherchait quels étaient ses moyens d'existence, si elle avait des parents à Paris ou en province, si ses complices l'attendaient et enfin si la prison avait amélioré ses sentiments. Suivant les cas, il

(1) Archives de l'Aisne C. 689 (cité par Sérieux et Libert.).



La Cour et le puit de Manon (prison de la Force)

(cliché de l'Assistance Publique)

proposait alors la mise en liberté simple, la liberté avec relégation dans son pays ou l'exil à 40 lieues de Paris. Enfin si la prisonnière n'était pas amendée il maintenait l'internement même si celle-ci était arrivée au bout de sa peine.

On voit ainsi le lieutenant de police d'Argenson écrire à propos de la nommée Doublet, fausse sorcière enfermée à la Salpêtrière par ordre du roi :

« Cet ordre est limité à un an qui doit finir le 14 du mois prochain, et comme elle s'est assez bien conduite depuis sa détention et qu'elle a un mari cocher chez M. Virelaire, principal commis de la monnaie, je pense qu'on pourra sans inconvénient la faire sortir quand son temps sera expiré » (1).

Quant à la femme Rancine, dite Lefort, «...Elle n'a ni bien ni ressources, mais son temps étant fini, on pourrait la reléguer à Metz qui est le pays de son origine ».

Nous le voyons par contre proposer le maintien à l'hôpital d'une femme Duchesne dont la sortie risque de faire naître le scandale qui avait provoqué son entrée.

« Cette jeune personne vivait en débauche avec Destureaux. L'entêtement de Destureaux dure toujours et il m'en a donné des preuves qui ne sont pas moins décisives que ridicules, il veut, dit-il, lui donner 20.000 francs en mariage, et sa famille ne lui est rien en comparaison ; ainsi je crois qu'il est plus à propos de proposer sa pénitence pour un an, que d'en abréger la durée » (2).

Parfois aussi certaines raisons particulières incitaient le lieutenant de police à demander la sortie des prisonnières. Ou bien il s'agissait de questions d'intérêts, la détenue devant être libre pour se défendre dans un procès où était engagée toute sa fortune, ou encore la femme était mise en liberté pour se marier, mais « on

(1) Ravaisson, loc. cit. Tome XII, page 10.

(2) Ravaisson, loc. cit. Tome XII, page 10.

prend les précautions nécessaires pour s'assurer du fait » (1), parfois enfin, la mort du mari délivre la femme adultère de la peine indéfinie portée contre elle (2). Certaines femmes étaient rendues purement et simplement à la liberté ; d'autres étaient renvoyées dans leur pays ou exilées à 40 ou 50 lieues de Paris. De ces dernières, la police exigeait une promesse écrite de ne pas contrevenir aux ordres qui leur étaient donnés, c'est ce qu'on appelait la soumission. En voici un exemple :

« Je soussigné Marie Billarel femme Pifaux qu'au moyen de la liberté qui m'est accordée, je promets et m'oblige de quitter Paris dans trois jours et de me retirer dans le lieu de ma naissance ou chez mes parents sous la peine à moi imposée d'être réintégrée à l'hôpital si je suis trouvée dans laditte ville. Fait à l'hôpital le 12 mars 1759 » (3).

Lorqu'elles rompaient leur ban, elles étaient de nouveau l'objet de rapports et d'enquêtes :

En 1760, M. de Sartine reçoit un « Etat des femmes qui étaient détenues à l'hôpital de l'ordre du Roy, auxquelles il a été accordez la liberté dans le courant de novembre 1769 au moyen de leurs soumissions qu'elles ont signées de se retirer dans leur pays et qui cependant sont encore à Paris à continuer le mesme commerce pour lequel elles ont été détenues ». En marge : Ces sept femmes tenaient un mauvais lieu et faisaient racrocher, M. de Sartine renvoie la lettre à un de ses subordonnés pour « marquer conformément à l'apostille si ces femmes continuent leur mauvais commerce ». Celui-ci répond « que les femmes comprises dans l'état cy joint continuent leur mauvais commerce avec autant de scandales qu'elles le faisaient avant qu'elles eussent été enfermées à l'hôpital » (4).

Il s'ensuit une nouvelle arrestation.

La Salpêtrière ayant assez mauvaise réputation, les familles désiraient parfois faire transférer leurs prison-

(1) Arch. Nat. 0¹ 43.

(2) J. de Fleury, 132.

(3) Arsenal, n. 12.695.

(4) Arsenal, n. 12.695.

nières dans une autre maison, cependant la chose était rare car les couvents de l'époque ne voulaient bien recevoir que les personnes n'ayant pas fait trop de scandale ; elles refusaient absolument les autres et le lieutenant de Police n'autorisait le transfert (qui se faisait toujours aux frais de la famille) que lorsqu'il était assuré de l'acceptation du couvent.

Le lieutenant de police René d'Argenson écrit, le 26 septembre 1711 :

« J'ai fait dire aux parens de la nommée Ripart que quand ils auroient trouvé un convent où l'on voulût bien la recevoir, vous voudriez bien m'adresser les ordres nécessaires pour l'y faire transférer à leurs dépens, mais que, sans cette condition, elle ne sortirait point l'Hôpital (1) ».

Les prisonnières dont on refusait la sortie fomentaient parfois des révoltes. En juillet 1715, à la suite d'une visite de d'Argenson à la Salpêtrière, celles qui n'avaient pas été inscrites sur la liste de sortie dressée par lui se révoltèrent, rompant les barreaux de la maison de force, arrachant les pavés, et faisant de « si grandes violences qu'on eût bien de la peine à les contenir » (2).

Ces révoltes qui se reproduisaient quelquefois n'avaient pour résultat que de leur amener un surcroît de punitions. Certaines prisonnières plus avisées cherchaient à s'évader, et si l'on en juge par Maïon et par l'histoire plus véridique de Mme de Valois, elles y arrivaient facilement lorsqu'elles avaient de puissants amis. Les détenues moins favorisées profitaient de toutes les occasions qui se présentaient à elles. En 1758, trente détenues s'évadent de la grande force par l'acqueduc où l'on travaille à refaire les aissances. Voici à ce sujet une curieuse lettre de la supérieure Mme de Moisan à propos d'une évadée qui venait de rentrer de son plein gré ; nous voyons qu'il y est question des malaises de Bicêtre, punition qui ne semblait déjà plus usitée à cette époque :

(1) Cottin, loc. cit., page 280.

(2) Arch. Ass. Publique, papiers Minachon.

(1) « La nommée Marguerite Stuart, muette âgée de 40 ans ou environ d'Irlande, entrée par ordre du Roy le 21 aoust 1755.

Cette femme est une de celles qui se sont évadées du nombre des 30. Elle est revenue de bonne volonté et sans doute a cru que l'on luy devait la liberté en faveur de son retour. Trompée dans son attente elle a fait un tel désordre que j'ay été obligée de la faire mettre au cachot hyer Dimanche. La sous-officière avec une gouvernante allait luy donner sa portion, elle fit ses efforts pour se jeter sur l'une et l'autre, mais ne put attraper que la gouvernante quelle a mal traitée et qui a reçu des coups dans le sein qui peuvent devenir très dangereux, et pour lesquels elle a déjà été soignée deux fois; Permettez que je vous représente, monsieur, qu'il est d'une conséquence infinie de faire des exemples en pareille circonstance. Comme cela s'est pratiqué autre fois, on les venait prendre et on les conduisait à la malaise à Bicêtre et on les y laissaient quelques temps. C'est le seul moyen de reprimer de tel sujet autrement on ne serait pas assuré de sa vie au milieu d'Elles. Je serais la première exposée lorsque j'y fais ma visite ce que j'observe dans le temps qu'elles sont le plus revoltées. »

Avant de terminer ce chapitre, nous devons encore parler de la **déportation aux îles** qui souleva à l'époque un tel mouvement d'indignation et de terreur. Le premier envoi (2) date de 1669 époque à laquelle Colbert fit transporter au Canada une centaine d'orphelines tirées de la Salpêtrière ; comme elles y moururent toutes misérablement on y renonça d'une façon momentanée, se contentant en 1682 d'ajouter 50 femmes de la Salpêtrière à un convoi pour Québec.

En 1719, la compagnie d'Occident voulant à toute force coloniser le Mississipi, les déportations en masse commencèrent. Le 8 octobre et le 5 novembre, douze cents personnes partirent, et le 18 septembre de la même année on envoya 80 filles des prisons de Saint-Martin qu'on avait préalablement mariées à des détenus.

Comme il fallait encore des femmes on prit 500 femmes de la Salpêtrière et voici l'extrait d'un état qui prouve qu'à côté des orphelines on envoyait aussi tout ce que Paris comptait de plus criminel.

(1) Arsenal, n. 12.695.

(2) Richard, loc. cit.

**Personnes renfermées en la maison de force
de la Salpêtrière
bonnes pour les Isles si S. A. R. l'agréait (1)**

L E T T R E S D E C A C H E T

1. La nommée Crespy dite
Capelle âgée de 30 ans, ori-
ginaire de Paris.

Condamnée à être enfer-
mée pendant sa vie
pour assassin N.a,
elle a eu la question
ordinaire et extraor-
dinaire.

2. Marie-Anne Delaville âgée
de 30 ans, de Bordeaux.

Condamnée à être en-
fermée pendant sa
vie, pour sortilège et
prostitution avec des
prestres.

3. Susanne La Vergue, âgée
30 ans, originaire de Gasco-
gne.

Condamnée pendant sa
vie, pour fait de re-
ligion. C'est une aven-
turière très dange-
reuse.

4. Marie-Anne Paradis, âgée
de 30 ans de Bourgogne.

Pour avoir tué un
homme.

5. Marie-Françoise Carlier,
âgée de 35 ans, des Flan-
dres.

Pour avoir fait assassi-
ner son mari par trois
soldats.

6. Jeanne La Vaux, âgée de
18 ans, originaire d'E-
tempes.

Son père a été pendu
à Etampes pour poi-
son, N.a. elle a été
élevée dans ce métier.

(1) Arsenal, ms. 12.692.

7. Marie-Madelaine Gerin,
dite Lourdeval, âgée de 30
ans, de Paris.

Blasphématrice
et yvrognesse très
dangereuse.

8. Catherine Boyart, âgée de
30 ans, originaire de Paris.

Pour débauche avec un
homme marié qui a
ruiné sa famille. La
famille de cette fille
prie qu'on la fasse
aller aux îles.

9. Anne Maurice, âgée de 16
ans de Paris.

10. Marie Maurice, âgée de 19
ans, de Paris, sa sœur.

Ce sont deux petites
prostituées et deux
petites laronnesses
des plus dangereuses.
L'aînée a eu un enfant
du valet du Bourreau
dont elle est accou-
chée en cette maison.

13. Marie Lelong, âgée de 28
ans, de Meaux-en-Brie.

C'est une fille des plus
prostituées, très re-
commandée par Mgr
l'archevêque de
Meaux pour aller aux
îles.

34. Marie Doyart, dite Laloup,
âgée de 12 ans, irlandaise
de Nation.

Pour prostitution pu-
blique et très scan-
daleuse, elle a été
prostituée dès l'âge
de 6 ans.

17. Louise Henocq dite Metro,
âgée de 30 ans, de Paris.

Pour débauche depuis
12 ans, avec un hom-
me marié.

48. Charlotte Chaumont, âgée
de 30 ans, de Picardie.

Elle a fait périr deux
enfants venus de sa
débauche.

Dix Bohémiennes entrées en
cette maison dès l'année
1715 par Lettre de Cachet.

Les maris de la plu-
part de ces femmes
sont aux galleres.

66. Caterine Dannest, âgée
de 30 ans, de Paris.

Pour n'avoir point gar-
dé son ban.

68. Marie Fouquet dite du
Tartre, âgée de 29 ans, de
Saint-Malo.

Trafiqueuse de jeu-
nesse qu'elle prosti-
tuoit à des moines et
des religieux.

70 bis. Antoinette Le Seure
dite Nanette ou Françoise
Le Bel, 24 ans de Paris.

Fameuse libertine, sa
famille d e m a n d e
qu'elle passe aux îles.

ARRETS DE LA COUR

71. Aubine Aubin, âgée de
30 ans, de Poitou.

Accusée d'avoir jeté la
Sainte Hostie et le
Saint Siboire dans des
lieux.

SENTENCES CRIMINELLES

Dix-huit femmes, en général pour débauche et prosti-
tution.

SENTENCES DE POLICE

95. Jeanne Le Blanc, âgée de 20 ans, de Paris.	C'est une petite débauchée qui a accouché à l'hôpital du fruit de ses débauches et qui menace de tuer son père et sa mère quand elle sera sortie.
--	---

126. Marie Daneau dite Mannon, âgée de 25 ans, de Paris.	Pour débauche et prostitution publique.
--	---

137. Marie-Françoise Laudry, âgée de 18 ans, de Gonnессe	Pour vol, elle s'est déjà sauvé de l'hôpital deux fois.
--	---

191. Marie Foué, âgée de 25 ans de Versailles.	Pour avoir mis son père à la mendicité.
--	---

193. Françoise Giard, âgée de 18 ans, de Paris.	Elle demande à aller aux îles volontairement.
---	---

A R C H E R S

Quatorze femmes enfermées pour mendicité prises pour la 3^e à la 7^e fois.

Cet état contient les noms de 209 personnes enfermées à la Salpêtrière qui soient propres à envoyer aux îles. Ces femmes ne peuvent que causer beaucoup de mal dans le public, étant d'une dépravation de mœurs extraordinaire Attesté ce 27 juin 1719.

L'histoire de Manon nous apprend que les femmes étaient conduites au Havre, accompagnées de gardes, assises dans des charriots couverts et enchaînées par le milieu du corps.

Nous trouvons dans Lallemand (1), le récit détaillé d'un de ces convois.

« Environ 500 filles divisées en quatre équipages partent pour les Isles : la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Domingue, Saint-Cristophle, Sainte-Croix au Cap, au Port-Paix, au Petit-Govave, à la Tortüe et autres endroits qui ne sont pas éloignés les uns des autres. Le Roi fournit à toutes les dépenses ; chacune de ces filles reçoit : « une cassette fermante, 4 chemises, un habit complet, savoir, manteau, jupe et jupon, bas, souliers, 4 mouchoirs de col, 4 cornettes, 4 bonnets, 2 paires de manchettes, 4 mouchoirs de poche, une paire de gans de peau, une coesfe et un mouchoir de tafetas noir, sans oublier les peignes, brosses et autre menüe mercerie... »

L'hôpital fournit en outre de sa part un habit complet de tiretaine, bas, souliers, chemises et autres linges nécessaires pour passer le trajet. « On a soin de ne pas y envoyer de débauchées surtout qui ayent eües la maladie que produit la débauche. »

Le voyage s'effectue par Rouen et le Havre. Ces filles sont placées sous la surveillance d'une^e personne de confiance et de deux assistantes qui ne les quittent qu'une fois mariées. Toutes les mesures sont prises en vue d'éviter les abus sur mer. « L'on compte qu'il y a toujours des aumoniens dans le vaisseau, et l'on fait garder la règle aux filles pour les exercices chrétiens comme sy elles étaient à l'hôpital » (2).

Une fois débarquées (3), elles occupent une maison à ce destinée où il n'entre aucun homme ; « excepté

(1) Lallemand, loc. cit. tome IV, page 189.

(2) Note de Lallemand : « Que le capitaine du vaisseau soit intègre, qu'il ne se passe point d'abus, que la sagesse des filles y soit conservée. Le dernier capitaine qui conduisit la dernière bande, fue cassé pour les abus qui se passèrent.

(3) Note de Lallemand : « Il se trouve des mâtrones à l'arrivée du vaisseau qui les visitent et qui renvoient en France celles qui ont été atteintes avec de très grosses plaintes qu'il faut éviter et le danger que le mal ne paroisse sur mer ».

trois jours de la semaine que les garçons de la ville ou de l'Isle y entrent pour demander et choisir les filles qui leur conviennent, qui pour lors sont toutes assemblées, et ce en présence de M. l'Intendant ou personnes de sa part, avec un secrétaire qui tient un registre des filles demandées, des noms des hommes qui les prennent, et le lendemain l'on en marie quelquefois 30 à 40 ; tout à la fois et à la sortye de l'Eglise, les époux viennent prendre leurs petits équipages et s'en vont à leurs habitations » (4).

Les résultats de ces déportations furent si déplorables qu'en 1750, lorsqu'on voulut y recourir de nouveau, il y eut des émeutes et le ministre dut rapporter son arrêt.

(4) Note de Lallemand : « Pour l'ordinaire, la conductrice rapporte en France un extrait de leurs mariages dans lequel est inséré le nom de la fille, le nom de celui qu'elle a épousé avec la profession ou le commerce dont il est, et le lieu de son habitation. Cette précaution sert à les faire visiter, à voir que leurs enfants soient baptisez et par chaque année ce que Dieu leur en a donné et le soin de sçavoir comment ils se comportent. »



CHAPITRE III

Les antisociales

à la

Salpêtrière



Ayant étudié l'histoire et la vie de la Salpêtrière sous l'ancien régime, nous allons chercher à en connaître le rôle, nous aidant pour cela de l'examen des dossiers de détenues.

Nous avons vu que, dès l'origine, la Salpêtrière avait servi à éliminer de la société toutes les femmes incapables d'y vivre seules en liberté : d'une part, celles qui par suite de leurs infirmités, de leur âge et de leur pauvreté avaient cherché à l'hôpital un refuge où elles pouvaient vivre seules en liberté : d'une part, celles qui au contraire y avaient été enfermées de force, par mesure de défense sociale. Nous ne nous occuperons pas des premières, ayant envisagé le côté hospitalier de la Salpêtrière dans les chapitres précédents.

Les femmes arrêtées à Paris par « ordre du roy » étaient envoyées dans les couvents ou les diverses prisons de la capitale, à la Bastille, à Vincennes lorsqu'il s'agissait de femmes de la société ou de personnes pour lesquelles on avait de la considération, à la Salpêtrière quand on avait affaire aux délinquantes ordinaires, femmes de peu qui troublaient l'ordre social. Nous devons ajouter que les grandes criminelles, de quelques naissances qu'elles soient étaient enfermées à la Bastille, la Salpêtrière n'étant pas considérée comme assez secrète,

et c'est ce qui explique que la Cour n'envoya à l'hôpital aucune des inculpées de l'affaire des poisons, si ce n'est, après la clôture des débats, quelque vague comparse dont l'unique charge était d'avoir été enfermée dans la même cellule que certaines de ces grandes criminelles.

Les travaux importants (1) parus sur la Bastille depuis 1866 ont précisé le rôle de la célèbre prison d'Etat et MM. Sérieux et Libert, étudiant les dossiers d'un très grand nombre de ses prisonniers ont montré « Que la Bastille (2) avait joué un rôle des plus importants — rôle jusqu'alors méconnu — comme asile de sûreté pour aliénés et dégénérés malfaisants. Cet asile de sûreté (3) qu'on réclame au début du vingtième siècle, le dix-huitième siècle le possédait : c'était la Bastille. Il apparaît, en effet, avec évidence, à la lecture des travaux récents sur les hôtes de la célèbre prison d'Etat, qu'à côté des victimes de l'arbitraire royal, il y avait, en nombre non négligeable, des sujets appartenant aux catégories de dégénérés dangereux pour lesquels on demande aujourd'hui des asiles de sûreté, et que, déjà à cette époque, on reconnaissait comme trop lucides pour la maison d'aliénés, insuffisamment responsables pour la prison et trop malfaisants pour être laissés en liberté. »

L'examen des dossiers des femmes détenues à la Salpêtrière nous montre que nous avons affaire à la même population d'aliénées, de débauchées, de criminelles et d'anormales malfaisantes, dont une partie, du reste, s'y trouvait transférée, en vue de « décharger la Bastille ».

Exception faite pour la comtesse de Valois, aventurière déclassée, et peut-être pour quelques autres toutes

(1) Voir Bibliographie : Ravaisson, Funck-Brentano, Sérieux et Libert, Fosseyeux.

(2) Sérieux et Libert, *La Bastille et ses prisonniers*, 1911.

(3) Paul Sérieux, Les asiles spéciaux pour les condamnés aliénés et les psychopathes dangereux (*Revue de Psychiatrie*, juillet 1905), cité par Sérieux et Libert *loc.cit.*

les prisonnières sortent du peuple, et même de la classe la plus vile. Le motif le plus souvent invoqué est la débauche. Quelquefois il s'agit de femme entretenue, de « débauche avec un seul homme », mais il faut qu'il y ait scandale, que l'on craigne pour l'honneur et la fortune de l'amant ou pour « les deniers de la ferme du roi dont il est chargé ».

En général, il s'agit d'anormales dont la prostitution est le moindre des crimes « cette infame créature a un commerce de prostitution, de sacrilège et de faussetés ». Une autre « tenait une école publique d'impureté et de sodomie » et à propos d'une femme qui vendait ses filles, le rapport nous apprend que « l'histoire de cette mère est une suite de prostitutions, de friponneries et de débauches ». Nous retrouvons du reste presque toujours ce caractère de persistance dans le mal, d'incorrigibilité. La récidive est presque constante, la plupart de ces femmes sont en rupture de ban, certaines ont été internées jusqu'à six fois.

Les faux, les vols, les escroqueries sont courants ; certaines criminelles vont jusqu'à l'assassinat « Elle a mêlé plusieurs fois du vil argent dans la boisson de son mari, elle l'a fait battre et voler par les complices de ses débauches : elle a eu l'insolence de le menacer, elle-même de l'assassinat et du poison ».

L'empoisonnement est du reste assez courant et si nous voyons enfermer les « magiciennes », les chercheuses de trésors et les sorcières c'est surtout parce que sous couleurs d'alchimie, elles tenaient officine de poison ou d'avortement.

Les mythomanes sont nombreuses « donneuses de faux avis », de placets extravagants, de lettres anonymes « impertinentes et remplies d'ordures », ainsi que les mystiques et les convulsionnaires « fanatiques dangereuses ». Nous y trouvons des aliénées reconnues :

« femme dont la tête est renversée et qui envoie des mémoires aux grands », des persécutées, des revendicatrices familiales telle cette femme « accoutumée au crime et à l'imposture n'ayant jamais subsisté que de son mauvais commerce et de ses mensonges » en un mot, nous trouvons tous les états psychopathiques, et surtout, réparties entre ces diverses catégories, les grandes anormales, amORAles et criminelles nées, inadaptées au milieu social, psychopathes dans la plus large acception du mot, le plus souvent internées plusieurs fois, que l'on finit par maintenir à la Salpêtrière pour en débarrasser la société.

Prostituées-proxénètes-perverties sexuelles amORAles

Loriot, prostituée vivant avec un commis de la douane qu'elle ruine et deshonore.

Fille d'un ancien maître chirurgien devenu paralytique. « Elle a vécu dans la débauche depuis plus de dix ans; Elle a eu deux ou trois enfants de ses premiers désordres avec un gentilhomme d'une naissance distinguée : on prétend qu'elle s'abandonna ensuite à un mousquetaire du roi, et enfin elle est actuellement entretenue par un sieur Chartier, commis de la douane, dont elle a déjà eu trois ou quatre enfants et son Père l'a même accouchée dans sa propre maison avant qu'il fût tombé en paralysie. Ce malheureux Chartier a presque abandonné sa femme, sa famille et ses devoirs pour se donner tout entier à cette malheureuse créature qui lui coûte déjà la meilleure partie de son bien et fait beaucoup craindre pour les deniers de la ferme du roi dont il est chargé.

AR mois de mars 1696, un commissaire au Châtelet fit une première information qui prouva la plupart de ces faits ; mais Loriot père, voulant sans doute éviter le tribunal de la police que M. de La Reynie tenoit encore, donna sa plainte en crime de rapt, et, à la faveur de ce crime supposé, il porta l'affaire devant M. le lieutenant criminel. Il est vrai que par une première sentence, M. le lieute-

nant criminel ordonna que cette fille seroit conduite au Refuge ; mais un second jugement fondé sur l'opposition du père et de la mère, porte qu'elle sera transférée au monastère de Notre-Dame de Liesse, faubourg Saint-Germain. C'est dans cette maison qu'elle a continué de voir Chartier qui n'a pas eu beaucoup de peine à l'en faire sortir pour la ramener chez son père, toujours complice de son scandale et protecteur de son désordre. Il semble donc qu'il n'est pas moins digne de la charité du roi que de sa justice qu'il lui plaise de donner un ordre pour faire enfermer à l'hôpital général, cette malheureuse qui se fait honneur de son crime et ne garde aucune mesure. Cet ordre est même le moyen le plus convenable pour satisfaire le public et principalement les personnes de piété de la paroisse de Saint-Sulpice justement scandalisées d'une prostitution aussi déclarée et d'une aussi longue impunité. Chartier met tout en usage pour assurer la continuation de sa débauche, et je ne puis douter qu'il ne m'ait fait donner un billet sous le nom de cette honnête demoiselle qui demande qu'on la mette dans un couvent et hors la portée de ses ennemis, ou qu'on la rende à son père et à sa mère qui sont prêts à la recevoir comme si elle n'étoit pas entre leurs mains et qu'eux-mêmes ne favorisassent pas sa prostitution.

Je n'ai pas témoigné aux personnes qui m'ont donné ce billet que j'usse ordre de vous rendre compte de cette affaire et tous ces détours me persuadent de plus en plus que cette créature qui se fait à présent appeler mademoiselle de Remilly, ne seroit être trop tôt enfermée ».

(Clément — La Police sous Louis XIV n° 29 — Bib. Nat. — Ms. fr. 8122 fol. 395.

La nommée **Grossot**, prostituée depuis longtemps vit « dans un commerce scandaleux avec le sieur Dumay, trésorier des gardes suisses ».

« Il a porté son dérèglement jusqu'à se séparer de sa propre femme pour aller loger auprès de cette indigne créature à qui il a donné tous ses meubles. Elle n'en est pas à sa première débauche, car après avoir chanté à l'Opéra pendant quelques mois, elle en fût chassée pour ses mauvaises mœurs. Plusieurs curés et différens commissaires l'ont fait successivement sortir de leur paroisse et de leurs quartiers; mais toutes ces poursuites ne l'ont pu ramener à une conduite plus régulière. La dame Dumay a été obligée de se retirer en la communauté de Saint-Chaumont d'où elle a fait auprès de son mari toutes les instances possibles pour l'obliger à la reprendre. Il y a été enfin condamné par une sentence contradictoire, mais il refuse de l'exécuter. L'on comprend aisément que le seul moyen

pour le faire revenir de son obstination, c'est d'éloigner la cause de leur divorce. Au reste, le désordre de la nommée Grossot est si infâme et si public que sa propre tante, femme d'un facteur de blé de cette ville, a honte de la reconnaître pour sa nièce. On prétend aussi qu'elle a un mari nommé la Plante qu'elle n'a épousé que pour la forme et à qui on a procuré une commission du côté de Bordeaux. Ainsi j'ai cru que dans ces circonstances, je devois avoir recours à l'autorité du roi et vous supplier de m'envoyer une lettre de cachet pour la faire renfermer au plus tôt dans la maison du Refuge ou de l'Hôpital général. Ce qui me porte à vous proposer la première, c'est qu'on trouvera certainement chez cette femme de quoi payer sa pension pendant plusieurs années sans d'autres secours, et que la maison de force ne convient proprement qu'aux personnes dont la pénitence est entièrement désespérée ».

(Clément, *La police sous Louis XIV*, n° 33).Bib. Nat. Ms. fr. 8.122, fol. 437.

Marie-Anne Du Mont. Faux, prostitution, sacrilège, nom supposé, polyandrie, magie. Récidive « Il y a peu de crimes qu'elle n'ait commis, et aucun dont elle ne soit capable ».

« Elle faisait aussi un commerce public de faux billets, et elle changeait si souvent de nom et de quartier, qu'on ne pouvait ni la découvrir, ni la convaincre. Enfin, elle s'est trouvée si bien impliquée dans la fabrication d'une fausse promesse de 2.600 livres avec les només de Villemont et Tonnelier, ses complices et les protecteurs de ses désordres qu'elle a été bannie pour neuf ans. Mais comme cette peine ne fera que la rendre plus circonspecte dans la continuation de son commerce de prostitution, de sacrilège et de faussetés, je me crois obligé de recourir à l'autorité du roi pour la faire renfermer à l'Hôpital. Cette infâme créature se faisait nommer en dernier lieu la veuve d'Herville, quoiqu'elle n'ait jamais eu de mari qui portât ce nom, mais elle en a eu deux dans le même temps ; le premier nommé Sallandry qui a épousé depuis quelques mois une autre femme dans la paroisse de Saint-André des Arts ; le second nommé Des Fontaines, qui est chargé de plusieurs décrets et ne paraît plus. Ces deux maris n'ont pas empêché qu'elle n'ait vécu dans une débauche publique, tantôt avec Villemont dont elle a eu plusieurs enfants, tantôt avec le nommé La Roche, homme marié, et avec un troisième dont elle a eu un enfant dans la prison, et le plus souvent avec tous trois ensemble, sans compter les survenants. Elle se mêlait aussi de devinations d'horoscopes et d'invocations diabo-

liques, quand le commerce des faussetés n'allait pas bien. Elle a été chassée de huit ou dix quartiers en moins d'un an. Enfin il est peu de crimes qu'elle n'ait commis et aucun dont elle ne soit capable. Aussi n'y a-t-il pas moins de charité que de justice à délivrer incessamment le public d'une femme aussi dangereuse, qui le vole, le séduit et le scandalise impunément depuis tant d'années. » (10 décembre 1701).

(Note de René d'Argensan, p. 66).

Marie Leclerc, femme Peingré. Impiété, blasphème, prostitution, ivrognerie, proxénétisme, tentative d'assassinat. Récidive. Internée pour un an à la Salpêtrière sur la demande de son mari à la suite du rapport suivant de d'Argensan en date du 19 septembre 1704.

Si jamais personne a mérité d'être renfermée à l'hôpital de l'ordre du roi, c'est assurément Marie Leclerc, la nommée femme du sieur Peingré, d'une famille très honorable parmi les bourgeois du faubourg Saint-Marcel. L'impiété, le blasphème, la prostitution et l'ivrognerie sont ses occupations les plus continuelles. Elle a vendu ses fils à des sodomites et sa fille qui n'est pas encore âgée de treize ans, à tous ceux qui la lui demandent. Elle a mêlé plusieurs fois du vif argent dans la boisson de son mari. Elle l'a fait battre et voler par les complices de ses débauches; elle a eu l'insolence de le menacer elle-même de l'assassinat et du poison. Laide, vieille et infestée des maladies les plus infâmes, elle a corrompu par des présents ou plutôt par des vols faits à son mari, plusieurs jeunes gens dont quelques-uns sont dans les remèdes. Les principaux d'entre eux se nomment Mazart, fils d'un épicier; Lafleur soldat au régiment des gardes; Neuilly, Ranchin et Bidault. On impute encore à cette femme abominable plusieurs autres crimes qui mériteraient les châtimens les plus rigoureux. Cependant, son mari n'a pu se résoudre à la déferer en justice. Mais des personnes de piété lui ont fait connaître que, sans l'exposer à la vengeance de sa femme, capable de le poignarder s'il se rendait son accusateur, le roi pourrait bien la faire enfermer à l'hôpital, et je crois qu'il n'y a pas moins de charité que de justice à lui accorder cette grâce.

Trois ans après, Marie Leclerc est de nouveau internée pour débauche. Elle est mise à la Bastille, d'où on la transfère à la Salpêtrière, le 4 janvier 1708. « elle se prostituait à tout le monde, elle avait une troupe de soldats aux gardes qui la soutenaient, et elle menaçait son mari de le faire assassiner aussitôt qu'il la réprimait dans son vice ».

(1) Bibliothèque de l'Arsenal, 12.543; Ravaissou XI, 381, Funck-Brentano, 20 12. Sérieux et Libert.

Claude des Jardins Villiers dite la Chevalier, Proxénitisme, entre à la Salpêtrière le 7 novembre 1687.—
M. de la Reynie écrit à son sujet :

« C'est une femme qui tenait un lieu de débauche fameux par le nombre de personnes qu'elle prostituait et par les personnes auxquelles elles étaient prostituées. Le Roi avait été directement informé, et S. M. a ordonné, par des considérations particulières, que cette femme serait enfermée à l'Hôpital Général. Telles personnes fameuses doivent être justement, et selon l'ordre public, être toujours enfermées, surtout lorsqu'elles sont exemptées, par cette précaution des autres peines corporelles plus rigoureuses ».

(Ravaisson, IX, page 38). Funck-Brentano, n° 1253. Bibl. de l'Ars. 10.438.

Gonzalès, dame de Meinjat, proxénitisme, lettres anonymes, faux, Récidive.

Elle fait l'objet du rapport suivant de d'Argenson, en date du 30 septembre 1702.

« Son père était gentilhomme espagnol et s'appelait Gonzallès ; il la maria en 1672, au sieur de Meinjat, capitaine de cavalerie.

Ils n'eurent qu'une fille et le sieur de Meinjat fut tué à la bataille de Fleurus. La fille obtint une pension du Roy, de la somme de 300 livres, qu'on luy paye encore, mais la dame de Meinjat se maria cinq ans après, à un avocat nommé Trudenne, qu'elle a fait mourir de chagrin, ayant formé contre lui une demande en cassation de mariage prétendant que ce pauvre avocat était impuissant. Les procédures qui suivirent cette demande sont au greffe de l'officialité de Soissons, et la seule lecture de ces pièces suffit pour convaincre cette indigne veuve de la dernière impudence.

La demoiselle de Meinjat est malheureusement restée sous la conduite de sa mère, qui la vendit dès l'âge de quatorze ans. Ce premier commerce a duré pendant six années, et il devint si scandaleux, que le commissaire Beaudelot en ayant été informé, fit mettre en prison la mère et la fille.

Des personnes de piété se chargèrent de la fille et obtinrent sa liberté : mais la mère comme la plus coupable eût beaucoup de peine à l'obtenir ; enfin elle proposa de se retirer dans une communauté et elle sortit de prison, sous l'apparence d'une conversion qui n'était que feinte.

Quand la mère se vit libre, elle résolut de marier sa fille avec un lacquais, dans l'espérance de la prostituer plus facilement, sous l'ombre de ce mariage. Elle passa un contrat ; mais la fille fut assez sage pour résister à la conclusion, et quelques-uns de ses parents, touchés de sa mauvaise fortune, la mirent au couvent de Nogent l'Artand où, par un bonheur inespéré, elle a été recherchée par un gentilhomme à qui le désordre de sa jeunesse estoit inconnu. La mère a mis, depuis ce temps là, toute son étude à corrompre encore les mœurs de sa fille, et elle a tant fait que le mary a sçu ce qu'il eut esté fort heureux d'ignorer toujours.

Il a néanmoins soutenu ce malheur sans s'abandonner à des reproches inutiles, et la mère voyant que sa fille ne voulait plus entrer en commerce, a affecté de la déshonorer de plus en plus : elle a même écrit, en son nom, des lettres très impertinentes à des officiers qui l'avoient veue à Paris autre fois, et après luy avoir fait les propositions les plus infâmes, elle est venue à Paris où elle met tout en usage pour la brouiller avec son mary, ne doutant pas que si cette ressource luy manquoit, la nécessité ne la réduisît à reprendre ses premiers engagements, dont le gain principal revenait à la mère et suffisoit à ses besoins.

Il semble donc que, si jamais femme mérita d'estre renfermée à l'Hôpital, c'est celle-là, et qu'il n'y a pas moins de charité que de justice à l'y faire conduire au plus tôt ».
(30 septembre 1702).

(Rapport de René d'Argenson).

Femme Chandeleur, « Tenait une école publique d'impureté et de sodomie ». Hypocrisie, indocilité.

Entrée à la Salpêtrière le 24 juin 1696.

« Femme de mauvaise vie, donnant chez elle retraite pour des débauches de sodomie et vendant des instruments aux femmes pour commettre le péché. Elle ne doit être écoutée ni mise en liberté. L'article contenant les causes de la détention de cette femme n'a besoin d'aucun éclaircissement (avis de M. de la Reynie).

1701-1708. — Elle tenait école publique d'impureté et de sodomie, n'a aucun bien et doit rester à l'hôpital le reste de ses jours suivant la lettre de cachet. Elle est âgée de 46 ans, originaire de Normandie.

1709. — Elle est plus indocile que jamais et c'est lui faire grâce que de l'oublier à l'hôpital. On vérifia l'année dernière que dans l'espérance de se procurer un meilleur sort elle demanda à faire une retraite et on entendit qu'elle

disait à ce sujet à une de ses confidentes : « On ne sait comment tromper ces diablesses » en parlant des sœurs qui gouvernent la maison de Force.

1710. — Elle est toujours dans le même esprit d'hypocrisie et d'une abomination qu'on aurait peine à exposer, aussi il est plus que juste de la laisser mourir à l'hôpital selon l'ordre du roi.

1712. — Elle est devenue fort infirme mais elle n'est ni plus vraie ni plus sage ».

(Bibl. Nat. ms. Clairambault, 984, Châtelain, thèse 1921)..

de Flavancourt, proxénétisme non supposé, prostitution.

Arrêtée en novembre 1699 sur la plainte de deux de ses filles, sur l'accusation de prostituer la troisième et plus jeune enfant. Elle est tout d'abord confiée à ses deux filles aînées, et la plus jeune est mise au refuge.

« Après la mort du sieur de Flavancourt, père de la dame de Rochechouart, qui servoit en qualité de colonel dans les troupes du feu duc de Lorraine, la dame de Flavancourt, sa femme, quitta le pays, emporta avec elle ses meilleurs effets, et il se passa plusieurs années sans que l'on sût de ses nouvelles. Enfin deux de ses filles qu'elle avoit ainsi laissées sans aucun secours et dont la dame de Rochechouart est la plus âgée, découvrirent qu'elle était à Paris et vinrent l'y chercher. Elles l'y trouvèrent accompagnée d'une troisième fille dont elles n'avaient jamais entendu parler, et que la dame de Flavancourt assura néanmoins être la sienne, sans en rapporter aucune preuve. Elles ne furent pas longtemps à s'apercevoir que la mère la prostituait et qu'elles vivaient l'une et l'autre de ce commerce infâme. Elles surent même que cette jeune fille avoit été vendue dès l'âge de huit ans et qu'elle avoit eu un enfant à quatorze.

Pour interrompre le cours de ces scandales, elles la marièrent à un gentilhomme, nommé le sieur de La Rue qui l'emmena en Allemagne, mais qui mourut trois ans après. La dame de La Rue, se voyant en liberté par la mort de son mari, est revenue à Paris, où elle a vécu dans le désordre comme avant son mariage, toujours sous les yeux de sa mère, et très souvent par ses intrigues.

M. le duc de Ventadour, l'ayant connue dans un lieu de débauche l'entretint pendant quelques mois; mais ayant su qu'elle s'abandonnoit encore à d'autres, il la quitta et la menaça même de lui ôter la plupart des choses dont il l'avait gratifiée. Ces menaces l'obligèrent à changer de nom aussi bien que de quartier et de passer pour la femme d'un malheureux qu'elle étoit obligée d'entretenir. Les mauvais

traitements qu'elle et sa mère en reçurent leur firent prendre la résolution de s'en séparer, et moi-même je contribuait à leur séparation dans l'espérance que ce changement en apporterait à leur conduite et feroit cesser le scandale. Mais au lieu de prendre une règle de vie plus exacte, la dame de La Rue et sa mère ont mis tout en usage pour rentrer en grâce auprès de M. le duc de Ventadour, jusqu'à feindre qu'elles étoient dans le dessein de se convertir, et à lui demander, sous ce prétexte, la permission de se retirer dans ses terres. Cette proposition n'ayant pas été acceptée, la dame de La Rue s'est livrée aux derniers excès, et sa mère, quoique fort avancée en âge, a toujours continué de les favoriser ouvertement. »

Quelque temps après, ses enfants n'en pouvant rien obtenir demandent qu'elle soit enfermée à la Salpêtrière.

« J'ose vous assurer qu'on ne tirera aucun éclaircissement des réponses de la fausse dame de Rochechouart, mère d'une nommée La Rue, car vous jugez bien qu'elle ne couviendra pas d'avoir prostitué la plus jeune de ses filles ni d'avoir voulu séduire les autres. D'ailleurs son emprisonnement feroit beaucoup plus de bruit que sa détention dans l'Hôpital, et, lorsque j'ai eu l'honneur de vous proposer ce dernier parti, c'est sur la déclaration expresse de la dame de La Rue et de ses deux sœurs, dont M. le Cardinal de Noailles connoît la vertu, et soulage depuis longtemps la mauvaise fortune par ses aumônes. Cette malheureuse mère se nomme aussi de Flavancourt et l'on pourroit expédier l'ordre du Roi sous cette dénomination ».

(Notes de René d'Argensan, page 15).

La nommée Anastazy. Prostitution, proxénétisme, « l'histoire de cette femme est une suite de prostitutions, de friponneries et de débauches », Chantage, fabulation nom supposé, vie errante.

En 1703 « après avoir usé de plusieurs noms, elle a choisy celui d'Anastazy et s'estoit venu loger vis-à-vis l'Hotel des Mousquetaires comme le lieu le plus convenable à son commerce et le plus fertile en jeunes duppes.

Elle avoit, souz sa direction, , deux jeunes filles qu'elle dit estre les siennes, (dont chacune estoit grosse, et qui viennent d'accoucher chez une sage-femme de la rue Sainte-Marguerite, prestes à rentrer dans la même vie et à courir les mêmes hazards par le caprice du premier venu.

L'histoire de cette mère est une suite de prostitutions, de friponneries et de débauches dont, tout accoutumée que je suis au récit de semblables aventures, je n'ai peu m'empescher d'estre surpris.

Son père étoit un des juges des ports de Malthe. Elle fit ses premières armes (s'il est permis de parler ainsi) avec M. le chevalier Cobert qui, pour s'en débarrasser, obligea, par force, le fils d'un pauvre cabaretier de Beaucaire à devenir son mary.

Ce mariage autoriza sa débauche en la mettant en état de ne plus garder aucunes mesures. Son mary la conduisit à Marseille où, après avoir passé par différentes mains, elle se fist une protection considérable. Mais l'ardeur de son tempéramment ne luy permit pas de la ménager longtems; elle se livra sans réserve à tous ceux qui se présenterent, insulta et fist insulter son mary qui mourut bientôt, soit de chagrin ou, ce qui est plus vraisemblable, par quelque autre moyen plus simple dont les femmes impatientes de leur liberté sont quelquefois tentées de faire usage. Dès qu'elle fust veuve, elle se mit en société avec les deux plus infâmes prostituées de la ville de Marseille, dont l'une estoit revendeuse et l'autre connue sous le nom de Norrice.

Le nommé Girault les protégeoit dans leur commerce, et toutes trois ensemble s'attachoient à débaucher de jeunes personnes dont elles faisoient un trafic assez utile.

Anastasy vendit sa fille aînée au lieutenant de la Gallère que commandoit M. le Bailly de Noailles, mais d'autres personnes, mieux intentionnées, l'attirèrent dans un couvent, avec sa sœur, où elles payèrent leur pension par charité.

La mère, plus abandonnée que jamais, continua de se prostituer pour son propre compte, d'abord aux jeunes gens qui ne la connoissoient pas encore, puis aux négocians étrangers, ensuite aux soldats et aux laquais. Enfin elle s'attacha uniquement à un forçat de l'*Héroïne*, nommé La Grange. Mais la misère de cet amant l'obligea bientôt à chercher de meilleurs pratiques, par son ordre et de son adveu.

La première duppe qui se presenta fut le sieur Bertrand, homme très âgé, major de la cathédrale. A celui-ci succédèrent le nommé Monet, un marchand maltois, Jamain, Garnier et une infinité d'autres qui n'ont pu l'oublier.

Aussitôt qu'ils en furent dégoutés, après tant d'épreuves, elle se trouva grosse et eut l'insolence d'intenter un procès en crime de rapt au nommé Drocour, marchand de toille, mais elle se désista bientôt de cette accusation ridicule, moyennant quarante pistoles. Tout cecy se passa au mois de decembre 1692, et l'on assure que l'acte de désistement est au greffe du Viguier de Marseille; on dit même que cet acte contient l'adveu de sa prostitution et la preuve entière de son infamie.

N'osant plus paroistre à Marseille, elle alla traîner sa débauche à Tarascon, à Beaucaire et à Aix, où M. le President Califer luy donna des marques de cette hospitalité générale qu'il exerce dit-on un peu trop volontiers envers les personnes de cette espèce. Quand elle se vit à Lion, elle étala de nouveau ses charmes uzés, et le nombre de

ses duppes fust assez grand: les nommés Paris, commis d'un banquier, Arthus, apoticaire, Basset paulmier de l'Opéra bruslé donnèrent d'abord dans le piège. Mais le dernier après avoir consumé presque tout son bien à faire subsister cette indigne personne, la conduisit à Paris avec ses deux filles qu'elle y vendit comme neuves. C'est par l'intrigue de Basset insigne frippon, et de son frère nouvellement revenu d'Espagne, qu'elle a trompé tant de monde, surpris des fripiers et des marchands et joué tant de personnages différens.

Je l'ay chassé du voisinage des Mousquetaires par une sentence de police que je fis exécuter sur-le-champ, mais j'apprends qu'elle loge encore dans le même faubourg où d'autres voisins plus tranquilles, la laissent faire sans se plaindre. On assure aussy que, pour se donner un nouveau relief elle se dit femme d'un comédien italien nommé Cytio qu'elle ne voit point; elle ajoute que ses filles sont mariees avec des officiers de la premiere distinction, qui paroistront quand il sera temps, et, sur ce fondement, elle imagine, chaque jour de nouvelles friponneries dont elle pretend se procurer l'impunité par quelque tour d'esprit ou par le sçavoir faire de ses protecteurs.

Il semble donc qu'il n'y a pas moins de necessité que de justice à la renfermer à l'Hopital par ordre du Roy; quelques ecclésiastiques d'une pitié distinguée se promettent même que, si cette mère indigne estoit une fois en penitence, il seroit facile de tirer ses filles ds engagemens qui les retiennent dans la débauche et de leur faire desirer une retraite salutaire ».

(Rapport de d'Argensan, Cotin, p. 117).

La nommée Drouet, espionnage, fausses délations, inversion sexuelle.

Le 4 mars 1709, elle est l'objet du rapport suivant : « c'est certainement une aventurière fort dangereuse qui a couru les provinces du royaume et ensuite les armées, s'offroit de servir d'espion aux généraux; leur donnoit ordinairement de faux avis et trompoit peut être de part et d'autre. Je sais que M. de Vendôme s'en est mal trouvé plus d'une fois, et qu'ayant été chassée par son ordre de l'armée de Flandre, elle revint à Paris où la demoiselle de Cavaus s'abandonna totalement à sa conduite. Elles ont été ensemble en Béarn et en Languedoc, où elles cherchoient des dupes, à frais communs, sans se mettre beaucoup en peine du choix des moyens. Revenues à Paris, elles ont tenu une mauvaise auberge ou gargotte qui étoit le rendez-vous des laquais du quartier. Mais ce qu'il y a de plus étrange c'est que ces laquais y passaient souvent les

nuits, dans des entretiens infames, et que ces deux personnes augmentoient encore ces abominations par les témoignages publics d'une passion monstrueuse qui paroît subsister encore. Je pense donc que cette malheureuse femme doit être enfermée à l'Hôpital général, en même temps que la demoiselle de Cavaus sera conduite au Refuge, en exécution de l'ordre du roi qu'il vous a plu de m'adresser, et que la correction de l'une des deux ne produiroit pas grand effet, si l'autre demeuroid libre.

(Clément, n° 41. Bibl. nat. ms. fr. 8.125, fol. 50).

Nous devons encore citer le cas de la nommée **Richer, femme Le Roy**, dont nous avons parlé au cours de ce travail, internée plus de six fois à la Salpêtrière pour ivrognerie et prostitution.

(Arsenal, 10.933, 10.977, 11.435, 11.678, 11.832, 12.047).

Sorcières, chercheuses de trésor, avorteuses, quelques délinquantes et criminelles

Marie-Anne de la Ville, magie, escroquerie, fabulation, faux, automutilation.

Née à Bordeaux en 1680, fille d'un avocat, se trouva livrée à elle-même dès son jeune âge. A neuf ans, un ouvrage d'Agrippa dérobé à un de ses oncles fit grande impression sur son imagination et lorsqu'à douze ans son père l'envoya à Paris dans le couvent de la Visitation, la connaissance qu'elle y fit de Mme Guyon acheva l'œuvre commencée.

Vers dix-huit ans elle s'échappa du couvent et l'année suivante s'enrôla dans « la bande des chercheurs de trésors » dont les principaux personnages étaient : Divot remplissant les fonctions « d'archer du lieutenant criminel de robe courte » l'organisateur de toutes les entreprises, le prieur Pinel, le seigneur de Brederodes, l'abbé Lefèvre, Mme Dolligny, la dame Damour, la femme Mariette, la femme Saint-Amant, etc. Cette bande recherchait les trésors que l'on supposait enfouis dans la terre et confiés à des êtres surnaturels. Marie-Anne de la Ville, profitant de la crédulité de ses compagnons, imagina les mensonges les plus invraisemblables, tirant partie d'un don naturel de ventriloquie, se meurtrissant et faisant couler son sang pour faire croire aux apparitions surnaturelles. Elle déclara plus tard « que si elle avait agi ainsi ce n'était point pour tirer de l'argent d'aucun d'eux, mais pour s'en moquer ». Certains de ses adeptes soupçonnèrent tout d'abord la supercherie, mais grâce à sa grande influence personnelle, ils se laissèrent convaincre, dès la seconde réunion.

La bande avait à sa disposition un traité de sorcellerie contenant toutes les indications nécessaires à la « levée des trésors » et dans lequel on pouvait apprendre les conjurations les plus fortes pour faire paraître les Esprits, les formules capables de les faire obéir et la manière de les « congédier avec politesse », quand on en avait obtenu satisfaction. Divot, ayant lu, dans un livre de sorcellerie du XVI^e siècle, qu'il existait à Arcueil un trésor gardé par des Esprits, se rendit sur les lieux et s'assura le concours du jardinier de la propriété ou devait se trouver le trésor. Une expédition fut décidée à laquelle prirent part Divot, Brederodes, Acmet Pinel et Marie-Anne. Cette dernière pour provoquer l'apparition de l'Esprit nommé le prince Babel, se fit conduire à un carrefour entre Gentilly et Bicêtre, après s'être munie d'une feuille de papier timbrée et d'une écritoire pour conclure un traité avec l'Esprit.

Elle avait déclaré à ses compagnons qu'il était nécessaire qu'elle fut absolument seule et que s'ils la regardaient, même de loin, elle pouvait être maltraitée. Elle les laissa donc au cabaret et prononça la conjuration. Deux heures plus tard au moment de rejoindre Marie-Anne ils aperçurent un cavalier couvert d'un manteau rouge à près d'une demi-lieue de Marie-Anne et un moment après à côté d'elle « ce qui les jeta dans un si grand étonnement, qu'ils se couchèrent par terre afin de ne pas le voir, se persuadant que ce cavalier était l'esprit qui l'allait maltraiter parce qu'ils avaient eu la témérité de le regarder nonobstant les défenses qu'elle en avait faites ».

Lorsque Divot et ses compagnons arrivèrent près de Marie-Anne, ils virent qu'elle avait « le visage et la tête couverts de contusions qu'elle leur dit lui avoir été faites par l'Esprit qui s'était mis en colère de ce que le prieur

et les autres l'avaient regardée; lesquels lui ayant demandé si l'Esprit ne lui était pas apparu en cavalier couvert d'un manteau rouge, elle leur dit que oui et qu'il lui avait fait grâce de ne l'avoir pas transportée à quelques lieues de là » et que « l'Esprit lui avait fait espérer qu'ils seraient contents la nuit suivante ». Après avoir obtenu sans peine la complicité du jardinier, la bande put pénétrer la nuit suivante dans le caveau où, suivant la tradition, se trouvait le trésor. Divot voulut avant tout faire accepter un traité à l'Esprit, il s'avança donc seul, un cierge béni à la main et fit la lecture de ce traité dans lequel il se ménageait de nombreuses échappatoires.

L'archer ne voyant rien venir appela Marie-Anne. Celle-ci fit éloigner ses compagnons, puis les rappela un instant après et leur dit que l'Esprit venait de paraître, apportant un baril rempli de pièces d'or, mais qu'il l'avait remporté par ce que le prieur et les autres n'étaient pas venus assez vite.

Malgré le peu de succès de ces deux premières expéditions nocturnes, quelques semaines plus tard, ils choisirent un jour favorable d'après les indications du grimoire et tentèrent une troisième fois de s'emparer du fameux trésor.

Tombant soi-disant malade pendant l'expédition, Marie-Anne resta chez la sœur de Divot où elle persuada le prieur que l'Esprit voulait lui donner une maîtresse et lui fit entendre que c'était elle-même.

Une dernière expédition à Arcueil fut ensuite décidée et n'eut naturellement pas plus de succès que les précédentes. Marie-Anne disparut alors pendant deux jours et l'abbé Pinel résolut de retourner à son prieuré de Noyen, mais la jeune fille revenant fit parler de nouveau les Esprits et remit à Divot et au prieur deux billets signés Babel, Pinel se laissa encore entraîner et sur les indications de sa maîtresse, confectionna un traité dans lequel il demandait « huit millions une fois payés, trente mille livres de pension par mois, beaucoup de science, le secret de la poudre de projection et la facilité de jouer toutes sortes d'instruments, moyennant quoy il se donnait à lui ».

Les conjurations continuèrent, soit en chambre, soit dans le petit bois voisin du prieuré entrecoupées par Marie-Anne d'accidents névropathiques.

Revenus à Paris, les trois complices furent sur le point de rompre mais une nouvelle conversation avec l'Esprit les remit d'accord. Ces « apparitions » continuèrent et l'Esprit dit un jour à l'abbé d'une voix tonnante : « Pinel, donne-moi l'enfant dont Marie-Anne est grosse de foi et je te donnerai autant d'argent que tu voudras; ou si tu ne veux pas me donner cet enfant, prends jour pour finir ton traité avec moi », puis conseilla au prieur de ne jamais quitter Marie-Anne. Quelques jours après, celle-ci fit une fausse couche qui la rendit gravement malade. Pendant cette maladie, l'« Esprit » se manifesta à plusieurs re-

prises, administra cinq ou six soufflets à la malade et prescrivit des remèdes. La convalescence fut rapide, mais n'ayant plus de ressources, l'abbé Pinel emprunta de l'argent. Lorsque cette somme fut épuisée, Marie-Anne déclara qu'elle en trouverait et demanda à Pinel une chaise et des porteurs pour se rendre chez des amis de sa famille. Marie-Anne ne revint pas mais fit remettre au prieur une lettre ainsi conçue: « Mon cher monsieur, je suis bien fâchée de ne pouvoir pas reconnaître vos peines et vos dépenses. Je n'ai pu faire mon affaire avec MM. Bonnet et Grognet. Ils m'ont arrêtée pour me renvoyer à mes parents et je vous proteste qu'aussitôt que je serai en majorité, je reconnaitrai toutes les bontés que vous avez eues pour moi. Je vous dit adieu les larmes aux yeux ».

Le lendemain Marie-Anne était de retour et racontait à Pinel qu'elle avait pu s'évader grâce à une servante et qu'elle connaissait un moyen sûr pour avoir de l'argent; elle ramenait de nouvelles dupes et lui présenta un personnage nommé de Salles qui se faisait fort de s'emparer du trésor d'Arcueil. Un autre homme, Cuxac, « garde des tableaux du Roi » se joignit à la bande qui partit pour une nouvelle expédition, aussi infructueuse que les précédentes.

Pendant quelque temps les expéditions cessèrent et il y eut alors dans la maison où était logée Marie-Anne « un défilé d'individus curieux ou crédules qui demandaient à traiter avec l'esprit ».

On s'en tint aux conjurations en chambre mais l'abbé Pinel fatigué voulut rompre avec ses associés et se réfugia tout d'abord dans la communauté des Frères des écoles chrétiennes puis ensuite chez un de ses cousins chapelain du cloître du Saint-Sépulcre. Ayant découvert la retraite du prieur, Marie-Anne réussit non seulement à le ramener, mais entraîna avec lui son cousin.

Des évocations eurent lieu, auxquelles voulurent assister, l'abbé Baillet, principal de Narbonne, Mme de Grancey, Destouches, le marquis de Feuquières. Marie-Anne s'arrangea pour exiger chaque fois un certain nombre de louis d'or, réclamés disait-elle par le prince Babel.

Sur la prière de Feuquières, elle lui demanda un jour un talisman pour l'amour et le jeu. L'esprit était prêt à le donner contre cent louis d'or. Les cent louis remis à la jeune sorcière, celle-ci donna au marquis un papier jauni couvert de signes cabalistiques et confectionna le talisman suivant les indications du papier mystérieux, avec un morceau d'argent, une vipère et un carré de taffetas vert. Trois jours après, le marquis revint en déclarant que jamais de sa vie il n'avait tant gagné au jeu. Pendant plusieurs mois les sorciers vécurent assez tranquillement et le dimanche, l'abbé Baillet, le prieur et Marie-Anne faisaient de l'alchimie, cherchant à « fixer le mercure » et à faire de l'« or potable ».

Marie-Anne reçut l'avis qu'on cherchait à l'arrêter. On suppose que c'est Divot qui dénonça ses anciens compa-

gnons pour se mettre à couvert de l'accusation de complicité; on le retrouve plus tard, monté en grade et « chargé spécialement d'arrêter en province les individus accusés de sorcellerie. »

Nos alchimistes firent un mélange d'or, d'argent, de mercure et de chaux qui fut présenté à un bijoutier, mais il fut reconnu pour un mauvais alliage et refusé. L'abbé Pinel, découragé quitta alors définitivement Marie-Anne. Celle-ci fut arrêtée peu de temps après, en février 1703, à l'âge de 23 ans. Elle déclara ne rien comprendre à cette arrestation et assura qu'il devait y avoir malentendu. Elle tomba malade, avec délire et convulsions, ce qui ne l'empêcha pas de répondre avec une grande habileté aux questions qui lui étaient posées, supprimant totalement les années écoulées depuis sa sortie de couvent; on ne put obtenir d'elle aucune réponse prouvant sa culpabilité.

La sincérité de Marie-Anne ayant été mise en doute, à la fin de sa maladie qui dura jusqu'au mois d'août, elle fut incarcérée à la Bastille où étaient déjà dix-sept de ses complices.

Le lieutenant de police René d'Argenson prit un grand intérêt à cette affaire, classée sous le nom d'« Affaire des faux sorciers » et continua ses interrogatoires tous les deux jours; Marie-Anne, intimidée par d'Argenson, finit pour avouer ses manœuvres intéressées mais refusa de reconnaître ses relations avec Pinel et la fausse couche qu'elle avait faite. Elle déclara qu'elle avait elle-même la conviction qu'un jour ou l'autre l'Esprit se manifesterait et que si elle avait dupé ses compagnons, c'était « afin de ne point perdre de son prestige ».

Marie-Anne fut condamnée « à être renfermée le reste de ses jours entre quatre murailles, après avoir été rasée et revêtue d'une tunique grise pour tout habillement et réduite au pain et à l'eau pour toute nourriture ». Elle fut conduite à la Salpêtrière où elle fit la connaissance de Sarah Herry, condamnée en 1711 à quatre années de prison pour sorcellerie. Quand sa peine fut terminée, celle-ci chercha le moyen d'obtenir la liberté de Marie-Anne et fit remettre des placets au Régent et au lieutenant de police, une enquête fut faite et la réponse défavorable. Sarah Herry, usa alors d'un subterfuge et fit réclamer Mlle de la Ville par une pauvre femme dont on acheta la complicité et qui prétendit être sa tante. A l'insu de d'Argenson, on obtint la liberté de Marie-Anne, mais il fut convenu qu'elle se rendrait à Bordeaux et ne reviendrait jamais à Paris.

L'année suivante, en 1717, d'Argenson reçut une lettre anonyme, dénonçant les manœuvres de Sarah Herry et de Marie-Anne de la Ville, lettre à laquelle il n'attacha pas d'importance, mais deux mois plus tard, recevant une autre lettre du même auteur où étaient racontées en détail les aventures de Marie-Anne depuis sa sortie de la Salpêtrière, il écrivit à Mlle Pancatelin supérieure de la Salpê-

trière pour savoir ce qu'il en était. Celle-ci lui assura que Marie-Anne n'avait jamais quitté l'Hôpital. En réalité, malgré toutes ses précautions, celle-ci était retombée entre les mains de la police et avait été réintégrée à la Salpêtrière.

Pendant plusieurs années elle adressa de nombreux placets à M. de Pontchartrain et M. de Maurepas pour implorer sa sortie recevant chaque fois une réponse défavorable. Enfin, en 1725, à l'époque du mariage de Louis XV, Marie-Anne fut mise en liberté ; elle se retira en province et l'on n'entendit plus jamais parler d'elle.

(Ch. de Coynart, *Une sorcière au XVIII^e siècle, Marie-Anne de la Ville*, 1922.

Françoise Pigeon, Vve Guillaume, sacrilège divination.

Arrêtée en 1706 pour s'être mêlée de devinations et de sortilèges, d'abord envoyée à la Bastille est ensuite transférée à l'Hôpital.

« 15 janvier 1707. Elle est âgée de 68 ans, originaire d'Etampes, entrée par lettre de cachet dont le temps est limité à un an.

Elle a été transférée de la Bastille où elle a été conduite pour avoir dit l'horoscope, pour s'être mêlée de divination, et même pour avoir fait entrer les mystères les plus augustes dans les moyens dont elle se servait pour tromper ses dupes. On ne connaît pas dans la maison ses dispositions ni ses sentiments, ainsi je ne croirais pas qu'il fut juste de prévenir le temps de sa pénitence. Je pense même qu'il sera fort à propos de ne la pas faire sortir alors, qu'à condition qu'elle se retirera dans son pays. (Rap. de d'Argenson).

En 1707. Son impiété me paraissant toujours la même, je pense qu'il est à propos de l'oublier à l'Hôpital.

(Ravaisson XI, page 303. — Funck-Brentano n° 1946).

Ch. Rochefort, dite Ravet, prostitution, proxénétisme, magie, escroqueries, récidive.

Originaire de Hollande, âgée de 30 ans.

« C'est une insigne friponne qui, après avoir ménagé le commerce infâme de Mercier avec la Canu, dite Vendosme, a conduit l'intrigue ridicule de ces feintes con-

jurations dont Siriaque était le principal acteur. Je rappellerai l'année prochaine dans son plus grand détail les circonstances de cette malheureuse affaire, où j'ose assurer par avance que la Rochefort et la Vendosme ont le plus de part : la première pour sa friponnerie, et la seconde pour sa débauche. La lettre de cachet n'a point de temps limité, et jamais femme n'a été plus digne de l'hôpital par sa prostitution, par ses impiétés, et par un nombre presque infini de friponneries. J'apprends même qu'elle a été conduite à l'hôpital une première fois, et je pense qu'elle y doit rester encore.

En 1708. Telle était sa situation dans le temps de ma dernière visite, mais comme les sœurs paraissent maintenant assez contentes de ses dispositions et de sa docilité, je crois qu'on pourrait la rendre libre. (Rap. de d'Argenson).

Apostille de Pontchartrain. — La mettre en liberté pour 3 mois.

(Ravaisson, XI, p. 303, Funck-Brentano, n° 1.954).

Marguerite de Vaux, femme Teste, impie, fausse sorcière, « fort entêtée de ses visions ».

24 janvier 1708. Elle est âgée de 37 ans, originaire de Paris, fausse sorcière, impie, qui a été renfermée à la Bastille et ensuite à l'hôpital. Elle disait qu'elle avait une familiarité habituelle avec les esprits, qu'elle était maîtresse de plusieurs trésors, et qu'elle avait des talismans d'une supériorité invincible, tant pour gagner au jeu que pour faire aimer et pour faire réussir les mariages les plus désespérés. C'est pour la seconde fois qu'elle est renfermée par ordre du Roi, et je pense qu'il est à propos de l'y laisser.

En 1709. Tel fut mon avis l'année dernière, et comme cette malheureuse personne paraît toujours fort impénitente, fort entêtée de ses visions et encore plus indocile, je ne crois pas devoir en changer. (Rap. de d'Argenson).

En 1711. On la met en liberté pour voir l'usage qu'elle en fera.

(Ravaisson XI, p. 303, Funck-Brentano, 1.962.).

La Mailly, faiseuse de mariages, magicienne, sacrilège.

Envoyée à la Salpêtrière en février 1703, après ce rapport de d'Argenson:

« J'ai appris qu'une aventurière qui se fait nommer la Mailly, profitant de la détention de ces prétendus chefs de sorciers qui sont à la Bastille, formoit une nouvelle société, s'érigeoit en faiseuse de mariages, vendoit des sorts et des talismans, se piquoit d'une grande pénétration dans l'avenir et s'attiroit tous les jours des admirateurs et des dupes. Elle assure que, depuis un mois, elle a fait réussir huit ou neuf mariages, et elle offre maintenant à une femme veuve fort entêtée d'un jeune homme, dont les biens sont considérables, de l'obliger à l'épouser par la force d'une conjuration supérieure, qui sait enchaîner les volontés et gagner les cœurs. Elle dit que, pour mettre l'Esprit dans ses intérêts, il faut lui donner sept louis d'or à trois différentes reprises, l'invoquer pendant trente neuf jours sans discontinuation et durant six semaines par intervalles, qu'enfin c'est un ouvrage de trois mois entiers, mais que le succès en est infaillible. Son secret consiste à acheter une cavale pleine qui n'ait point encore porté pour ouvrir son poulain dans l'instant même de sa naissance, et lui arracher le cœur qu'elle joint au cœur d'un chevreau nouvellement né et à celui d'un bouc. On attache le dernier dans la cheminée avec un clou, et la fausse sorcière prétend que c'est pour attendrir le cœur du père, qui paroît le plus opposé au mariage dont il s'agit.

Les cœurs du poulain et du chevreau doivent être purifiés par un prêtre, qui les pose tous deux sur l'autel, allume une bougie jaune auprès de chacun, dit l'évangile de Saint-Jean sur l'un et sur l'autre et y jette de l'eau bénite. Elle ne sait pas bien si le prêtre dont elle se sert ordinairement pour cette cérémonie est actuellement à Paris; mais en cas qu'il fût absent, elle assure que le curé de Saint-Christophe, près la ville de Laon, ne lui manquera pas. Elle ajoute qu'il n'y a pas longtemps qu'elle lui a donné douze louis d'or pour de semblables affaires, qu'elle connoît un Carme qui s'en mêle aussi dans l'occasion.

J'ai envoyé chez cette femme une personne de confiance qui m'en a rapporté les mêmes choses et elle lui a dit en dernier lieu qu'elle n'étoit pas en peine de son paiement parce qu'elle lui donnerait un sort qui ne cesseroit pas de la tourmenter jusqu'à ce qu'elle fut entièrement payée; dans ces circonstances, il semble que la nommée Mailly ne sçaurait être mieux qu'à l'Hôpital, où l'on pourra facilement l'interroger, si vous l'ordonnez ».

(Notes de René d'Argenson. — p. 88).

La nommée Pezery, dite Jorel, « créature dont la vie n'est qu'un tissu continuel de friponneries », fausse sorcière, voleuse, déjà condamnée, récidiviste.

« Elle subsistoit à Paris, aux dépens des duppes qui luy faisoient dire leur bonne aventure ou expliquer leurs rêves,

et elle se meslait aussi de faire trouver des trésors et conjurer les esprits. Elle a été renfermée, pour ce sujet à l'Hôpital général, d'où elle n'est sortie, au mois de janvier 1705, qu'à condition de s'éloigner à quarante lieues de Paris.

Elle a déjà été arrêté pour sa désobéissance, et n'a été mise en liberté qu'après avoir fait une seconde soumission d'obéir à la loi de son exil; mais le désir impatient qu'elle a eu de continuer son mauvais commerce luy a fait oublier encore ses obligations et l'a rappelée en cette ville, où elle se trouve beaucoup mieux que dans sa province; son mary, qui se fait nommer de Saint Brice, n'est pas moins fripon qu'elle, et ils ont été, l'un et l'autre, décrétés de prise de corps et constitués prisonniers au mois de juillet 1687, pour une friponnerie qui approchoit fort du vol.

Cependant, ils ne furent condamnez qu'à la restitution d'une somme de 1014 livres qu'ils avoient voulu s'approprier; la femme fut bannie, en l'an 1693, par la sentence du Chastelet, confirmée par arrest du 25 juin de la mesme année, et enfin elle fut conduite à l'Hospital, au mois de juin 1703, en vertu d'un ordre du Roy.

J'ai appris, depuis peu de jours, que cette malheureuse femme, qui s'estoit retirée en la ville de Rouen, s'y estoit bientôt fait connoistre pour ce qu'elle est; qu'elle y avoit vescu par une industrie criminelle, qu'elle avoit abusé de la credulité de plusieurs personnes, et que le sieur Leau, qui demeure au faubourg de Martinville, avoit esté une de ses principales duppes.

Ainsy, je pense qu'il ne seroit pas inutile que vous voulessiez bien escrire à M. de Richebourg, pour esclairer ces nouveaux faits et que, s'ils se trouvent véritables, il est juste qu'elle soit envoyée pour longtemps à l'Hospital ».

(Rapport de d'Argenson, 11 juin 1711, p. 274).

Marie Magnan, veuve de Guillaume de la Forté, capitaine au régiment de Candale. Travestissement, alchimie (fausse monnaie ou poison? La brièveté du dossier ne nous permet pas de préciser)

« Transférée à la Bastille d l'Hôpital le 1^r août 1704. Elle avait servi en qualité de cornette pendant 14 ans dans le même régiment où servait son mari où elle passait pour son frère.

Quand son mari fut mort, elle se mit à travailler à des distillations et congelations de mercure pour faire de l'or. »

(Arch. de la Préfecture de Police, Br. 191).

La nommée Renée Oger, femme de **Pierre Dupuis**, manœuvre, ci-devant veuve de **Jean Luilier**, fripier à Paris, fausse sorcière, avorteuse.

Entrée à la Bastille, le 10 mars 1705 puis transférée à l'Hopital.

Soupçonnée d'avoir donné et vendu des secrets pour l'amour et pour faire avorter des femmes et filles grosses.

(Arch. de la Préfecture de Police, B. 3, fol. 161).

Madeleine Charlot, jurée sage-femme, femme de **François Parmesan de Barot**, ci-devant soldat aux gardes, se disant chirurgien. Avortements. Sortilèges.

Ils sont accusés tous deux de faire avorter les femmes et filles grosses, d'avoir dit à une voisine qu'ils avaient ce secret-là et qu'ils allaient lui en montrer une preuve qui était une petite fille de 6 mois morte, qu'ils avaient fait venir au monde par force.

La dame Charlot est accusée aussi d'accoucher chez elle des bohémiennes de Versailles, d'user de sortilèges et d'invoquer les diables.

Tous deux sont conduits à la Bastille le 2 décembre 1701.

« Il s'est trouvé chez eux des coffres, les uns remplis d'ossements d'hommes et de petits enfants nouveaux nés, les autres remplis de drogues suspectes. Ils faisaient avorter les jeunes filles et les femmes, dont quelques-unes sont mortes ».

La femme Charlot est transférée à la Salpêtrière en 1704.

(Arch. de la Préfecture de Police, B. I. 908, Fuñck-Brentano, 1698, — Ravaisson, X, p. 326, Arch. de la Bastille, 5.134).

Marie-Louise Nicolais, femme de **Antoine François Desrues**, le célèbre empoisonneur, condamné à mort le 30 avril 1777 pour double assassinat. « assassin, faussaire, parjure et escroc. »

Le 8 mars 1779, Marie-Louise fut déclarée coupable de complicité et condamnée « ad omnia citra mortem », à tout hors la mort, à être :

« Ayant la corde au cou, battue et fustigée nue de verges et flétrie d'un fer chaud en forme de la lettre V entre les deux épaules par l'exécuteur de la haute justice, au devant de la porte des prisons de la Conciergerie au Palais; ce fait, menée et conduite en la maison de force de l'hôpital de la Salpêtrière pour y être détenue et condamnée à perpétuité pour avoir méchamment et sciemment pratiqué différentes manœuvres et faussetés à l'effet de s'emparer de concert avec Antoine-François Desrues, son mari, de la Terre du Buisson Sonef sans bourse délier, et en outre être véhémentement suspecte d'avoir participé aux autres crimes commis par le dit Desrues ».

Après treize ans de captivité, le 3 septembre 1792, elle avait alors quarante sept ans, elle fut la cinquième victime des massacreurs qui envahirent la Salpêtrière ».

(Ernest Dupré, et René Charpentier, *Les Empoisonneurs*, Lyon, 1909).

Mythomanie, Mythomanie-maligne convulsionnaires- aventurières

Marie Madeleine Raffon, femme de Pierre Denis
Jean. Fabulation.

Son mari était maître pâtissier à Meulan.

Transférée à la Bastille, le 24 février 1762, sur ordre contresigné Saint-Florentin, de la Salpêtrière, où elle avait été conduite, par ordre du 22 janvier 1762. « Cette femme a été arrêtée à Mantes, le 22 janvier dernier, et conduite, à la Salpêtrière pour avoir fait une histoire bien singulière. Elle a été transférée à la Bastille pour en tirer la vérité. Elle prétendoit que, le lundi 18 janvier, à 5 heures du soir, étant seule dans la boutique de sa mère, parce que celle-ci étoit au grenier à étendre son linge, deux particuliers, qu'elle avoit vu passer deux fois, étoient entrés et lui avoient demandé si ce n'étoit pas elle qui étoit accouchée aux Rois derniers d'une fille: qu'ayant répondu que

oui, ces deux particuliers l'avoient prise aussitôt par les bras et l'avoient fait entrer dans le cabinet attenant à la boutique; qu'un des deux se tenoit sur le seuil de la porte de ce cabinet et que l'autre tira un grand sac jaune où il y avoit beaucoup d'or et d'argent et lui dit de prendre ce sac et de leur livrer l'enfant dont elle était accouchée le jour des Rois, qu'il leur falloit un enfant né de ce jour, que ce fût une fille et que la mère n'eût pas eu d'autres enfants que des filles, que leur projet étoit de faire périr le roi dans le mois avec la cervelle et la moëlle de cet enfant; qu'il falloit que la mère de cet enfant en fut instruite et qu'ils lui donneroient une autre fille du même âge; que n'ayant pu dissimuler l'horreur que lui témoignait le projet et le moyen de l'exécuter, ils l'avoient menacée de lui ôter la vie si elle se refusoit à ce qu'ils lui avoient demandé ou si elle les alloit dénoncer; que s'étant mise en devoir de crier, l'un d'eux lui avoit jeté d'une poudre blanche dans la bouche, et que tous deux s'étoient retirés en disant : Adieu madame ! qu'elle étoit tombée en faiblesse et avait été relevée par une servante de l'Hôtel-Dieu de Mantes, et par sa mère et sa sœur qui étoient descendues du grenier. Il n'a pas été possible de tirer d'elle une rétraction de sa prétendue histoire. Elle a soutenu qu'elle étoit vraie, en sorte que, croyant inutile de la garder plus longtemps à la Bastille, on l'a renvoyée chez elle, après avoir pris la précaution de lui faire faire une soumission de retourner dans sa famille, de se présenter au subdélégué et de ne jamais parler à qui que ce fut de son affaire. On avait pensé que les deux particuliers désignés étoient des libertins qui avoient voulu jouir de cette femme parce qu'elle étoit assez jolie et qu'elle avoit ajouté cette histoire pour intéresser à son injure et en tirer vengeance; mais elle a déclaré qu'il n'étoit pas question de libertinage et que ces particuliers lui avoient seulement passé la main sous le menton, lui disant qu'elle était jolie ».

Funck-Brentano, *Les lettres de cachet*, n° 4.541).

Navion ou Laviron. Instabilité, vol, fausse abjuration, faux, nom supposé, menaces de mort.

Agée de 38 ans, née à Mesches dans le comté de Bourgogne.

Dans sa jeunesse, chargée de remettre des effets à une fille pensionnaire au couvent des Ursulines où elle était elle-même, ellse sauva avec ces effets, les vendit et passa en Suisse. Elle servit comme soldat, puis s'associa avec des voleurs dans les bois de Cortain. Elle reprit ensuite son habillement et fut reçue par les dames Bernardines à Mes-

ches, d'où elle fut chassée peu après. Etant entrée en qualité de servante chez une dame de la même ville, elle s'évada après la mort de cette dame, enlevant beaucoup de meubles; elle se donna ensuite comme luthérienne ayant le dessein d'embrasser la religion catholique, et s'attira ainsi des quantités d'aumônes, tout en vivant secrètement dans le désordre.

Elle se fit alors écrire sous le nom de son prétendu père, des lettres menaçantes pour avoir quitté la religion calviniste, et plus tard une autre lettre, pour lui persuader de reconnaître que cette religion était seule bonne.

Avertie qu'on voulait la faire arrêter, elle s'évada passa à Dijon, se déguisa en homme et se réfugia chez un apothicaire. On découvrit son sexe et elle fut chassée de la ville; elle se rendit alors à Langres, où elle fit abjuration publique ce qui lui attira de nouveau beaucoup de largesses. Introduite chez les dames orphelines de Nancy, elle simula une grande piété puis se fit retenir par charité, pendant 18 mois, enfin son véritable caractère apparaissant elle fut chassée mais sans éclat. C'est là qu'elle fit la connaissance de Mlle de Laviron dont elle prit le nom. S'étant fait donner par surprise des recommandations elle entra chez les dames Carmélites et leur persuada que son père lui enverrait des sommes considérables si on lui envoyait un messenger portant ses lettres et de bons certificats. Elle corrompit le messenger, lui donna un paquet avec les réponses supposées de son père, lui recommandant de dépenser l'argent qu'il avait reçu pour son voyage et de revenir après un certain temps. Les Carmélites découvrant cette manœuvre chassèrent la Navion. S'étant rendue à Metz, sitôt arrivée elle se fit passer pour une personne de condition et dit que sa fille de chambre l'avait volée et laissée sans ressources. Elle trouva encore des personnes charitables pour la secourir. Elle simula alors une maladie puis se disant luthérienne fit une nouvelle abjuration. S'étant donnée pour très entendue en médecine, elle acheta des drogues chez des apothicaires et les revendit très chers à ceux qui accoururent de toutes parts. Pour soutenir son nouveau personnage et obtenir un extrait baptistère sous le faux nom de Mlle de Laviron, elle menaça le curé de Mesches de poison ou autre sorte de mort violente. Arrêté alors en 1737, au moment où elle feignait de vouloir se noyer elle fut emmenée à l'Hôtel-Dieu; dans une lettre de Hérault à Maurepas, on voit qu'elle se dit juive et feint de ne pas savoir parler français. Elle n'a répondu aux questions que l'on lui a faites que par un tissu d'impostures en se servant d'un langage affecté». Transférée à la Bastille le 17 mai 1737, elle passa peu de temps après à la Salpêtrière où elle resta jusqu'en 1744.

Veuve Gandron, lettres anonymes, tentatives de chantage.

Arrêtée et conduite à la Bastille, suivant l'ordre du Roi, du 19 avril 1721, puis transférée à la Bastille à l'hôpital le 24 février 1724.

« Cette femme est une intrigante des plus dangereuses qui aient encore paru.

Elle écrivait des lettres impertinentes et remplies d'ordures, qu'elle imputait à des femmes, même de distinction, dont elle menaçait d'informer les maris, si on ne lui donnait les sommes qu'elle demandait.

Et elle avait inventé une autre fausseté à la faveur de laquelle elle a tiré 10 louis d'or de M. Le Blanc, secrétaire d'Etat.

Enfin, elle avait avancé qu'elle avait trouvé par hasard une pelotte dans laquelle il y avait des paquets de poison à l'adresse de quelques personnes qui avaient l'honneur d'approcher le Roi, et il n'y a pas d'intrigues dont cette femme ne se serve pour se procurer des secours et soutenir sa débauche » (ra. de Hérault, nov. 1725).

Apostille. — A continuer pendant quelque temps, et cependant lui permettre d'écrire.

Voici la lettre anonyme dont il est question :

Lettre à Mlle de Bouillon, en son hôtel à Paris,

le 12 novembre 1720.

« Mademoiselle, le bon goût dont V. A. est partagée ne paraît pas aujourd'hui dans l'illustre mariage de M. le prince d'Auvergne votre frère, ayant épousé la plus grande coureuse de bénéfices qui soit jamais créée, une p... fieffée qui est pourtant princesse. Ah Dieu ! après comme vous avez traité Mme d'Evreux cela est indigne, elle de qui la vertu est bien au-dessus de la beauté ; et pour vous prouver que j'accuse juste, elle s'est fait emplir le ventre par un agioteur comme elle ; il y a environ sept ou huit années qu'il servait cependant dans un régiment ; il a passé en Espagne dans l'affaire de M. le duc du Maine, Votre sage belle-sœur est accouchée chez la Langlois, garde-malade, où son enfant a été baptisé sur la paroisse Saint-Sauveur ; la Langlois demeurant en ce temps-là dans la rue Beaurepaire. Cette femme ayant toujours eu soin de cet enfant, le faisait passer pour le sien ; c'est un garçon beau comme un ange ; enfin, il suffit qu'il soit de l'amour pour être accompli. La Langlois s'est remariée à Lassalle cabaretier qui demeure rue Mondétour, près les Halles, vis-à-vis d'un rotisseur ; cet enfant se faisant grand, servait à table dans le cabaret, rinçait des verres, les

appelait papa et maman, était battu comme un chien, lui donnant toute sorte de beaux noms comme bâtard, fils de p... et quand le père de cet enfant a été enallé sans avoir averti la belle, haute de rage et de désespoir, elle fit enlever son enfant par une dame de ses amis qui est presque toujours chez elle. Elle l'a fait mettre dans un endroit où il souffre comme un malheureux, n'ayant ni chemises, ni souliers. C'est pour ce cher enfant que j'implore votre secours auprès de sa bourrelle de mère, qui a quatre valets de pied et deux pages, et laisse mourir son enfant ; en vérité, Mademoiselle, si elle ne lui fait pas une pension avant qu'elle accouche, on l'enverra à l'hôtel, et on contera à la porte toutes les circonstances du premier accouchement, ce qui doit, Mademoiselle, servir de consolation, ce chemin étant tout frayé ; cependant je suis certaine qu'elle fera autant de figure qu'elle a fait à ce petit garçon. Adieu, Mademoiselle, si elle ne fait rien pour nous, tant pis pour elle ».

Sur un état du 18 mars 1724, on voit que la veuve Gaudron avait été transférée de l'hôpital à la Bastille pour servir de mouton (espion) auprès de la dame La Barre, et qu'elle en avait profité pour continuer à intriguer.

(Arch. de la Bastille, 10.731 Bastille), (10.828, Salpêtrière), (11.283, Gd Chatelet), Ravasson, tome XIII, page 320.

Phelipette Pochon, femme de Baptiste Bernard de Rosemain, faiseuses d'affaires, intrigante.

Son mari était capitaine ingénieur à Majorque au service du roi d'Espagne. Entrée le 13 décembre 1702 à la Bastille. Le 10 janvier 1703, M. d'Argenson écrit à M. Ponchartrain (Arch. de la Bibl. Nat.) :

« J'ai l'honneur de vous envoyer l'interrogatoire que la Rosemain subit hier devant moi, et je prévois qu'il sera suivi de plusieurs autres car jamais femme ne s'est mêlée de tant d'affaires et je crains bien qu'elle n'ait été commode à plus d'un usage, quelque dévote qu'elle affecte de paraître, le vice et la vertu lui étant égaux, pourvu qu'elle arrivât à ses fins, et le cabinet de M. de la Lunetière n'est pas mieux fourni de vieilles ordonnances que le coffre de cette femme est rempli d'avis, de propositions et de mémoires ; à peine ne se trouvera-t-il un seul homme de la cour dont le nom ne soit pas parmi ses papiers et je ne sais pas quand j'aurai fait avec elle. Il sera bon ce me semble que la plupart de ses interrogatoires restent dans vos mains et ne soient vus que du roi et de M. le Chancelier ».

Elle sort de la Bastille le 30 août 1703 sur un ordre contresigné Ponchartrain, avec un ordre d'exil en Auvergne.

En 1704, elle entre par lettre de cachet à l'Hôpital où nous pouvons la suivre par les rapports de d'Argenson,

« 11 septembre 1704. Nouvellement arrivée et dont je me réserve à rappeler les motifs de sa détention après la première visite qui suivra celle-ci.

En 1705. Elle a toujours la folie de se vouloir faire passer pour jeune, quoique depuis plus de dix années ses cheveux soient absolument blancs; elle voulait me persuader que la peur que lui fit à la B. la Marianne, les avait blanchis en une nuit; mais quand je lui ai fait voir la poudre noire qu'elle avait laissée parmi les drogues de sa toilette, elle demeura toute confuse.

C'est cette faiseuse d'affaires qui se mêlait de tant d'intrigues, qui négociait des mariages et des traités de finance, et qui n'ayant aucuns biens, subsistait à Paris depuis très longtemps. Quand il plut au roi de la faire sortir de la Bastille, ce fut à condition qu'elle se retirerait à 50 lieues de Paris, mais elle refusa d'obéir, ainsi après avoir été conduite une ou deux fois au For-l'Evêque par sa désobéissance, il a fallu la renfermer à l'hôpital, et je doute qu'elle pût trouver du pain ailleurs sans le secours de quelques moyens criminels.

En 1706. Il ne s'est présenté personne qui se soit voulu charger d'elle; ainsi quand on la ferait sortir de l'hôpital, il l'y faudrait ramener comme folle ou en qualité de mendicante.

En 1707. Sa folie est encore augmentée depuis l'année dernière

Idem en 1708 ».

Apostille de Ponchartrain : L'exiler dans son pays, sinon la reprendre.

(B. N.)

(Arch. de la Bastille, n° 10.546, 10.547. ibl. Nat. Clairembault, 983, fol. 63 et 984, fol. 294, Ravaisson, XI, p. 53).

Marie Geneviève Dyon, mouche de la police, femme de **Nicolas Maréchal**, bourgeois de Paris, faux rapports, escroqueries, recels, intrigues.

Arrêtée et conduite à la Salpêtrière le 16 août 1750.

« Son mari l'avoit abandonnée à cause de son mauvais caractère et de ses intrigues.

Avoit eu plusieurs affaires criminelles avant de rendre service à la Police.

Par ses interrogatoires et douze déclarations de différentes personnes, rédigées par le Commissaire Châtelier, il est prouvé qu'elle a fait arrêter par ses faux rapports, des gens qui étoient innocens et que d'un autre côté elle exigeoit de l'argent des prisonniers pour obtenir leur liberté en leur disant qu'il n'y avoit qu'elle qui put leur faire accorder cette faveur. Savoir....De la blonde dite Campignon qu'elle a fait prendre et sortir de prison trois fois une robe de gros de tour et un jupon de Damas, un collier de grenat, une paire de boucle d'argent et environ 36 livres.

A fait mettre à l'hôpital la femme Aury, pour une bague cornaline montée en or, et un écu de six livres, à la sollicitation de la nommée Richard.

Elle soutenoit plusieurs macquerelles dont elle tiroit des contributions, entre autres la nommée Cécile Duclos dont elle a reçu plusieurs présens.

La petite Pelletier maitresse d'un soldat aux gardes dans une chambre meublée qu'elle lui louait 3 livres par jour.

La nommée Harbielle rue de Richelieu. Elle a mis en gage une croix de diamans de la valeur de 260 livres appartenant à la dame Cresien et une robe de chambre à la dame Guimer. Elle a cherché à surprendre Lasnier huissier au Châtelet en lui proposant de former en ses mains une opposition sous un nom supposé sur un de ses créanciers qui la poursuivoit. Elle a induit le jeune Pommier à acheter de tous les filoux qu'il connoissoit les tabatières et argenterie qu'ils voleroient pour faire les agraphes et les boucles qui étoient de son métier d'orphèvre.

Elle a donné pareil conseil à la nommée Louison Maguy en lui disant d'acheter de toutes mains sans porter sur ses livres.

Elle ne fréquentait tant en hommes qu'en femmes que des mauvais sujets tels que le Chevalier Damblot, le chevalier de Monblanc, le nommé Tornade, Lesage dit Girardin, Letellier, le nommé Tirmois avec lequel elle a fait nombre d'affaires, Toulouze, le marquis de Trolegue. Cette pernicieuse femme aspirait à des postes et cherchoit les moyens de supplanter les personnes de confiance qui les possédoient, elle a brigué principalement la place de supérieure à la Salpêtrière.

Enfin on peut la regarder comme une friponne et une intrigante d'un genre supérieur ». (Rapport anonyme).

Voici la lettre par laquelle Marie Geneviève Dyon réclame le poste de supérieure de la Salpêtrière :

A Monseigneur le lieutenant de Police,

Monseigneur,

On ne parviendra jamais à réprimer l'obstination des femmes jansénistes renfermées à la maison de Force de l'Hôpital Général, et de la prison de Saint-Martin, tant

qu'elle seront confiées aux deux personnes qui conduisent ces maisons qui sont Elles-mêmes jansénites outrées, et qui les favorisent si bien qu'elles les laissent dans l'opulence et favorisent, Monseigneur, sans votre permission les fréquentes visites des jansénistes, ce qui les empêche de se rendre. Cette lâche complaisance excite un tel dérèglement qu'elles se moquent des préceptes de la Religion et même du Ministre qui décerne leurs lettres de cachet, parce qu'elles sont plus en sûreté pour leurs assemblées et leurs convulsions dans leur prison que s'ils étoient chez des particuliers de leur secte, ce qui perce malgré le soin qu'ont les demoiselles Simoneau et Sœur Saint Michelle de le tenir secret, et ce que représente la demoiselle Maréchal qui a travaillé avec succès à la police pendant trois années expirées au mois de décembre dernier.

Elle représente aussi qu'il seroit intéressant pour le bien de l'Etat que ce fut une femme de teste que l'on mit à une de ces places; où l'on conduit les filles de mauvaise vie qui se sont attiré cette punition, soit par leur mauvaise conduite, ou par fautes de preuve ou parce qu'elles y sont condamnées par jugement.

Ces sortes de filles comme vous l'avez sçu Monseigneur, dans plusieurs affaires où l'on a admiré votre intégrité, découvre l'horreur non seulement de leur conduite, mais encore de celles de leurs complices, ce qui fait un grand bien pour le criminel, et par conséquent pour le public. Ces malheureuses, dije, qui sont toujours ou les maitresses ou les confidentes ou receleuses des compagnies de voleurs et de brigands sont à même en les flattant ou d'un adoucissement à la punition de leurs crimes ou d'une liberté (comme vous l'avez donné Monseigneur, à celles qui ont donné des avis et preuves certaines pour le bien) de s'adresser avec confiance à une femme qui les conduiroit et dont l'esprit souple sçauroit leur arracher l'aveu de leur iniquité en profitant de leur faiblesse, par des moyens de douceur et de confiance; des aveux de cette importance mettroient cette femme habile en état de vous envoyer Monseigneur au moins deux fois par semaine un rapport fidel d'un grand nombre de volleur et de leurs complices ainsy que de quantité de choses secrettes qui se passent dans Paris, intéressantes pour l'Etat; l'on se trouveroit à même de connoître les auteurs de toutes les iniquités qui se commettent même dans les pays les plus éloignés et encore on seroit à porté de dévoiler ceux et celles qui ont échapés à la punition de leur crime s'étant voilé aux yeux de la justice même d'un nom supposé, ainsy que leur qualité pour échaper la punition qu'elles méritent.

Paris ainsi que la Province sensible à cette nouvelle preuve de votre attention pour le bien public ne pourroit mieux vous marquer sa reconnaissance qu'en continuant de vous souhaiter des jours éternels.

On lit en apostille : A Monsieur Dunat, Joindre au dossier de la Maréchal. Ce mémoire m'a tout l'air de venir d'elle dans le tems qu'elle songeoit à être supérieure de l'hôpital et à remplacer la sœur Julie. Au surplus le mémoire est bon (21 août 1750).

Une lettre du commissaire Chatelin nous apprend quelque temps après qu'elle est toujours à l'Hôpital et il rappelle qu'elle « employait toutes les manœuvres imaginables pour faire mettre et sortir de l'Hôpital différentes personnes moyennant de l'argent. Elle faisait des marchés de 4, 5 et 6 Louis quelques fois plus pour obtenir les ordres qu'on lui demandait. Il est question d'un nommé Vive L'amour cy-devant soldat aux Gardes, mouche de Poussot inspecteur de Police, lequel à l'imitation de la Maréchal met toutes les femmes du Monde à contribution va leur donner l'alarme des visites de Nuit et sous prétexte de les en affranchir, trouve le moyen de leur firer de l'argent ».

(Bibl. de l'Arsenal, ms. 11.732.

Les avanturières, nous l'avons vu, ne vivent le plus souvent que de vol et d'escroqueries; cependant lorsqu'elles sont associées à des complices audacieux, elles ne reculent pas devant le crime. Témoin

Marie Barbara Mackai, âgée de 21 ans, maîtresse de **Jean Claude Fini** se disant prince de Chamoran.

« Ils sont retenus à la Bastille (1785) sous prétexte de libelle. En réalité, d'après les gazettes de l'époque ils sont réclamés par la cour de Londres, comme coupables d'un crime atroce qu'ils venaient de commettre en Angleterre ». (Serieux et Libert).

D'après un journal de l'époque on apprend que de complicité avec son amant, elle attira chez elle un certain M. Mackay, exécuteur testamentaire de son mari, sous prétexte de lui rendre diverses sommes d'argent qu'elle lui avait empruntées. Sous menace de mort, les deux complices se firent remettre une traite de 300 guinées que la femme alla immédiatement toucher. Ils abandonnèrent ensuite le malheureux Mackai après l'avoir ligotté et mis en contact avec un baril de poudre qui devait partir sous la décharge d'un pistolet. Mackai parvint à appeler et après mille précautions finit par être délivré (Bastille dévoilée t. III, p. 13).

Marie Barbara Mackaj fut envoyée à l'Hôpital le 31 juillet 1786.

Jeanne de Valois, comtesse de la Motte, Intrigues, escroqueries, tentative de vol, diffamation, calomnies, faux, tentatives de suicide, inaffectivité, amoralité.

Née à Fontenette (Aube), en 1756 descendait en ligne directe de Henri II. Son père Jacques de Saint Rémy de Valois vivait de braconnage et sa mère ancienne servante, s'adonnait aux vices les plus dégradants.

Après la mort de son père en 1760, dans la misère la plus complète, Jeanne eût à subir les sévices de sa mère, qui vivait alors avec un soldat aux gardes, la frappait et l'obligeait à mendier, traînant avec elle sa jeune sœur.

La marquise de Boulainvilliers l'entendant un jour demander l'aumône pour « deux orphelines du sang des Valois » la prit en pitié s'assura de son origine et la plaça dans une maison d'éducation de Passy d'où elle sortit à 14 ans, cherchant à se placer; elle fut couturière, blanchisseuse, porteuse d'eau, cuisinière, repasseuse, lingère, mais ne réussit à resier nulle part, ne pouvant se résigner à servir.

La marquise de Boulainvilliers essaya ensuite de la remettre au couvent pour terminer son éducation, mais elle s'en échappa pour se réfugier à Bar-sur-Aube où elle fit la connaissance de Nicolas de la Motte écuyer gendarme du Roi : qu'elle épousa le 6 juin 1780. Un mois plus tard il leur naquit deux fils qui moururent aussitôt.

La Motte, esprit banal et borné fut bien vite sous l'empire absolu de sa femme qui lui fit partager ses rêves d'ambition : Et dès lors commença pour eux une vie remplie d'intrigues et d'expédients.

Ayant appris que la marquise de Boulainvilliers se trouvait à Saverne, où elle était l'hôte du cardinal de Rohan, le comte et la comtesse de La Motte allèrent lui conter leur détresse et obtinrent d'être présenté au cardinal; ils furent reçus au château de Saverne où Rohan leur promit sa protection. La Motte obtint un brevet de capitaine des dragons de Monsieur, ses dettes furent payées par Mme de Boulainvilliers et le jeune couple se dirigea sur Paris.

A Paris le comte et la comtesse de La Motte ne vécurent que d'intrigues et d'emprunts, et dès mai 1782, Rohan leur fit remettre de temps à autre un secours de quelques

louis. Malgré sa misère Jeanne augmenta son train de vie, remplaça son appartement composé de deux pièces par une maison de trois étages, continuant toujours ses sollicitations empruntant de l'argent aussitôt gaspillé et poursuivant la restitution des biens qui avaient appartenu à sa famille.

Un jour feignant de tomber de faiblesse et d'inanition dans le salon de Mme Elisabeth, sœur du roi, elle obtint des secours en argent, et sa pension fut portée de huit cents à quinze cents livres. Cependant elle fut vite considérée comme intrigante et éconduite, et lorsqu'elle renouvela ses évanouissements sous les fenêtres de la reine quelques temps après elle ne fut même pas remarquée. Sans se décourager, Jeanne répandit autour d'elle le bruit qu'elle était très bien en cour et que la reine la favorisait de ses bontés, aussi lorsque le Cardinal de Rohan rentrant à Paris eût reçu de la Reine un accueil des plus réservé eût-il recours à Mme de La Motte pour rentrer en grâces. Celle-ci pour assurer son empire sur le Cardinal de Rohan et lui donner des preuves de sa puissance lui promit un rendez-vous de la Reine dans un bosquet du parc de Versailles. Rohan ému, fut mis en présence d'une jeune femme Nicole Leguay qui joua fort bien son rôle; il la prit pour la Reine et en reçut une lettre et une rose. Dès lors, le Cardinal aveuglé remit à Mme de La Motte toutes les grosses sommes d'argent qu'elle lui réclama, arguant que c'était pour la Reine dont elle était la fidèle intermédiaire. Cet argent qui servit à mener joyeuse vie, n'était malheureusement pas inépuisable et il pouvait sembler dangereux de multiplier les emprunts. Jeanne apprenant que des bijoutiers avaient voulu vendre au roi un superbe collier de brillants et que la Reine n'avait pas jugé raisonnable de l'accepter, conçut immédiatement l'idée d'une belle escroquerie qui pourrait les tirer d'embarras; elle dit au Cardinal que la Reine désirait acheter le collier en secret, mais ne pouvait le payer qu'à terme; Rohan se chargea avec empressement de toutes les démarches et de l'acquisition, et remit mystérieusement le collier à un soi-disant envoyé de la Reine, qui n'était autre que Rétaux de Villette, secrétaire de Mme de Valois.

Le collier fut immédiatement démonté et on commença à vendre les diamants à vil prix, tant à Londres qu'à Paris. Cependant, à la date du premier versement, de grosses difficultés financières surgirent et Rohan essaya d'y remédier de son mieux. Mme de La Motte, elle, tenta un coup d'audace : Elle fit venir le bijoutier et lui déclara que l'écrit de garantie signé de la Reine, et remis par le Cardinal, était faux; puis laissant le malheureux Rohan aux prises avec le scandale le plus monstrueux, elle s'en alla à Bar-sur-Aube, où elle donna dans son château des fêtes magnifiques, sans plus se soucier de sa victime.

Mis au courant de l'escroquerie, par les bijoutiers, le Roi fit arrêter Rohan, et le fit incarcérer à la Bastille, le 15 août 1785. Le 18, Mme de la Motte fut arrêtée à Bar-

sur-Aube, et son mari s'enfuit en Angleterre. Quant aux complices Nicole Leguay, baronne d'Oliva et Retaux de Vilette, ils allèrent rejoindre Jeanne à la Bastille.

Durant l'instruction, Mme de la Motte fit une défense étonnante de présence d'esprit et d'énergie, tenant tête à tous les témoins, inventant au besoin des preuves pour appuyer ses mensonges; elle faisait passer tous les témoins, Rohan en tête pour avoir été ses amants, disant n'avoir reçu d'argent qu'à ce titre. Longtemps, elle nia la scène Bosquet, et ce n'est que devant les révélations précises qu'elle finit par avouer dans une terrible crise de nerfs.

Le mercredi, 31 mai 1786, Mme de la Motte fut condamnée à l'unanimité à être fouettée par le bourreau et marquée au fer rouge, sur les épaules de la lettre V (voleuse) et à être enfermée pour le reste de ses jours à la Salpêtrière après avoir eu tous ses biens confisqués.

Le mercredi 21 juin, à 5 heures du matin eut lieu l'exécution :

« Elle se défendait comme un lion, des pieds, des mains, des dents, et de telle façon qu'ils ont été obligés de couper ses vêtements et jusqu'à sa chemise ce qui a été de la plus grande indécence pour tous les spectateurs ».

Après avoir été fouettée au milieu de ses convulsions, elle fut marquée de la lettre V sur l'épaule, se débattant tellement que la seconde lettre alla s'imprimer sur le sein.

Jeanne fut ensuite conduite à la Salpêtrière. « On lui donna une des trente-six petites loges particulières de six pieds carrés : faveur dont elle est redevable à la prisonnière qui a bien voulu, pour elle, quitter sa cellule et aller au dortoir commun où les détenues couchaient à six dans une même lit. Il faut savoir que ces malheureuses couchent pour la plupart sur une même pailleasse et qu'elles ne parviennent à en avoir une pour elles seules que par rang d'ancienneté, ce qui demande un temps considérable. Ainsi la pauvre fille faisait le plus grand sacrifice ».

Mme de la Motte était en prison depuis peu qu'il se produisait déjà un revirement dans l'opinion publique à son sujet. Les détails de son exécution, la vie qu'elle menait à la Salpêtrière, émouvaient la foule qui finit bientôt par l'ériger presque en martyre, victime d'une erreur judiciaire. Riches et nobles se rendant à la Salpêtrière pour la voir, lui donnèrent l'idée de s'évader. Elle l'essaya une première fois, mais ayant commencé à s'échapper par un trou, elle resta la tête prise dans l'ouverture trop petite et se débattit de frayer. Cette première tentative ne fit que faire redoubler la surveillance. Cependant quelque temps après, grâce à la complicité d'une sentinelle, Jeanne réussit à faire faire une clef de sa cellule, et à se procurer des habits d'homme. Le 5 juin 1787, revêtue de son déguisement, elle s'évada, et gagna Provins, puis Troyes et Bar-sur-Aube, en compagnie d'une autre détenue, Marie-Anne Marié, qui lui servait de domestique.

Après avoir, en cachette, reçu quelques secours d'argent d'anciens amis, elle gagna ainsi que sa fidèle compa-

gne, le Luxembourg, la Belgique, l'Angleterre et enfin, le 4 août 1787, elle retrouva son mari, à Londres. La facilité avec laquelle cette fuite s'était opérée fit penser que la reine elle-même avait favorisé l'évasion.

A Londres le ménage vécut péniblement. L'argent qui provenait de la vente des derniers diamants fut vite épuisé. C'est alors que sur les conseils de Calonne, ancien contrôleur général des Finances, Lamotte et sa femme écrivirent leurs « Mémoires », recueils de mensonges et de calomnies, traduits en Anglais et en Allemand.

Mais le caractère de Jeanne s'était aigri, son déséquilibre s'était accentué; plusieurs fois elle tenta de se suicider en se jettant par la fenêtre ou en se poignardant. Elle se facha avec Calonne, et son mari, profitant des troubles du 14 juillet 1789 rentra à Paris. Seule à Londres, dans la misère noire, non seulement elle repoussa brutalement sa sœur Marie-Anne qui retirée dans un couvent de Jarcy lui proposait de venir vivre avec elle, mais encore elle l'accabla d'injures et de calomnies, projetant même de la faire voler. De Londres, elle était l'âme de tout le mouvement de révolte qui se traduisait par des pamphlets injurieux et obscènes sur le compte de la Reine.

Elle se préparait à publier un nouveau récit de « sa vie », quand le 13 juin 1791, ayant vu entrer chez elle des agents de police anglais, venus pour opérer à la requête d'un de ses créanciers, dans un raptus anxieux, croyant qu'on venait encore l'arrêter; songeant peut-être à son supplice à la Salpêtrière, à toutes les souffrances qu'elle avait endurées, elle se jeta par la fenêtre du 2^e étage; les jambes affreusement broyées, elle mourut après une longue et atroce agonie, dans le plus complet dénuement et abandonnée de son mari, le 23 août 1791.

(Franz Funck-Brentano, *l'Affaire du collier*, 1919. *La mort de la Reine*, 1921).

Mystiques et agitatrices convulsionnaires

Marie Françoise Carlemigelly, internée une première fois à 16 ans pour folie. Auto accusation, agitation, excitation au meurtre, assassinat.

Née vers 1772, fille d'un coureur de la maison du prince de Condé, elle eut une enfance malheureuse et s'échappa de

chez sa mère qui la haïssait et la battait. Elle vécut au hasard, puis se fit vendeuse de chansons, domestique et enfin revendeuse à la toilette. A seize ans elle devint folle, tantôt immobile durant des heures entières, tantôt agitée et parlant avec volubilité. Des gens prirent peur et la firent conduire à la Salpêtrière. Elle y vécut deux ans et comme elle était relativement douce et peu dangereuse, les inspecteurs lui rendirent la liberté. Elle reprit son ancien métier, mais la Révolution ayant éloigné sa clientèle coutumière, elle fut réduite à cacher des effets appartenant aux émigrés. Elle s'occupa de politique, monta à la tribune et soutint les opinions les plus contradictoires. Un jour elle déclara « que les choses allaient bien mieux du temps des rois ». Arrêtée, elle fut conduite à la Conciergerie, une perquisition prouvant ses rapports avec les émigrés,

En mai 1793, Manuel, député de Paris à la Convention, ayant été arrêté sur l'accusation d'avoir abusé de ses pouvoirs et pactisé avec le roi, Marie-Françoise imagina de raconter qu'elle avait été mêlée à toutes les intrigues de l'ancien procureur et qu'elle parlerait si on voulait l'interroger. Un administrateur de police étant venu dans ce but, pour obtenir d'importantes révélations, Marie-Françoise éclata de rire et lui déclara qu'elle n'avait rien à dire. Elle subit ensuite deux autres interrogatoires et quelques jours plus tard essaya de se tuer à coups de ciseaux. Les concierges de la prison la prenant en pitié prévinrent les administrateurs de l'état dans lequel se trouvait la prisonnière, les médecins l'examinèrent et ayant été déclarée irresponsable, elle fut envoyée à l'Hôtel-Dieu.

Un mois après son entrée à l'hôpital, elle écrivit à Fouquier-Tinville pour lui demander d'être ramenée à la Conciergerie afin de « déclarer les auteurs qui l'avaient instiguée à tenir les propos dont elle était prévenue ». On procéda à une enquête sérieuse et les déclarations de Marie-Françoise ayant été reconnues sans fondement on la garda à l'Hôtel-Dieu, puis on la dirigea sur le château de Vincennes, d'où elle fut ensuite transférée à la Salpêtrière. De là elle écrivit des lettres portant en tête la devise « Liberté et gallité ou La Mort » dans lesquelles elle se plaignait en termes violents de ne pas encore avoir été jugée. En décembre 1794, elle subit un interrogatoire, fut acquittée et remise immédiatement en liberté.

A cette époque la famine était atroce à Paris et ne faisait qu'augmenter, Marie-Françoise se mit à errer dans les rues en criant « vive le Roi », puis quelques semaines plus tard elle dénonça sa mère comme royaliste et conspiratrice.

A la fin du printemps 1795, elle parcourut Paris avec une bande de « tricoteuses », prêchant la révolte à la porte des boulangers, réclamant des exécutions, poursuivant les députés et excitant les hommes contre la Convention. Le 1^{er} prairial la révolte éclata, Marie-Françoise se dirigea avec sa bande vers la Convention, on essaya des les apaiser, mais Marie-Françoise impatiente quitta la tribune et

rejoignit les insurgés qui se précipitèrent dans la salle. Elle voulut atteindre le président Boissy d'Anglas qu'elle avait cherché plusieurs fois à assassiner, mais le représentant Féraud s'étant mis devant le président pour le couvrir de son corps tomba frappé d'un coup de pistolet. Marie-Françoise dans un accès de fureur sauvage se jeta sur le blessé, l'acheva avec sa galoche et le traîna par les cheveux dans les couloirs. La tête de Féraud fut promenée au bout d'une pique dans les rues et pendant trois heures, Marie-Françoise suivit le cortège, le bonnet taché de sang.

Après la victoire de la Convention, l'arrestation de Marie-Françoise Carlemigelly fut décidée, on l'arrêta le 8 prairial et elle fut écrouée à la prison des Quatre-Nations. Le concierge parvint à la sauver de la Commission militaire et obtint son transfert à l'Hospice du Plessis.

En septembre 1795 on reprit les poursuites contre la tricoteuse folle, elle fut envoyée devant le tribunal criminel du département de Paris. Au cours des interrogatoires elle fit preuve d'une audace inouïe, s'opposa à ce qu'on prit sa défense, accusa les émigrés, les Anglais, les royalistes, refusa toute indulgence et déclara qu'elle recommencerait ses tentatives d'assassinat si on la remettait en liberté. Elle fut condamnée à mort et exécutée le 23 mai 1796, à l'âge de 24 ans.

La tricoteuse folle, par André Fribourg, dans *Revue* 15 sept. 1910., Bibl. Arch. Nat. W. 5-241-W 278-1033-W. 490-444. F. 4.774-46. ADI III, AD, XVIII, c 154, AF. I, 50).

Catherine Theo, âgée de 63 ans, chef de la secte des Illuminés, elle avait réuni quatre sectateurs, le ménage Jumelle (78 ans), Marie Catherine Lallier, la femme Mathieu et Michel Hastain, ancien substitut et ancien avocat-conseil, qui furent enfermés avec elle.

Entrée à la Bastille le 12 avril 1779 sur ordre contresigné Amelot.

A répondu dans son interrogatoire : « que c'est Dieu qui lui a dit qu'elle étoit la vierge qui recevrait le petits Jesus, qui viendrait du ciel en terre, apporté par un ange, pour mettre la paix sur toute la terre et recevoir toutes les nations — que Dieu lui a fait remise de ses péchés et lui a accordé sa grâce et la connoissance de ses mystères. — que si toutes les choses que Dieu lui a révélées s'accomplissent, elle n'aura plus besoin de servir, parce que tout le

monde, depuis le plus petit jusqu'au plus grand, aura soin d'elle; et, en attendant, la veuve Mathieu veut bien partager ce qu'elle a avec elle ».

Transférée à la Salpêtrière le 29 mai 1779, sur ordre contreigné Amelot. Bibl. Ars. 12.478. Bibl. Nat. Fr. 14.059. Bastille dévoilée, IV, 18 et VI, 75-81. *Lettres de cachet*, 5.097.

Convulsionnaires. Après la mort du diacre Paris, en 1727, commencèrent les miracles sur son tombeau. L'épidémie de convulsions qui prit naissance dans le cimetière St-Médard, s'étendant d'année en année, le cardinal Fleury fut obligé de faire fermer le cimetière en juin 1732, et d'envoyer les convulsionnaires dans les diverses prisons de la capitale, principalement à la Bastille, à Vincennes et à l'Hôpital. Les réunions clandestines continuèrent cependant pendant quelques années encore et la police fut obligé de sévir contre elles.

Prises parfois par le public pour des manifestations miraculeuses, les convulsions furent en général estimées par la police à leur juste valeur et les conseils que donne Hérault au gouverneur de la Bastille au sujet de **Catherine Lefebvre**, ne seraient pas désavoués aujourd'hui.

« En parlant ferme à la Lefebvre, que l'on a conduite à la Bastille, vous verrez que ses convulsions cesseront, comme elles ont cessé à tous les autres. Mettez autant de monde que vous jugerez à propos auprès de cette particulière; mais il me semble que plus on marquera d'attention à la soulager et plus elle se donnera de mouvements pour en imposer. Il faudrait la faire observer quand elle sera seule par quelque fente des portes, afin de ne lui donner des secours que dans un cas d'absolue nécessité ». (Hérault à Launay — 29 octobre 1732).

Catherine Lefebvre fut ensuite conduite à l'Hôpital où elle resta deux ans. Remise en liberté, elle « continua à faire des convulsions et à commettre beaucoup d'extravagances » aussi en 1736 fut-elle de nouveau conduite à l'Hôpital. La mère qui était paralytique demanda sans succès en 1742 la mise en liberté de la fille. (Ravaisson XIV, page 315).

Les deux sœurs Moulère ont des convulsions si extraordinaires que les plus zelés convulsionnistes les prennent sous leur protection. Internées une première fois, elles récidivent aussitôt en liberté et sont enfermées à nouveau :

Filles d'un cordonnier. L'une d'elles Jeanne et son frère ont tout d'abord des convulsions et se donnent en spectacle. Arrêtés et conduits à la Bastille ils y restent un certain temps et le frère cesse alors d'avoir des convulsions, mais est remplacé par sa sœur Gabrielle. Leurs convulsions les prennent sous leur protection et ont grand soin de ne pas les faire coucher plus de deux ou trois fois de suite dans la même maison. Malgré les précautions prises, Jeanne est arrêtée en même temps que dix autres convulsionnaires et conduite à la Bastille. On réussit à cacher Gabrielle pendant deux ans, mais elle est enfin arrêtée à 11 lieues de Paris avec quatre autres personnes et conduite à la Bastille.

On la transfère ainsi que sa sœur à l'Hôpital.

« Leurs convulsions consistaient à recevoir des coups de bûche, de barre de fer et des coups de pavé, jusqu'au point que les plus forts hommes étaient obligés d'y renoncer; on a trouvé une colonne de pierre dont on donnait jusqu'à 200 coups sur l'estomac de Gabrielle. Elle se mettait la face devant un feu si fort qu'il puisse être, à un demi-pied de la flamme et du brasier, et y restait jusqu'à cinq quarts d'heures en chantant des psaumes. On lui montait sur l'estomac jusqu'à 4 ou 5 personnes; on l'étranglait avec des cordes de façon que tout autre aurait étouffé dans l'instant, et mille autres extravagances, sans compter le travail de l'épée qu'on lui mettait sur le col, et que les plus forts hommes n'ont jamais pu faire pénétrer dans les chairs. ».

Deux ans plus tard, en 1742, elles demandent leur liberté dans un placet où elles assurent qu'elles ne feront plus « le personnage de convulsionnaires ». Dans une lettre à Fleury, Marville assure que les sœurs Moulère ne se sont jamais corrigées, que leur famille a toujours cherché à vivre par le moyen de cette comédie et que, si on les mettait en liberté, elles seraient immédiatement enlevées et cachées par les personnes les plus accréditées du parti des convulsionnistes.

En février 1748 de nouvelles tentatives sont faites pour obtenir la liberté des Moulère.

En septembre 1749, Jeanne Moulère est retirée de la Salpêtrière et conduite à Sainte-Pélagie.

Dans le dossier de **la nommée Obillard**, nous trouvons des descriptions particulièrement circonstanciées des crises de convulsions et des secours que l'on devait alors administrer.

« J'ai l'honneur de vous rendre compte des faits qui regardent la Obillard de qui Cavanel demande la liberté; elle a été arrêtée, le 15 juillet dernier, dans une assemblée de convulsionnaires rue Bourtibourg, comme on y célébrait la fête des Cinq Pelles; c'est elle qui est la principale actrice; elle s'étendait par terre à la renverse; on mettait une pelle sur chaque téton, une au défaut des côtes, de chaque côté et une sur le nombril; ensuite il montait un homme sur chaque pelle, et s'appesantissait le plus qu'il pouvait. C'est dans ces circonstances que je l'ai arrêtée avec sa compagnie.

La déclaration que je pris alors de La Chapelle, arrêtée avec cette bande contient des faits aussi extraordinaires qu'incroyables, et, qui sont tous de la Obillard, qui était l'héroïne de la bande, comme de marcher plusieurs hommes sur ses bras et sa poitrine, de frapper sur sa poitrine de rudes coups de marteau dont la masse qui est de fer, est du poids de 2 livres ou environ, de la tenailler ou de serrer avec des tenailles à feu, de la faire voltiger, suspendue et attachée à des lisières, de lui donner des coups de masse à la tête, de sauter plusieurs, à plusieurs reprises, sur son corps, de dessus une chaise, et enfin d'avoir des convulsions violentes pendant lesquelles elle voulait être tirée par les bras, avec force, par deux hommes. Elle avait déjà été arrêtée ci-devant par Dubut, pour semblable cas, sans que cela l'eût corrigée, ainsi qu'on vient de le voir; j'ai trouvé dans les papiers de Dubut qu'elle avait tous les jours des convulsions, qu'elle tenait très souvent des assemblées chez elle, où se rendait M. le curé de Saint-Germain le Vieux, et qu'elle a convenu que le frère Athanase et le frère Stasnilas allait souvent chez elle, et surtout lorsqu'elle était en convulsions, de même que Mme la marquise de Vieuxpont. (Regnard à Marville — 1^{er} avril 1743).

Apostille de Marville. — Cette créature est bonne à laisser où elle est.

Cinq ans plus tard, le commissaire Chastelus rendant compte de l'interrogatoire qu'il vient de faire subir à la Obillard, fait preuve en ses réflexions d'un remarquable sens clinique : « il n'y a pas une de ces coquines-là dont, à la longue, on ne découvre l'artifice par l'austérité de la prison qui est le souverain antidote de cette maladie » et plus loin : « Si on en voulait savoir davantage et en moins de temps, il les faudrait mettre dans une prison exprès, et les séparer les unes des autres pour empêcher qu'elles se communiquassent ».

« Je sort de la Salpêtrière, et ne sais point encore précisément le secret de l'Eglise, mais il n'y a point de ma faute; la dernière prisonnière, sur laquelle je comptais le plus pour le savoir, est à l'infirmerie très malade de sorte que je n'ai pu lui parler. A l'égard de la Obillard, c'est une vraie bête, qui oublierait jusqu'à son nom, et de laquelle j'ai néanmoins tiré encore d'autres déclarations qui tendent également à affaiblir les merveilles des prétendues convulsions, et qu'un sot respect peut-être pour le parti auquel elle a été attachée, plutôt que la honte sur laquelle elle s'est retranchée, lui a fait taire la dernière fois que je lui ai parlé.

Ces déclarations sont que feu son père était fort violent et emporté, et sa mère très douce et craintive; que la colère de l'un jetait perpétuellement le trouble dans l'âme de l'autre; de sorte qu'elle peut dire avoir été conçue dans la crainte et dans l'effroi, que sa mère lui avait dit souvent qu'elle ne serait pas surprise si elle était tombée du mal caduc; qu'étant jeune, elle avait aussi été sujette à de grandes vapeurs, que la chute qu'elle avait fait depuis ce temps-là, à l'occasion d'un chien dont est parlé dans le dernier procès-verbal, lui avait augmenté ses vapeurs au point qu'elle rendait quelquefois les matières par la bouche; que l'excès auquel elles étaient alors parvenues, provenant de ce qu'elle n'avait pas voulu que Collignon, qui la voyait, lui remit l'os sacrum qu'elle s'était débôité en tombant, que ses dernières vapeurs auxquelles elle ne remédiait qu'en prenant des lavements pour attirer des matières en bas, lui duraient encore lorsque sa mère l'envoya au tombeau pour en obtenir la guérison; que, dans le chemin, ces mêmes vapeurs lui prirent et acquirent au tombeau le nom de convulsions de la part de tous les convulsionnistes qui y étaient; qu'il est vrai néanmoins, qu'après qu'elle eut été à Saint-Médard, ses convulsions étaient plus violentes, mais qu'elle sentait qu'elles partaient toujours du même principe, d'autant que très souvent elle vomissait, que son estomac se gonflait, et qu'elle se sentait comme suffoquée comme auparavant, que dans ces états elle était quelquefois altérée; mais elle ne peut pas dire s'il y avait rien dans l'eau qu'on lui donnait, d'autant qu'elle buvait également partout où elle se trouvait, que l'ordonnance des secours n'avait été apparemment imaginée par ceux qui la voyaient, que pour donner un air de cérémonie et de mystère à ce qui n'en méritait point, puisque, auparavant, elle se soulageait tout autant en se pressant l'estomac contre une chaise ou contre une table qu'il est vrai que dans ces états elle ne voyait plus et sentait peu; mais qu'elle prenait néanmoins garde comme elle postait ses jambes et les bras quand on marchait dessus, et qu'à l'égard des coups de marteau elle s'imagina bien que ceux qui les lui donnaient prenaient également garde comme ils les lui portaient, et qu'ils en ménageaient la force.

Ici les demandes se sont redoublées, mais je n'ai rien pu tirer c'est une bête qui n'entend pas même ce qu'on lui demande, qui ne sait pas distinguer sa poitrine d'avec son estomac ni son ventre de sorte que je n'ai pu savoir précisément sur qu'elle partie du corps elle recevait des coups; tout ce que j'ai pu entrevoir dans ses réponses, c'est qu'au moyen du vent qu'elle inspirait ou expirait, elle en sauvait la violence; ce qui peut fort bien être; elle m'a dit aussi plusieurs autres choses, mais qui n'ajoutent ni ne diminuent rien à ses précédents interrogatoires.

Il résulte donc de ce que dessus, ainsi que du procès-verbal de la femme Prévôt que vous avez mise dehors, il y a trois ou quatre mois qu'il n'y a rien que de très naturel dans les prétendues convulsions; que toute la merveille gît dans l'ignorance du peuple, dans la singularité de la maladie et dans l'imposture des gens affidés et intéressés à y faire trouver du merveilleux, que les convulsions sont de véritables vapeurs auxquelles les femmes sont très sujettes, et que celle-ci pouvait se procurer plus aisément qu'une autre par l'abstinence de lavement pendant 2 ou 3 jours, comme elle me l'a fait entendre, que les secours ne sont qu'une parade incapable de faire bien ou mal en ce qu'ils sont administrés en raison de la force du malade, et dont l'artifice consiste en la manière, et de porter le coup et de le recevoir, et ce que j'ai d'autant plus lieu de le présumer, que jusqu'à présent toutes les convulsionnaires que j'ai interrogées m'ont toutes dit que c'était toujours les mêmes personnes qui leur donnaient ces secours; ce n'est pas que les convulsions ne soient tombées dans le plus grand discrédit dans Paris et qu'il n'y a pas jusqu'aux marchands qui n'en soient actuellement revenus; mais pour peu qu'il en subsiste, il n'y a pas une de ces coquines-là dont, à la longue, on ne découvre l'artifice par l'austérité de la prison, qui est le souverain antidote de cette maladie; et par la patience et la douceur a les interroger; car pour tirer quelque chose, il faut, en vérité, savoir leur sauver jusqu'à la honte d'avouer leur turpitude, et ce serait mieux le métier d'un directeur que d'un juge; que, si on en voulait savoir davantage et en moins de temps il les faudrait mettre dans une prison exprès, et les séparer les unes des autres pour empêcher qu'elles se communiquassent. »

Chastelus à Berryer, 16 octobre 1748.

Ravaissou, XV, page 143).

En 1767, l'épidémie n'était pas encore éteinte car Boyer, médecin ordinaire du roi, en parle encore dans trois rapports sur les visites qu'il fit à la Salpêtrière; cependant il ne s'agit plus de crise à grand spectacle, mais

de mouvements convulsifs localisés aux bras. Boyer insiste sur la nécessité de séparer les malades les uns des autres et de les menager de les mettre à la diète et de les « fouetter avec des orties ». Leur nombre diminua immédiatement. (Joly de Fleury. 415)

Persécutées - Revendicatrices

Marie Geneviève de St-André, persécutée, « soupçonnée de mauvais desseins contre la vie du Roy, ayant cassé les glaces du carrosse de la Reine ». Dépression, incohérence des propos, interprétations, idées de persécution.

Domestique, entrée le 3 février 1684 à la Bastille sur ordre contresigné Seignelay. Transférée à la Salpêtrière, le 6 février 1684 puis reléguée à Folleville près Honfleur son pays natal, par ordre du 26 janvier 1698.

Dans son interrogatoire du 3 février 1684 :

« A dit qu'elle s'est blessée à la main en cassant les glaces d'un carrosse.

Qu'étant au désespoir et ne voulant point demander l'aumône et ne sachant que devenir, elle cassa les glaces.

A dit qu'elle croyait que c'était le carrosse de la Reyne et qu'elle cassa les glaces parce qu'on l'obligea de descendre du dit carrosse où elle était montée.

Qu'elle prétendait aller à Versailles parce qu'un grand jeune homme lui avait dit le matin d'y aller et que ledit homme en était revenu depuis deux jours auquel elle avait dit que si on voulait qu'elle y allât il fallait lui envoyer des habits.

A dit qu'il fallait bien que le roy eut commandé au jeune homme d'y faire aller elle répondante.

A dit qu'il n'y avait que 4 ou 5 jours qu'elle a été à Versailles.

Qu'elle y fut avec le nommé La Pierre qui la fit monter derrière son carrosse.

Lequel luy dit que le Roy la demandait. Qu'elle descendit devant la porte du Louvre.

Qu'elle coucha à l'enseigne du Pot d'Etain au vieux Versailles dans un grenier à foin et que ce fut le M... qu'elle ne connaît pas qui la mena au dit lieu, qui dit qu'on lui donna une chambre mais on ne lui en donna pas.

Qu'elle fut dans la salle des Gardes et s'étant présentée pour entrer dans la salle où le Roy mangeait et dans le tems qu'on servait le fruit a son disné on luy ferma la porte et ne put entrer et qu'elle demeura dans la dite salle des Gardes plus de trois heures à se chausser et que les gardes la firent sortir pour se retirer quelque part et luy donnèrent même quelque argent parce qu'elle n'avait rien.

Que c'était pour voir diner le Roy et pour savoir ce que Sa Majesté voulait qu'elle fit.

Que c'était son intention de parler au Roy et qu'elle se serait jetée à genoux devant lui. Que le dit Lapierre cocher lui avait dit qu'il fallait se présenter au Roy.

Qu'elle attendit si longtemps dans la salle des Gardes pour tâcher d'entrer dans la chambre du Roi où s'il ne passerait pas dans la salle des Gardes auquel cas elle se serait jetée aux pieds de Sa Majesté et que ça aurait été pour lui demander pardon des peines que le roi s'était données pour elle.

Qu'elle n'a garde d'avoir pensé à rien de mal contre le Roy.

Que le dit homme qui lui a dit d'aller à Versailles s'appelle Antoine et qu'il est Anglais.

Et qu'elle a entendu dire, ne scait par qui, que le dit Antoine demeure chez le dit Lapierre, qu'il mène son carrosse quand il est malade.

Qu'elle cassa les glaces parce qu'on ne lui avait pas apporté un habit que l'homme qui l'avait menée coucher au Pot d'Etain à Versailles avait promis de lui envoyer, que c'était un grand homme bien fait dont elle ignore le nom.

Qu'il y a 15 jours qu'elle loge chez le nommé La Pierre.

Que c'est la dame Conan, revendeuse de hardes dans les grandes maisons, laquelle demeure rue du Champ Fleury du roi Henry — et Normande qui l'a fait loger chez le dit M. La Pierre.

(Archives de la Préfecture de Polioe, I, fol. 437. — Bib. de l'Arsenal, 10.419 et 12.474. *Lettres de cachet*, 998.

Marie-Anne, dite la Princesse, se disant fille du Prince de Condé et de Madame de Longueville, faux et usage de faux, prostitution, récidive!

Un rapport de d'Argenson en date du 19 juillet 1701 nous apprend que

« Marie-Anne, ditte la *princesse*, et sa prétendue fille, avoient esté conduittes à l'hospital général, conformément à l'ordre du Roy ; je joins à cette lettre une copie de mon procez-verbal qui vous fera connoistre le caractère de ces deux personnes, dont l'une a l'insolence de se dire fille de feu Mgr le Prince et, (ce qui est, de plus effroyable) de faire entendre que Madame de Longueville estoit sa mère. Je n'ai pas creu devoir charger mon procez-verbal de ce qu'elle m'a dit en particulier, hier, sur ce sujet ; des circonstances aussi horribles que telles là et dont la fausseté est d'une évidence phizique et morale, par la combinaison des tamps, ne devant jamais trouver leur place dans aucun acte judiciaire. Je puis donc avoir l'honneur de vous dire que la mère est une friponne de vieille date, accoutumée au crime et à l'imposture, et qui n'a jamais subsisté que de son mauvais commerce et de ses mensonges.

Elle a esté pendant longtemps à l'hospital général, mais Messieurs les administrateurs, annuyez de ne plus recevoir sa pension (que M. le Prince leur payoit d'abord) firent tant d'instances, qu'ils obtinrent sa liberté. Sa prétendue fille a été mise au Refuge, pour ses débauches, et leur cimpathie a formé entre elles cette parenté si intime dont elles n'ont aucune preuve. M. de Querampra, conseiller au Parlement de Bretagne, et assez vieux pour estre sage (si l'âge y faisoit), l'entreñoit au meilleur marché qu'il luy estoit possible. Un religieux de Saint-Victor, nommé le sieur de Coubertin, avoit lié cette belle intrigue où il trouvoit ses avantages, et c'est luy qui s'estoit fait fort de parler à M. de Chamillard touchant les papiers mystérieux que sa mère presupposoit estre entre les mains de ce minstre, quoy qu'elle ne m'ait peu indiquer par quelle voye ils y sont venus. »

Je n'ai fait que parcourir ces papiers qui ne sont que des copies ou des pièces originales d'une fausseté évidente. « J'en ay, en effet, remarqué une qui contient une prétendue reconnaissance faite par Madame la duchesse de Longueville mourante, le 10 avril 1679, en l'abbaye de Port-Royal, portant que Marie-Anne d'Orléans est sa fille. Mais la signature de Anne-Geneviève de Bourbon duchesse de Longueville, est manifestement supposée.

L'autre acte est un extrait baptistaire qui atteste que, dans l'église paroissiale de Sainte-Marie de Stenay, le 2 septembre 1650 a esté baptisée Marie-Anne d'Orléans, fille de Henry d'Orléans, duc de Longueville et de Madame Anne-Geneviève de Bourbon. Parrain : Louis de Badeville ; mar-

raine : mademoiselle Henriette de Ferrare. Cet extrait a esté délivré par un prestre de la paroisse, le 7 may 1701, et ce prestre signe Combaux. Mais tout cet extrait, aussi bien que l'écriture du pretandu prestre, est évidemment de celle d'une femme. A l'égard de la prétendue fille, M. de Querempra disoit d'abord qu'elle arrivoit d'un couvent de Mons; que c'estoit un très grand party, qu'elle avoit esté élevée par Madame la duchesse Darscot, qu'il espérait la faire épouser à son fils, sur l'assurance d'une somme de cinq cens mil livres, déposé entre les mains d'un banquier d'Hollande, suivant le billet de la fausse princesse. Cependant il a déclaré, depuis hier, qu'une dame de ses amies la luy avoit adressée pour la mettre à l'Opéra de Rennes mais que cette jeune personne luy ayant fait entendre qu'elle estoit d'une famille illustre, il en avoit eu compassion, et avoit mieux aymé luy donner cinquante francs par mois que de la réduire à la nécessité de monter sur le théâtre. »

La mère seule ne se contente pas de revendiquer une parenté illustre, neuf ans plus tard, sa prétendue fille réclame la paternité du sieur Riffault de Château-Guillaume, mort à à Toulon et ayant laissé des biens :

« Nostre prisonnière dit, à présent, qu'elle est fille de cette nommée Marie-Anne et que, le sieur Riffaut de Château-Guillaume, qu'elle a asseuré estre mort à Toulon, dans un employ de controlleur de la marine, estoit son père. Elle adjoutte qu'après avoir travaillé inutilement depuis cinq ans pour se faire reconnoistre et pour obtenir la possession des biens dont le doyen de Cléry, près Orléans, frère de son père, s'est amparé à son préjudice, elle a esté obligée de prendre un habit d'homme n'ayant peu obtenir de passe-port pour aller à Bruges où elle a levé son extrait baptismal et l'extrait de mariage du sieur Riffault de Château-Guillaume avec la nommée Marie-Anne, qui luy estoit absolument nécessaires pour établir son estat et la justice de ses prétentions.

Mais, lorsque je luy ai demandé ce qu'elle avoit fait de ces deux certificats, elle m'a répondu qu'elle les avoit remis entre les mains d'un procureur, qu'elle ne connoist point et qui luy a esté indiqué par une femme dont elle ne sçait pas le nom. Elle adjoutte que le passe-port qui s'est trouvé sur elle lorsqu'elle a esté arrestée, luy a esté donné par l'entremise du nommé Cadet, barbier de Monseigneur le duc d'Orléans, qui l'a fait expédier sous le nom de François de Château-Guillaume, quoy qu'il la connût parfaitement pour l'avoir vue plusieurs fois dans le Palais-Royal.

Enfin, elle prétend qu'elle a demeuré pendant quatre ans, à Rennes, en Bretagne, où madame la comtesse de Marsan l'a gardée pendant plusieurs mois chez elle, par considération pour le feu sieur de Château-Guillaume qui avoit l'honneur d'être son parent; qu'en suite elle a eu la bonté de payer sa pension dans la maison du nommé Vatard, où elle fist connoissance avec un nommé Blin, qui luy a donné

une promesse de mariage et qui en receut une d'elle, qui sont demeurées l'une et l'autre sans exécution. »

(18 février 1710, d'Argenson).

Enfin, le 17 mars 1710, Monsieur d'Argenson conclut :

« J'ay eu l'honneur de vous envoyer plusieurs interrogatoires de la fausse princesse, mère de la Chasteau-Guil-laume, et je ne compte pas que la mère, ny la fille soient d'humeur à déclarer la vérité; je pense, aussy que tout le party qu'on peut prendre ou reprendre à leur égard, c'est de les envoyer à l'Hospital et de les y laisser ».

(Cottin, Rapports de d'Argenson).

Louise Couppée, prenant le nom de Louise de la Malmaison, puis de Louise de Nassau. Fausse abjuration, dérèglement, faux. Récidive.

L'information faite contre Louise Couppée justifie qu'elle est fille d'un nommé Couppée, berger à Louhans, qu'elle se fait depuis quelque temps nommer Louise de La Malmaison, l'un des plus fameux négocians de la comté de Bourgogne et de Marie-Jeanne Prévost de Nassan, sa femme. Sa vie est mêlée de plusieurs aventures qui la font connoître pour une personne fort hardie et fort déréglée. Aussi il paroît juste d'en délivrer le public.

Elle reconnoît par son interrogatoire qu'elle a été baptisée et mariée en premières noces dans le village de Louhans, comme fille de ce berger nommé Couppée, dont elle a presque toujours porté le nom, mais elle prétend, sans aucune preuve, que quinze jours après sa naissance, le sieur de La Malmaison, son véritable père, la fit apporter de Franche-Comté au village de Louhans, ou il la laissa entre les mains de ce berger, dont elle a toujours passé pour être la fille. Sur cette idée qui n'est soutenue par aucun indice ni par aucune vraisemblance elle a quitté le nom de Couppée pour prendre celui de La Malmaison, sous lequel elle s'est mariée en secondes noces avec le sieur Lancelot, ci-devant domestique de M. le Marquis de Liancourt. On ajoute que ne trouvant pas encore le nom de La Malmaison assez illustre à son gré elle s'est avisée de prendre celui de Nassau, et on l'accuse d'avoir fait sous ce nom une abjuration feinte dans l'église de Sèvres, en vue d'obtenir du roi une pension plus considérable sur le fonds des nouveaux convertis. Il y a preuve de ce fait, et que cette même femme a toujours néanmoins professé la religion catholique, et qu'elle n'a jamais fait profession du calvinisme pendant tous les différents états de sa vie.

Aussi, on ne peut douter que cette fausse abjuration ne soit un abus et une profanation d'un acte solennel de religion, ce qui mérite une répréhension publique proportionnée au scandale.

Toute sa défense consiste à dire qu'elle a été au service de M. du Quesne pendant cinq ou six ans, et que n'ayant pas été fort exacte pendant cet intervalle à remplir les devoirs de la religion catholique, elle a cru devoir abjurer la protestante; qu'au reste, si elle a pris le nom de Nassau, c'est parce que sa mère, femme du sieur de La Malmaison, se nommait ainsi.

Il est certain que cette feinte est assez singulière et que les lois n'ont établi aucune peine contre de semblables suppositions.

Deux autres considérations peuvent encore empêcher d'instruire le procès à cette femme pour la feinte abjuration dont elle convient.

La première, que, depuis la révocation de l'édit de Nantes, on a toujours évité de réprimer par des punitions exemplaires les contaventions commises par les protestants. Ainsi, lorsqu'on a arrêté des ministres et des prédicans de la religion prétendue réformée, Sa Majesté a cru qu'il était plus convenable de les renfermer dans des châteaux que de les livrer aux procédures ordinaires et les impénitens et les relaps n'ont presque jamais été livrés à la juste sévérité des ordonnances.

La seconde, que, pour mettre le lieutenant général de police en état d'instruire en règle tous les chefs d'accusation dont cette femme peut être atteinte; il lui faudra assurément une commission qui lui en attribue la connoissance, parce que, outre la supposition de nom et la fausse abjuration dont elle est convaincue par son propre aveu, elle est accusée d'un grand nombre de faussetés considérables dont il ne sera peut-être pas difficile d'assurer la preuve. On parle principalement d'une certaine lettre d'échange falsifiée ou surprise, à l'occasion de laquelle M. le lieutenant criminel ayant décerné un décret de prise de corps, cette même femme a été prisonnière pendant trois ans et n'a été mise en liberté que par provision. Il semble donc qu'il seroit également juste et nécessaire que toutes ces accusations fussent renvoyées devant un seul juge, ou qu'il plût au roi d'en attribuer la connoissance au lieutenant général de police et à M. le lieutenant criminel conjointement, comme il s'est pratiqué plusieurs fois.

Mais ne seroit-il pas encore plus à propos que, pour purger une bonne fois le public d'une créature aussi légère et aussi corrompue, Sa Majesté voulût bien la faire enfermer à l'Hôpital général, où elle trouveroit une retraite assurée et une longue pénitence de tous ses désordres? Il est vrai qu'elle est mariée et qu'elle est grosse; mais on pourroit surseoir pour quelque temps l'exécution de cet ordre, et son mari qu'elle a trompé sous de faux noms et sous des espérances frivoles, se trouveroit heureux d'être chargé de l'enfant, pourvu qu'il se vit défait pour toute la vie

d'une femme aussi odieuse.

Il sera donc question de se déterminer entre ces deux partis, et le lieutenant général de police a cru qu'il était bon de suspendre toute procédure jusqu'à ce que le roi l'ait honoré de ses ordres sur ce sujet.

D'Argenson à Pontchartrain, (Clément, n. 31).

Etats psychopathiques divers

Excitation, dépression, démence.

Marie-Thérèse Tollus, femme d'un domestique, arrêtée et conduite à la Salpêtrière le 11 Novembre 1749.

« Cette femme qui avait l'esprit aliéné, a écrit une lettre au Roy par laquelle elle demande de l'argent, attendu dit-elle qu'elle connoit Sa Majesté luy ayant déjà parlé deux fois rue Bergère pour une affaire de conséquence.

Elle a dit à l'officier qu'il l'a arrêté qu'elle était grosse du Roy, quoiqu'agée de 65 ans.

On écrit sur elle un peu plus tard :

« Elle est d'une famille aliénée ayant une sœur et une belle-sœur crieuses de vieux chapeaux qui passent pour folles. »

(Arsenal, 11.689, Ravaisson).

Claudine Julien. Excitation, propos violents et injurieux; démence.

A la Salpêtrière, le 12 janvier 1706. Elle est âgée de 25 ans, originaire de Lyon. Elle a été transférée de la Bastille où elle avait été conduite pour avoir eu des relations avec les fanatiques du Languedoc, et pour avoir

tenu des discours abominables contre le Roi. On ne sait s'il y a en elle plus de folie que de malice, mais on convient qu'il n'y a point dans la maison de femme plus insolente et plus incommode. Ainsi, pour la seule considération du fanatisme, je crois qu'il la faut laisser à l'hôpital du moins jusqu'à la paix.

En 1709, elle est devenue plus raisonnable depuis quelques mois; ainsi l'on pourrait la mettre en liberté, sans aucun inconvénient, immédiatement après la paix générale.

En 1710, elle parut un peu moins violente pendant cette année ce qui m'obligea de vous proposer de la rendre libre immédiatement après la paix générale; et la décision que M. de Pontchartrain me fit l'honneur de m'envoyer sur mon dernier état, était conforme à cet avis. Mais j'apprends qu'elle est rentrée dans ses premières fureurs qui ont obligé de la renfermer plus étroitement; ainsi sa détention devient plus nécessaire que jamais.

En 1711, on est sur le point maintenant de la mettre parmi les folles et je pense qu'elle y finisse ses jours. Ainsi, il paraît qu'elle est mise aux folles

(Rapport de d'Argenson, Ravaisson, II, page 199.).

Barbe Lalouat, veuve Vasse.

Son mari avait été peintre, Entrée le 13 novembre 1743 sur ordre contresigné Maurepas. Etant tombée dans « une espèce d'aliénation d'esprit » elle fut transférée à la Salpêtrière le 19 janvier 1734 sur ordre centres-Maurepas. En liberté le 26 janvier suivant.

(Funck-Brenttano, 3.810).

Catherine Charlotte Connet, femme d'Antoine Dar-delle « donneuse d'avis aux grands et au roi », « illuminée » refus de nourriture, accès d'excitation, deux fois internée.

Premier internement à la Bastille du 2 juin 1752 au 21 janvier 1753.

Cette femme avait présenté un placet au Roi à Versailles en mai 1752, dans lequel elle avait inséré qu'elle avait été

en grande relation avec feu M. le Duc d'Orléans et donnant des avis remplis de folie. Elle en a présenté en différents temps de même espèce, tant à M. le Duc d'Orléans qu'à différents personnages constitués en dignité.

(Arch. Préf. de Police, B. II, 624).

En 1758 elle adresse au premier président Molé un mémoire « qui ne contient autre chose que beaucoup d'extravagances sans suite... auxquelles on ne comprend presque rien » et pendant l'enquête multiplie ses placets; elle est internée à la Salpêtrière.

Pendant l'enquête, l'exempt Coutailloux écrit : « Les enfants plus raisonnables m'ont représenté que leur mère était quelquefois des deux jours plus ou moins sans vouloir manger et qu'alors sa tête était si échauffée qu'elle ne savait ce qu'elle faisait.

Et en prison, nous apprenons que « cette misérable ne cesse de se tourmenter nuit et jour, toujours criant lorsqu'elle en a les forces, et lorsqu'elle est épuisée de crier, elle reste tranquille un jour ou deux par force, ne pouvant faire autrement. Quelque temps après elle recommence sur nouveaux frais, il lui sort de la bouche des phrases que jamais personne n'a pensées. C'est une folie singulière; ce qu'il y a à craindre en sus, c'est qu'elle reste fort bien 2 ou 3 jours sans vouloir rien boire, ni manger, joint à sa faiblesse d'esprit naturelle, j'en crains les suites.

(Ravaisson, T. XVI, p. 233).

Anne Charon, libelles, propos injurieux, troubles du caractère, mendicité, propos violents et incohérents, démen-
ce.

Agée de 65 ans, originaire d'Orléans, entrée à la Bastille le 25 février 1711. Elle fut enfermée pour avoir fait faire des vers insolents et injurieux contre le roi et M^{me} de Maintenon. D'Argenson écrit à son sujet : « Cette femme est l'une des plus dangereuses et des plus mauvaises que la Bastille ait jamais renfermées ». Les années suivantes on ne trouve en elle aucun changement et en 1715 « elle se porte bien, toujours fort impie et fort mauvaise et prête à proférer ses infamies et ses impostures ».

Elle reste neuf ans à la Bastille.

En 1729, un membre de sa famille, Charon, receveur des domaines et bois de la Généralité de Paris, demande qu'Anne Charon, alors âgée de 80 ans soit de nouveau arrê-

tée et conduite à Sainte-Pélagie. Il retrace la vie qu'elle a menée depuis son départ de la Bastille.

Reléguée à Orléans, elle passa en Bretagne, fut arrêtée par ordre supérieur et mise dans un couvent où elle resta 3 ans, son mauvais caractère obligeant les religieuses à solliciter sa liberté. Elle l'obtint et revenue à Paris, malgré la pension que lui payaient ses frères, elle se mit à mendier. Arrêtée vers 1725 comme mendicante, sa famille sollicita sa liberté croyant qu'elle retournerait à Orléans, mais elle resta à Paris, continuant à mendier, et n'habitant qu'avec des mendiants de profession.

L'ordre d'internement est donné et M. Duchesne écrit à son sujet :

« L'on amena hier à Sainte-Pélagie la dame Charon par lettre de cachet; elle a paru à la supérieure n'être pas l'objet de la maison, j'ai voulu m'en convaincre par moi-même. J'ai trouvé une femme vêtue comme la dernière des gueuses et de la plus mauvaise mine, mais cela m'a moins frappé que ces discours pleins de rage, de fureur et d'extravagance; et il n'est pas convenable de l'admettre parmi les femmes de force, sans courir le risque de les révolter toutes et ne les pouvoir plus contenir; cela mérite une sérieuse réflexion et une prompte résolution de la renvoyer à l'hôpital général, d'où l'on dit qu'elle sort; donnez donc vos ordres pour qu'on l'y ramène, car on ne sait plus où la mettre ici ».

La supérieure de Sainte-Pélagie demande en ces termes à M. Hérault, le transfert d'Anne Charon :

« Je m'assure de vos bontés pour cette maison que si A. Charon vous était connue, vous ne l'auriez pas envoyée, puisque c'est plutôt un sujet des Petites Maisons que pour celle-ci, car toute autre ne saurait la garder; un esprit dérangé qui influe sur la façon de se vêtir, à tel point que son abord effraie, par une misère si totale que l'on ne voit rien de semblable, ce qui, joint à un si grand âge, me fait vous prier d'en avoir pitié pour qu'elle soit placée en lieu où on a soin de ces sortes de personnes, car nous ne sommes pas en état de le faire. J'en ai eu garde de la mettre avec les autres femmes de force, pour ne pas exciter la révolte, elle ne serait pas sans sujet; chacune craint la vermine et autres suites fâcheuses; mais ce qui ne peut se remédier est la folie dont Charon paraît atteinte. Elle n'a voulu, aujourd'hui, la grande fête de Pâques, ni entendre la messe, ni boire ni manger du tout, et charge de malédictions tout ce qui l'approche; comme l'on n'a pas été payé de sa pension, sa famille tournera ses attentions d'un autre côté; j'espère que la prière de M. Duchesne et la mienne seront de quelque égard près de vous pour que nous soyons délivrés d'un sujet si onéreux tout incessamment, tout en périlite, et pour nous et pour cette pauvre malheureuse.

Epostille de M. Hérault : Me dire ce que c'est que cette femme, et mander à M. Duchesne que j'irai vendredi à l'hôpital; s'il veut venir avec moi, je le mènerai. »

(Ravasson T. XII, page 39).

Avant de terminer, disons encore quelques mots des prisonnières d'Etat, représentées surtout à la Salpêtrière par les protestantes. Elles étaient beaucoup moins nombreuses qu'à la Bastille, car l'Hôpital les recevait surtout lorsqu'elles se rendaient coupables d'autres délits; lorsqu'elles faisaient du prosélytisme ou qu'elles s'associaient pour faire passer la frontière à leurs correligionnaires. De toute façon, on ne se bornait pas à les interner, on cherchait toujours à les instruire et à les convertir.

La Mercier, femme de Robert, maître-tailleur, mise à la Salpêtrière le 9 avril 1704; elle est âgée de 83 ans, originaire de Chateaudun.

11 novembre 1704. Elle fut conduite à la Bastille et ensuite à l'Hôpital parce qu'elle tenait une école, et sous prétexte d'apprendre à lire aux enfants, elle les instruisait dans la R. P. ; elle commence à s'accoutumer aux exercices de la catholique ; mais son grand âge et ses infirmités ne permettent pas d'espérer qu'elle soit jamais en état de sortir de l'hôpital où elle-même compte de mourir.

En 1707. Elle est morte, ainsi il n'y a plus rien à dire à son sujet.

(Rapport de d'Argenson — Ravaisson X, page 268).

Dubuisson, originaire de Dieppe.

Elle « affectoit de se déclarer protestante et d'instruire ou de confirmer dans l'erreur les enfants des nouveaux catholiques mal réunis. On m'a même assuré qu'elle avait fait quelques démarches pour pervertir d'anciens catholiques et qu'elle distribuoit des livres hérétiques aux uns et aux autres.

J'ai commencé par m'assurer de sa personne. Ensuite, j'ai donné ordre qu'on recherchât chez elle et dans la maison de sa fille, tous les mauvais livres qui y pouvoient être. Il s'y en est trouvé quelques uns, et je ne puis douter que cette femme qui fait gloire de son opiniâtreté, ne soit un très-mauvais sujet. Mais, comme tous les faits qui lui sont imputés *ne sont guère susceptibles d'une instruction judiciaire* il me paroîtroit plus juste et plus convenable de la renfermer pour quelques temps à l'Hôpital général, afin qu'elle pût y trouver et la punition de ses fautes, et le désir de sa conversion.

(Notes de René d'Argenson, page 6).

Suzanne Périeux, Vve de Rivery.

Protestante qui faisait partie d'une association favorisant l'évasion des religionnaires du royaume, mise à la Bastille en mai 1699, elle est transférée à la Salpêtrière le 20 mars 1700.

(Ravaissou X, page 207, Arsenal 5133).

Marie Madeleine Monvoisin

Était fille d'un père protestant et d'une mère catholique. Elle-même embrassa le catholicisme, mais sa mère étant morte, son père et sa belle-mère « la maltraitèrent cruellement ». Monsieur de la Barre, écuyer, administrateur de la Charité de la paroisse Sainte-Marguerite, « voulant procurer à Madelaine Monvoisin le moyen de se maintenir dans la religion catholique » obtint avec le consentement de la jeune fille, deux lettres de cailune « pour la mettre à l'Hôpital Général afin d'y être confirmée dans l'esprit de sa religion et d'y apprendre quelque métier », l'autre pour « l'en retirer quand on le jugerait à propos ». Elle fut recommandée à la sollicitude des sœurs, mais « pour quelques petites désobéissances » elle fut mise à la Force, puis « comprise dans un rôle de filles de mauvaise conduite destinées pour envoyer à Missisipi ». Monsieur de la Barre écrivit au lieutenant de police afin d'obtenir le retour de sa protégée avant qu'elle fut embarquée.

(Archives de la Bastille, n° 10.670).

CONCLUSIONS

L'Hôpital Général, composé principalement des deux grandes maisons de Bicêtre pour les hommes et de la Salpêtrière pour les femmes, a eu, sous l'ancien régime un rôle capital dans l'assistance et la répression des éléments antisociaux.

La Salpêtrière, fondée en 1656 dans ce double but, devait à la fois servir au « renfermement » des mendiants errants et au secours des enfants en bas-âge, des malades incurables, des infirmes et des aliénées. Ces dernières, dont le service n'est légalement organisé qu'en 1660 après un arrêté du Parlement, ne sont cependant jamais confondues avec les autres malades ; on voit même sur le plan primitif de la Salpêtrière que dès la fondation on leur destine des quartiers spéciaux formés de pavillons séparés.

Le traitement des aliénées n'y est pas organisé ; en effet on ne reçoit que les malades réputées incurables et ayant déjà suivi un traitement à l'Hôtel-Dieu. Pour la nourriture, le vêtement, et même pour l'encombrement des salles, elles subissent à peu près le sort commun.

Au moment de la fondation de la Salpêtrière, une maison de force destinée aux mendiants récalcitrants et incorrigibles, y avait été prévue. Elle fut organisée en 1684 en vue d'y enfermer les jeunes filles correctionnaires et les femmes prostituées, et on l'aménagea de façon à pouvoir y loger en même temps les détenues par ordre de justice et par lettre de cachet.

L'examen des dossiers de ces dernières, montre que la Salpêtrière, à côté de quelques prisonnières par raison d'Etat (pour fait de politique ou de religion), retenait dans ses prisons toute une population de ces anormales constitutionnelles, de ces criminelles nées pour lesquelles on réclame aujourd'hui en France des asiles de sûreté, et qui trop lucides pour être mises avec les aliénées, trop peu responsables pour être gardées dans les prisons, sont cependant trop dangereuses pour être remises en liberté.

Le régime des détenues est sévère, les punitions sont fréquentes, cependant on ne se borne pas à punir, on veut réformer. Le travail est organisé dès le début, par un règlement précis, les exercices religieux sont fréquents, ce qui répond à la psychothérapie de l'époque. On y suit les prisonnières avec soin, notant les améliorations ou la persévérance dans le mal ; les sentences sont indéfinies, c'est l'individualisation de la peine qui permet, selon la conduite du sujet, d'augmenter la détention ou de la raccourcir.

L'internement des aliénées et des anormales se fait le plus souvent par lettre de cachet, après une demande écrite des parents ou des voisins et une enquête approfondie de la police ou des magistrats. Pendant le séjour, les visites mensuelles du lieutenant de police et les états annuels qu'il adresse au ministre sont des garanties contre les internements arbitraires.

Les formalités pour la sortie sont les mêmes, mais le lieutenant de police envisageant chaque cas en particulier, recherche, avant de mettre une prisonnière en liberté, quels seront ses moyens d'existence et quelle est la meilleure conduite à tenir à son égard, tant pour sa protection, que pour celle de la société.

Si l'on considère maintenant que Paris, sous l'ancien régime, comptait environ 500.000 habitants et qu'au XVIII^e siècle la Salpêtrière a contenu jusqu'à sept et huit mille personnes, on comprend quelle a été l'importance de son rôle d'épuration ; c'était en une seule maison et cependant en des quartiers bien distincts, toute une agglomération d'individus que l'on répartirait à l'heure actuelle dans les hospices, les asiles d'aliénés, les maisons de correction, les prisons et les asiles de sûreté.

BIBLIOGRAPHIE

BOUCHER. — La Salpêtrière. Hist. de 1656 à 1790 Thèse
Paris 1883.

BRICE (Germain). — Nouvelle description de la ville de
Paris 1725.

BRIELE. — Inventaire des archives hospitalières de Pa-
ris, 4 vol. 1889.

BRU. — Histoire de Bicêtre. *Progrès Médical* 1890.

MAXIME DU CAMP. — Paris, ses organes, ses fonctions, sa
vie.

CLÉMENT. — La police sous Louis XIV. Paris 1866.

COGNEL. — La vie parisienne sous Louis XVI.

COLBERT. — Lettres, instructions, mémoires 1861-83,
7 vol, Tome III).

COLOMBIER. — Instruction sur la manière de gouverner
les insensés, etc., 1785.

COTTIN. — Rapports inédits du lieutenant de police
René d'Argenson. Paris, Plon, 1891.

CUISIN. — Les archives de la folie, 1829.

DOUBLET. — Rapport de l'Etat actuel des prisons de Paris, 1791.

ESQUIROL. — Maladies mentales, t. II. Hist. de Charenton.

FORÉL. — Crimes et anomalies mentales, Genève, 1902.

FOSSEYEUX. — L'hospitalisation des aliénés à Paris au XVII^e et XVIII^e siècles (Congrès d'Anvers, août 1920).

FUNCK-BRENTANO. — Légendes et archives de la Bastille, Paris, Hachette.

— Catalogue des archives de la Bastille, t. IX, Cat. B. Ars.

— Les lettres de cachet à Paris (Paris, 1903, in-4).

— L'affaire du Collier. Paris 1919.

— La mort de la Reine. Paris 1921.

GUILLIER. — Histoire de N.-D. de la Pitié. Thèse 1882.

HOWARD (John). — Etat des prisons, des hôpitaux et des maisons de force. Paris 1791.

JOBÉY. — La France sous Louis XV.

LARCHEZ ET MABILLE. — Notes de René d'Argenson, etc. Paris, 1866.

LALLEMAND. — L'assistance médicale au XVIII^e siècle. Histoire de la Charité, tome IV.

— La Révolution et les pauvres. Paris 1898.

LA ROCHEFOUCAULD LIANCOURT. — Rapport fait au nom du comité de mendicité. Visites dans les divers hôpitaux, hospices et maisons de charité de Paris 1791 (page 63).

MAC AULIFFE. — La Révolution et les Hôpitaux. Paris 1901.

MERCIER. — Tableaux de Paris.

PARENT-DUCHATEL. — Prostitution dans la ville de Paris, 2 vol 1857.

PARTURIER. — L'Assistance à Paris sous l'ancien régime et la révolution. Paris, Larose, 1897. (Thèse droit).

PAULTRE (Christian). — De la répression de la mendicité et du vagabondage en France sous l'ancien régime, Paris, 1906.

PEUCHET. — Collection des lois, ordonnances et règlements de police depuis le XIII^e siècle jusqu'au XVIII^e. Seconde série, police moderne 1667 à 1789. Paris 1818-1819.

PIGANIOL DE LA FORCE. — Description de Paris, t. V.

PINEL. — Médecine clinique 1802- (p. 269).

— Maladies observées à l'Hosp. de la Salpêtrière. (Introduction 29)).

ABBÉ PRÉVOST. — Histoire de Manon Lescaut et du Chevalier des Grieux.

RAVAISSON (Fr. et L.). — Archives de la Bastille, documents inédits (19 volumes, Paris).

RICHARD. — Histoire de l'hospice de Bicêtre. Thèse Paris 1889.

SÉRIEUX. — Les asiles spéciaux pour les condamnés aliénés et les psychopathes dangereux (*Revue de Psychiatrie*, juillet 1905).

SÉRIEUX ET LIBERT. — La Bastille et ses prisonniers, contribution à l'étude des asiles de sûreté. *Encéphale*, juillet-octobre 1911.

— De l'internement des anormaux constitutionnels; asiles de sûreté et prisons d'Etat. Cologne, 1911.

— Les anormaux constitutionnels à la Bastille. Paris, 1911.

— Les lettres de cachet « Prisonniers de famille » et placements volontaires. Gand, 1912.

— Le régime des aliénés en France au XVIII^e siècle. Masson. Paris, 1914.

— Documents pour servir à l'histoire de la psychiatrie en France au xvii^e et xviii^e siècles. (*Bull. S. méd. ment. Belgique*, juin 1914).

— L'assistance et le traitement des maladies mentales au temps de Louis XVI. Paris, 1915.

TENON. — Mémoires sur les hôpitaux de Paris, 1788.

TUETÉY. — Répertoire des sources manuscrites de l'Histoire de Paris pendant la Révolution.

— L'assistance publique à Paris pendant la Révolution.

CHARLES FRANÇOIS VIEL. — Principes de l'ordonnance et de la construction des bâtiments. Notices sur divers hôpitaux, 4 vol. in-4 146 pages. Paris, février 1812.

MANUSCRITS

Bibliothèque de la Ville de Paris.

Mns. rec. général série 131. — Règlement que le Roy veut être observé etc.

Projet du règlement pour l'H. Général.

Mns. 29618. — Mémoires de l'administration de la police en France.

Clouzot. tome III. Répertoire des sources manuscrites de l'histoire de Paris.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Inventaire général et méthodique des mns fr. de la B. N. par Léopold Delisles. t. II. p. 153-155.

Fonds Français. mns 6844. fol. 58 et 59. Recueils sur la Salpêtrière.

Mns 8.119, 8.120, 8.121. Rapports de M. de la Reynie et d'Argenson.

Mns Delamare 21.804. (communauté des sœurs officiers p. 331).

Mns. Joly de Fleury mns 1221 à 1225. Registre des délibérations pour l'H. G.

1235. Pitié, Salpêtrière, Bicêtre.

1294 à 1296. Prisons.

1301 à 1303. Maisons de Force.

Mns Clairambault. 983 à 986. Police et affaires de mœurs.

ARCHIVES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Lettres de cachet pour faire sortir plusieurs personnes de la Salpêtrière 1671-1678. Fonds H. G. carton 3.

Règlements pour la supérieure et les sœurs officiers de la maison de Saint-Louis de la Salpêtrière 1692-1702. n. série 132.

—Règlement concernant l'envoi des malades à l'H. D. fév. 1739 n. série 115.

Règlement pour le service militaire et la discipline de la garde de la maison de la S. nov. 1780. n. série 115.

Procès-verbal des femmes tuées dans la journée du 4 septembre 1792 à la maison de la Salpêtrière. n. série 120.

Règlement pour l'infirmerie générale de la Salpêtrière, 25 sept. 1792. n. série 120.

Extraits des registres de délibération de la commission administrative des hospices civils de Paris concernant les filles envoyées à la Salpêtrière, 121.

Personnel et ateliers. Salpêtrière, 113-115-116-120-121-123 (historique).

ARCHIVES DE L'ARSENAL

Mns 12.692 à 12.695 (Salpêtrière).

Mns 2.566, règlement pour les sœurs officières.

Pour les mns concernant chaque prisonnière se reporter au catalogue des archives de la B. Ars, t. IX, à la table des noms.

ARCHIVES NATIONALES

X. 1 b. 9692. (convulsionnaires)).

A. D. XIV-3.

Z. 1 J. 1280. (reconstruction des loges).

ARCHIVES DE LA SEINE

8° 223/8. — Affaire des billets de confession.

8° 223/7 t. IV. — Affaire Chambon de Monteaux.



Mns Delamare 21.804. (communauté des sœurs officiers p. 331).

Mns. Joly de Fleury mns 1221 à 1225. Registre des délibérations pour l'H. G.

1235. Pitié, Salpêtrière, Bicêtre.

1294 à 1296. Prisons.

1301 à 1303. Maisons de Force.

Mns Clairambault. 983 à 986. Police et affaires de mœurs.

ARCHIVES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Lettres de cachet pour faire sortir plusieurs personnes de la Salpêtrière 1671-1678. Fonds H. G. carton 3.

Règlements pour la supérieure et les sœurs officiers de la maison de Saint-Louis de la Salpêtrière 1692-1702. n. série 132.

—Règlement concernant l'envoi des malades à l'H. D. fév. 1739 n. série 115.

Règlement pour le service militaire et la discipline de la garde de la maison de la S. nov. 1780. n. série 115.

Procès-verbal des femmes tuées dans la journée du 4 septembre 1792 à la maison de la Salpêtrière. n. série 120.

Règlement pour l'infirmerie générale de la Salpêtrière, 25 sept. 1792. n. série 120.

Extraits des registres de délibération de la commission administrative des hospices civils de Paris concernant les filles envoyées à la Salpêtrière. 121.

Personnel et ateliers. Salpêtrière, 113-115-116-120-121-123 (historique).

ARCHIVES DE L'ARSENAL

Mns 12.692 à 12.695 (Salpêtrière).

Mns 2.566, règlement pour les sœurs officières.

Pour les mns concernant chaque prisonnière se reporter au catalogue des archives de la B. Ars, t. IX, à la table des noms.

ARCHIVES NATIONALES

X. 1 b. 9692. (convulsionnaires)).

A. D. XIV-3.

Z. 1 J. 1280. (reconstruction des loges).

ARCHIVES DE LA SEINE

8° 223/8. — Affaire des billets de confession.

8° 223/7 t. IV. — Affaire Chambon de Monteaux.

